



Projet de recherche
sur les politiques

Policy Research
Initiative

La mesure du capital social

Document de référence pour la recherche, l'élaboration et l'évaluation de politiques publiques

Septembre 2005

Projet du PRP

**Le capital social comme instrument
de politique publique**

Sandra Franke

Canada

La mesure du capital social
Document de référence pour
la recherche, l'élaboration et
l'évaluation de politiques
publiques

Septembre 2005

REMERCIEMENTS

L'auteure tient à remercier tous les membres de l'équipe du PRP associés au projet « Le capital social comme instrument de politique publique » ainsi que la professeure Johanne Charbonneau de l'Institut national de la recherche scientifique, M. Doug Norris, directeur général à Statistique Canada, M. Jussi Simpura, directeur des statistiques sociales à Statistique Finlande et M^{me} Nancy Zukewich de Statistique Canada pour leurs excellents commentaires et suggestions.

À PROPOS DU PRÉSENT RAPPORT

Le PRP contribue à la planification à moyen terme des politiques du gouvernement du Canada en dirigeant des projets de recherche multisectoriels et en canalisant le savoir et l'expertise du gouvernement fédéral, des universités et des organismes de recherche. Cependant, les conclusions et les propositions contenues dans les rapports du PRP ne reflètent pas toujours les opinions du gouvernement du Canada ou des ministères et organismes participants.

SOMMAIRE EXÉCUTIF

À l'issue d'une série de travaux sur le capital social, le Projet de recherche sur les politiques (PRP) conclut que le concept du capital social est un instrument utile pour les politiques publiques, car il permet de jeter un nouveau regard éminemment fécond sur la manière dont l'intervention publique et les services gouvernementaux peuvent miser sur le *lien social* comme ingrédient potentiellement important pour atteindre leurs objectifs (PRP, 2005a). Concrétiser la mise en œuvre du concept, selon le PRP, c'est tenir compte plus systématiquement des dynamiques relationnelles et des réseaux de coopération qui se déploient à divers niveaux et dans différentes sphères qui interpellent les politiques publiques.

Mais comment procéder? Capturer empiriquement la présence, les différentes manifestations de même que les modes de fonctionnement du capital social n'est pas toujours aisé. Dans les dernières années, plusieurs organisations gouvernementales ont accru leurs efforts pour mesurer le capital social des populations et produire des données qui tentent d'en saisir les principales dimensions. Différentes directions ont été explorées, allant des études de cas jusqu'au développement de grands indicateurs de tendance (par exemple les taux de participation sociale et civique) construits à partir de données d'enquêtes. Mais pour la majeure partie, ces efforts se sont surtout concentrés à traiter le capital social comme une variable dépendante, c'est-à-dire un phénomène que l'on tente d'expliquer.

Le PRP a voulu explorer une voie alternative en abordant le capital social en fonction de son rôle – ou de sa contribution – à l'atteinte de certains résultats socio-économiques ou de santé qui constituent des enjeux pour les politiques publiques. Autrement dit, il s'est intéressé davantage au concept à titre de variable explicative d'autres phénomènes sociaux. Partant d'une perspective du capital social centrée sur

le rôle stratégique des *réseaux sociaux permettant l'accès à des ressources et du soutien*, les enjeux de mesure portent alors sur des variables sensiblement différentes de celles qui suscitent présentement l'intérêt d'une grande partie de la communauté de recherche sur le capital social. Ainsi, ce sont les propriétés relatives aux réseaux de relations entre les individus et les groupes, ainsi que celles qui documentent leur fonctionnement dans des circonstances précises qui fondent l'essentiel des propositions présentées dans ce document de référence sur la mesure du capital social pour des fins de recherche, d'élaboration et d'évaluation de politiques publiques.

Le document comporte quatre grandes sections :

- La première section dresse le portrait de la situation concernant la mesure du capital social dans le secteur public, distinguant les directions prises par différentes agences statistiques nationales et internationales selon trois grandes approches : micro, macro et méso. La discussion conclut sur l'intérêt d'une approche *méso*, selon laquelle les réseaux sociaux constituent les structures médiatrices principales du capital social entre les individus, les groupes et la société.
- La deuxième section s'ouvre sur la proposition d'un cadre opérationnel utile pour les politiques publiques correspondant à cette approche. Le modèle distingue les variables mesurables selon qu'elles portent sur les manifestations du capital social ou sur la manière dont celui-ci opère. S'inspirant du champ conceptuel et des outils de recherche de l'analyse des réseaux sociaux, le document propose une série d'indicateurs de capital social ainsi qu'un ensemble d'outils de mesure qui permettent de distinguer la *structure des réseaux* (les propriétés des réseaux, des membres et des relations) de leur *dynamique* (les conditions de création et de mobilisation.)

- La troisième section aborde les avantages et limites de différentes stratégies méthodologiques, tant quantitatives que qualitatives, permettant d'investiguer le capital social dans le contexte des politiques publiques. L'accent est mis sur les possibilités d'application au Canada.
- La dernière section discute des manières dont le capital social peut être utilisé en tant qu'outil de politique publique. Sans aller jusqu'à proposer le développement d'un agenda de recherche exclusivement consacré au capital social au sein du gouvernement fédéral, le document recommande néanmoins plusieurs directions d'investigation. Celles-ci peuvent être mises en oeuvre simultanément à plusieurs étapes

du développement des politiques et programmes déjà en cours, que ce soit en ajoutant des questions complémentaires aux enquêtes existantes ou à venir, en incluant certains aspects à documenter dans les études de cas que financent les départements de recherche des ministères ou encore, en intégrant de nouveaux indicateurs de performance dans les évaluations de programmes.

TABLE DES MATIÈRES

Mise en contexte	V
PARTIE 1 : L'état de la question sur la mesure du capital social dans le secteur public	1
1.1 L'intérêt pour le capital social dans le secteur public	1
1.2 Les initiatives de mesure du capital social au plan international	2
PARTIE 2 : Les implications sur la mesure d'une approche du capital social fondée sur les réseaux sociaux	7
2.1 Le Projet de recherche sur les politiques : le capital social à partir d'une perspective fondée sur les réseaux sociaux	7
2.2 Un cadre opérationnel utile pour les politiques publiques	9
2.2.1 Les réseaux sociaux comme éléments intégrateurs du modèle	9
2.2.2 La relation comme unité d'analyse du capital social	12
2.2.3 L'opérationnalisation des variables d'un point de vue de politique publique : distinguer la présence du capital social de son fonctionnement	12
2.3 Le développement d'indicateurs de capital social	14
2.3.1 Mesurer le capital social en s'intéressant à la structure des réseaux : les propriétés des réseaux, des membres et des relations	15
2.3.2 Mesurer le capital social en s'intéressant à la dynamique des réseaux : les conditions de création et de mobilisation des réseaux	17
2.4 Outils de mesure des réseaux sociaux et exemples d'application	22
PARTIE 3 : Les stratégies méthodologiques possibles pour investiguer le capital social dans un contexte de politiques publiques	27
3.1 La recherche quantitative sur le capital social	27
3.1.1 Les données statistiques sur le capital social	27
3.1.2 Les indices de capital social	28
3.1.3 L'enquête spéciale sur le capital social	29
3.1.4 L'insertion d'un module standardisé sur le capital social dans une enquête thématique	29
3.1.5 L'enquête longitudinale qui incorpore le capital social	31
3.2 La recherche qualitative sur le capital social	32
3.2.1 L'application de la méthodologie qualitative au véhicule d'enquête statistique	32
3.2.2 L'étude de cas sur le capital social	32
3.2.3 La méta analyse sur le capital social	33
3.2.4 L'observatoire sur le capital social	34
3.2.5 L'utilisation d'une lentille capital social dans l'élaboration et l'évaluation de projets/programmes	34
3.2.6 Projets de démonstration de politiques novatrices sur le capital social	36
PARTIE 4 : Conclusion et recommandations	37
4.1 Conclusion	37
4.2 Recommandations	38

Annexes

1.	Le Social Capital Assessment Tool (SCAT) de la Banque mondiale	43
2.	Indicateurs de capital social proposés par le Groupe de Sienne à partir d'un module de questions uniformisées	44
3.	Indicateurs de capital social construits à partir du cadre conceptuel de l'Australian Bureau of Statistics	45
4.	Indicateurs de capital social construits à partir du cadre conceptuel du PRP	48
5.	Mesure d'isolement social	50
6.	Mesures de la personnalité et des compétences relationnelles	51
7.	Le générateur/interpréteur de noms – version adaptée pour l'Enquête sociale générale des É-U sur les réseaux sociaux	54
8.	Le générateur de positions – version classique développée par Lin	56
9.	Le générateur de positions – version canadienne développée par Erickson	57
10.	Le générateur de ressources – développé par Snijders et van der Gaag	58
11.	Le générateur de ressources – version canadienne proposée par Boase et Wellman	60
12.	La technique de McCarty <i>et al.</i> – version canadienne proposée par Boase et Wellman	61
13.	Les indices de capital social de Onyx et Bullen	62
14.	Indicateurs retenus pour l'enquête ESSIL – volet sur les « réseaux sociaux »	63
15.	Le Social Capital Impact Assessment (SCIA)	64
	Bibliographie	67

MISE EN CONTEXTE

Le présent document se veut un outil de référence sur la mesure du capital social à l'intention de la communauté de recherche en politique publique au sein du gouvernement du Canada. Il présente différentes options méthodologiques qui permettent d'appliquer une approche « capital social » dans un cadre d'élaboration et d'évaluation de politiques publiques et de programmes gouvernementaux. En s'appuyant sur le potentiel et les limites des données et connaissances dont on dispose actuellement sur le capital social au Canada, il propose des directions quant à la manière dont on pourrait investiguer le concept pour des fins de politiques publiques.

Ce document de référence s'inscrit dans le cadre d'un projet de recherche interministériel du Projet de recherche sur les politiques intitulé « Le capital social comme instrument de politique publique ». Entrepris en janvier 2003, ce projet visait à examiner le rôle et la contribution potentielle du capital social pour les politiques publiques ainsi que le développement d'un cadre d'analyse et de mesure pertinent pour le gouvernement.

La communauté de recherche au sein du gouvernement fédéral de même que plusieurs chercheurs universitaires et autres spécialistes

internationaux du capital social ont contribué à la réflexion sur la mesure du capital social en s'associant aux activités suivantes :

- Atelier interministériel sur l'intérêt du capital social pour les politiques publiques (juin 2003);
- Atelier préconférence sur les données relatives au capital social tenu en novembre 2003 à l'occasion de la conférence internationale « Les possibilités et défis de la diversité : un rôle pour le capital social? »; et
- Atelier d'experts sur la mesure du capital social pour des fins de politiques publiques (juin 2004).

Ce document comprend quatre grandes sections :

1. L'état de la question sur la mesure du capital social dans le secteur public;
2. Les implications sur la mesure d'une approche du capital social fondée sur les réseaux sociaux;
3. Les stratégies méthodologiques possibles pour investiguer le capital social dans un contexte de politiques publiques; et
4. Conclusion et recommandations.

PARTIE 1 : L'ÉTAT DE LA QUESTION SUR LA MESURE DU CAPITAL SOCIAL DANS LE SECTEUR PUBLIC

1.1 L'intérêt pour le capital social dans le secteur public

La notion de capital social est généralement associée à la participation sociale et civique ainsi qu'aux réseaux de coopération et de solidarité. Mais d'autres concepts plus abstraits lui sont aussi rattachés : cohésion sociale, confiance, réciprocité, efficacité institutionnelle, etc. Quoi qu'il en soit, elle a servi à investiguer de manière fertile de nombreux champs de recherche. Déjà en 2001, Michael Woolcock avait dénombré au moins sept domaines dans lesquels la notion avait été utilisée : la famille et les jeunes, l'école et l'éducation, la vie communautaire, le travail et les organisations, la démocratie et la gouvernance, les problèmes de l'action collective et le développement économique. Aujourd'hui, on pourrait ajouter les domaines de la santé physique et mentale, de l'immigration et de la protection publique.

D'un point de vue de politique publique, le capital social représente certainement une contribution importante au renouvellement des réflexions. Plusieurs gouvernements, à commencer par les grandes agences internationales telles que la Banque mondiale, l'OCDE, l'UNESCO ou la Banque interaméricaine de développement, ont porté un intérêt considérable au concept. Les autorités gouvernementales y ont vu un outil heuristique qui leur permet de jeter un nouveau regard sur l'intervention publique et sur la manière dont les services gouvernementaux peuvent miser sur cet ingrédient potentiellement important pour atteindre leurs objectifs.

Bien que la documentation sur le sujet soit très abondante, son entrée dans le monde des politiques publiques ne s'est cependant pas fait sans difficultés. Le concept continue d'évoluer, tant au plan théorique que sur la manière dont ses manifestations empiriques alimentent notre compréhension de cette ressource que recèle la société. Car au-delà des préoccupations conceptuelles, il n'en demeure pas

moins que le premier mérite du concept de capital social est d'avoir attiré un intérêt considérable, depuis au moins une décennie, sur l'importance du *lien social*.

La section qui suit présente les grandes approches du capital social qui ont dominé la littérature dans la dernière décennie et met en lumière les implications de celles-ci au plan de la mesure. Suivront une description des principales initiatives gouvernementales nationales et internationales et une discussion sur la manière dont celles-ci se positionnent par rapport aux grandes approches (Section 1.2). La section se termine par une réflexion sur quelques-uns des principaux constats.

Les grandes approches du capital social

Afin de comprendre les choix méthodologiques que les gouvernements ont réalisés pour investiguer la notion de capital social, il importe de les situer par rapport à différentes approches du concept. De façon simplifiée, on peut distinguer trois grandes approches du capital social. Une première approche plus micro met l'accent sur la nature et les formes des *comportements* de coopération; une seconde approche plutôt macro met l'accent sur les *conditions* (favorables ou nuisibles) de coopération; enfin une dernière approche plus méso met l'accent sur les *structures* de mise en œuvre de la coopération. Voyons ces approches plus en détails.

L'approche micro est centrée sur la valeur *d'action collective* du capital social. Elle rejoint en ce sens la perspective de la théorie des jeux car elle s'intéresse à la *propension des acteurs à coopérer* en s'associant ou en se regroupant pour atteindre certains objectifs (Ahn et Ostrom, 2002). Selon cette approche, le capital social réfère au potentiel que représentent ces stratégies de coopération (groupes, associations, etc.) pour accroître les capacités collectives. Il est vu comme un produit 1) des motivations des acteurs à s'associer (les valeurs et aspirations qui expliquent la coopération); 2) de leurs comportements

(les modes d'association qui décrivent comment ils coopèrent); et 3) de la perception qu'ils ont des enjeux collectifs (les croyances et influences culturelles), etc. C'est ce que la Banque mondiale appelle le « capital social cognitif » (Grootaert et van Bastelaer, 2001).

L'approche macro est centrée sur la valeur *d'intégration et de cohésion sociale* du capital social. Elle rejoint les théories de l'institutionnalisme, car elle met l'accent sur l'environnement et sur les structures sociales et politiques d'une collectivité qui véhiculent des valeurs et des normes (principalement la confiance et la réciprocité). Celles-ci à leur tour créent certaines *conditions à l'engagement social et à la participation civique et politique*. Selon cette conception, le capital social est donc analysé comme un produit de ces structures. Plus elles favorisent la confiance et la réciprocité, plus les individus ont tendance à s'impliquer dans la vie civique, plus il y a de capital social. Comme pour l'approche micro, ceux qui adoptent une perspective macro s'intéressent au capital social en tant que *bénéfice collectif* (Putnam, 2001).

L'approche méso quant à elle, est centrée sur la valeur plus *instrumentale* du capital social. Elle se rapproche de la théorie de la mobilisation des ressources, car elle associe le concept au *potentiel des réseaux sociaux* à produire des ressources telles que de l'information, du support, etc. (Burt, 1984; Lin, 2001; Portes, 1998). C'est parce qu'elle s'intéresse aux structures qui peuvent permettre la coopération que l'approche est dite méso. La Banque mondiale utilise le terme « capital social structurel » pour référer à cette approche (Grootaert et van Bastelaer, *op. cit.*). Ainsi, les réseaux sociaux, la position des membres au sein de ces réseaux, les types d'interactions et leurs conditions de réalisation sont tous des facteurs qui déterminent la nature et le mode de circulation des ressources. Cette approche suppose que le capital social n'est ni une propriété individuelle, ni une propriété collective mais plutôt une *propriété de l'interdépendance entre les individus et les groupes* au sein d'une communauté. Par conséquent, le capital

social est vu comme une ressource qui émane du lien social et qui sert les membres (individuels ou collectifs) des réseaux. Ainsi, le bénéfice peut être *individuel* tout autant que *collectif*.

Ces trois approches du capital social ont en commun de reconnaître la contribution de l'engagement social – ou du lien social – pour la croissance et le bien-être. Chaque approche aborde cependant la problématique de la coopération à partir d'angles d'analyse complémentaires¹ (l'action collective, la participation ou les réseaux sociaux) mais qui ont différentes implications pour les politiques publiques. Depuis une quinzaine d'années, avec les travaux influents de Robert Putnam aux États-Unis, ceux de la Banque mondiale et ceux de John Helliwell ici au Canada, ce sont les approches micro et macro du capital social qui ont surtout retenu l'intérêt. Nous verrons plus loin comment le projet du PRP a exploré l'intérêt d'une approche méso du capital social.

1.2 Les initiatives de mesure du capital social au plan international

Dans les dernières années, un certain nombre d'organisations gouvernementales et internationales ont entrepris des initiatives de recherche sur le capital social. Leur positionnement par rapport aux grands modèles conceptuels qui dominent actuellement le champ de recherche sur le capital social n'est pas toujours explicite. Mais il est possible de distinguer quelques approches principales, leurs implications sur l'opérationnalisation du concept et le choix des instruments de mesure. Chaque approche est reliée à certaines priorités d'intervention publique.

La Banque mondiale

La Banque mondiale a été l'une des premières grandes organisations politiques à s'être intéressée au concept du capital social à la fin des années 1990, dans un contexte où les limites d'approches trop

1 Notons que cette complémentarité entre les trois niveaux d'analyse du capital social n'est pas toujours évidente. Les travaux de Grootaert et van Bastelaer (2001) font état de la difficulté de relier le capital social appréhendé aux niveaux micro et méso aux grandes institutions que l'on retrouve au niveau macro. Schuller (2001) se demande même si nous ne sommes pas confrontés à un changement qualitatif de la signification du terme lorsqu'on le pose à différents niveaux. Selon nous, c'est la recherche sur les réseaux sociaux qui permet d'avancer les éléments de réponse les plus solides, suivant une hypothèse déjà avancée par Borgatti *et al.* (1998). Selon ces derniers, capital social individuel et capital social collectif concernent en fait le même phénomène relationnel mais observé à différents niveaux, soit entre des individus, entre des groupes ou au sein de ceux-ci.

directives au développement ont amené l'organisme à explorer le potentiel de politiques fondées sur le renforcement des capacités collectives pour combattre la pauvreté et assurer la provision et l'accès aux services à la population dans les domaines de la santé, de l'éducation et du crédit (Woolcock, 2004). Étant donné la variété de situations politiques, organisationnelles, culturelles, etc. dans les pays d'intervention, le modèle privilégié par la Banque mondiale pour aborder le capital social a donc été fondé sur l'importance des variables contextuelles comme facteur d'influence de l'action collective (Grootaert et van Bastelaer, 2001). L'approche combine des éléments cognitifs (micro), structurels (meso) et institutionnels (macro) du capital social. Elle met l'accent sur les prédispositions individuelles (les pratiques et les croyances) qui perpétuent les situations de pauvreté, sur la structure et les activités de groupes locaux qui permettent de créer de nouvelles opportunités, de même que sur les éléments du contexte local qui favorisent ou font obstacle à l'action collective.

Au plan empirique, l'investigation du capital social à la Banque mondiale s'est faite à partir d'études de cas à petite échelle qui ont permis d'explorer comment le capital social opère dans des situations très précises concernant des questions de développement. Par exemple, une recherche effectuée en Indonésie sur différents modèles d'approvisionnement en eau potable a montré que le système le plus efficace pour une communauté donnée dépend de son niveau de capital social (tel que défini par la Banque mondiale). En effet, comme différentes technologies requièrent différents niveaux d'action collective, les communautés caractérisées par une certaine prédisposition à la coopération ont une plus grande capacité collective pour maximiser la productivité d'un système en particulier. L'une des grandes conclusions qui ressort de l'ensemble des projets de l'Initiative sur le capital social de la Banque mondiale est que l'effet de ce qu'elle décrit comme étant du capital social est très différent selon les sites à l'étude et ce ne sont pas toujours les mêmes facteurs qui sont à l'œuvre. Cependant, dans tous les cas, trois indicateurs semblent être plus révélateurs

que d'autres de la présence et de l'effet du capital social (Grootaert et van Bastelaer, *op. cit.*) :

- Intransit : la composition et l'étendue des réseaux de coopération (individuels et collectifs);
- Intransit et extrant selon le cas : la confiance dans les institutions locales et l'adhésion aux normes qu'elles véhiculent; et
- Extrant : la portée de l'action collective, c'est-à-dire les résultats de la coopération.

Sur la base de ces résultats, la Banque mondiale a développé un coffre à outils pour l'investigation du capital social dans les pays en développement appelé le Social Capital Assessment Toolkit SOCAT (voir Annexe 1).

L'Organisation de coopération et de développement économiques

Le contexte d'émergence de l'initiative sur le capital social à l'OCDE diffère grandement de celui discuté précédemment. Organisme essentiellement centré sur les pays développés, l'OCDE s'est intéressée à l'apport du concept de capital social pour aborder des enjeux assez différents tels que la qualité de vie, le vieillissement sain, le capital humain, la sécurité des personnes, l'intégration des immigrants, le développement durable, etc. L'intérêt de l'organisation visait l'édification du concept au rang d'indicateur de bien être, où le capital social est considéré comme un résultat en soi. S'appuyant sur les travaux d'experts tels que Robert Putnam et John Helliwell ainsi que sur une série de rencontres internationales, l'OCDE a statué sur la définition suivante : « *le capital social correspond, par définition, à des réseaux ainsi qu'à des normes et des valeurs et convictions communes* » (OCDE, 2001 : 47)².

C'est à partir de cette approche large du capital social que l'OCDE a concentré ses efforts de mesure afin d'alimenter une perspective d'analyse comparative. La première stratégie envisagée par l'organisation consistait à faire converger les efforts de mesure du capital social entrepris dans plusieurs pays vers une approche unifiée, une direction commune. Ceci impliquait l'adoption d'une même définition,

² Il est à noter que la définition présentée dans le document en français ne correspond pas exactement à la définition du document en anglais laquelle ajoute une fonction de facilitation de la coopération entre les groupes ou au sein de ceux-ci : « *networks together with shared norms, values and understandings that facilitate co-operation within or among groups* » (OECD, 2001 : 41).

l'identification des dimensions principales du concept, le choix d'instruments de mesure similaires et la production de données comparables. Ces travaux ont toutefois échoué sur le constat que le capital social, ainsi défini, peut se manifester très différemment selon les contextes locaux, régionaux et nationaux et que ses formes peuvent varier considérablement selon l'enjeu. En outre, comme les indicateurs de capital social développés à partir de cette approche ne s'agrègent pas d'un niveau à l'autre, les réalités auxquelles ils réfèrent peuvent différer selon l'échelle à partir de laquelle ils sont dérivés. Somme toute, le développement de données comparables de capital social ne semble pas une avenue utile. L'initiative a été abandonnée récemment à la faveur de lignes directrices pour la mesure du capital social (définition des variables, options d'indicateurs pour chacune des dimensions).

Une autre stratégie envisagée par l'OCDE consistait à développer un court module de questions uniformisées pouvant être inséré dans différentes enquêtes nationales ou internationales (notamment l'International Social Survey Program) afin de produire un nombre restreint d'indicateurs nationaux comparables entre les pays et dans le temps. En 2003, l'initiative a été reprise par le Groupe de Sienna sur les statistiques sociales, un groupe d'experts travaillant sous l'égide des Nations Unies et dont la mission est de se pencher sur les lacunes en statistiques sociales à l'échelle des organisations internationales. Une série de trois rapports prévus pour l'automne 2005 présenteront en détails les enjeux relatifs à la mesure du capital social et donneront un aperçu des expériences nationales dans leurs efforts d'harmonisation. Quatre grands indicateurs de capital social semblent avoir été retenus par le Groupe de Sienna à partir d'un module de questions uniformisées (pour plus de détails, voir l'Annexe 2). Ces indicateurs sont très similaires à ceux adoptés par le Royaume-Uni (ci-dessous) :

- La participation sociale;
- Le soutien social;
- Les réseaux sociaux; et
- La participation civique.

Le Royaume-Uni

Au Royaume-Uni, l'Office of National Statistics (ONS) s'est étroitement inspiré de la définition de l'OCDE afin de mettre de l'avant une approche macro du capital social qui s'appuie sur sa valeur d'intégration sociale. Aussi, le capital social y est-il vu comme un résultat en soi, un bénéfice collectif résultant de divers aspects de la vie des personnes notamment leurs activités associatives. Cinq dimensions principales du capital social sont identifiées :

- La participation et l'engagement social;
- Le contrôle et la maîtrise de soi;
- Les perceptions relatives au milieu de vie;
- Les interactions sociales, les réseaux sociaux et le soutien social; et
- La confiance, la réciprocité et la cohésion sociale.

Les interrelations entre ces dimensions ne sont pas conceptualisées à partir d'un cadre unique³ de sorte qu'au plan de la mesure, l'approche préconisée est plutôt pragmatique. Elle consiste en un inventaire systématique des données provenant de plusieurs enquêtes reliées à l'une ou l'autre de ces dimensions et compilées au sein d'une matrice servant d'outil de référence. L'un des aspects particulièrement intéressants du projet est son association avec la stratégie de développement de données sur les quartiers, offrant le potentiel de contextualiser le capital social au niveau des collectivités territoriales. Le défi, cependant, est au plan de l'intégration statistique : comme les données ne sont pas produites dans un cadre intégré, elles n'ont souvent pas de lien entre elles. L'une des conséquences est que les résultats que l'on aimerait mesurer présentent le risque de produire de l'information contradictoire. Ce problème a d'ailleurs été rencontré avec les données sur la confiance générale qui, selon l'enquête à partir de laquelle elles ont été tirées, mènent à des conclusions différentes (Kelly, 2003). Notons que l'ONS a aussi développé récemment un module de questions uniformisées en lien avec sa conception du capital social. Ce module vient d'être mis à l'essai via l'Enquête générale sur les ménages (GHS-2004-2005). Les données devraient offrir une image de la distribution du capital social au sein de la

3 Notons cependant les travaux de David Halpern de l'Unité de la performance et de l'innovation au Royaume-Uni qui a développé une version plus sophistiquée de ce modèle, tentant d'intégrer les trois niveaux analytiques : micro, méso et macro (Halpern, 2002).

population, permettre des estimations au niveau local et en documenter les manifestations plus précisément chez les jeunes.

Le Canada

Au Canada, le cycle 17 de l'Enquête sociale générale (ESG 2003) de Statistique Canada *L'engagement social au Canada*, rendue publique en juillet 2004, est la première grande enquête nationale qui a relevé le défi d'intégrer les dimensions du capital social telles qu'identifiées par l'OCDE et l'ONS. Développée au début des années 2001, l'Enquête a pu miser sur une abondante littérature sur le thème avant d'être mise sur le terrain, mais celle-ci n'avait pas nécessairement atteint toute sa maturité à l'époque. En ce sens, l'agence statistique n'a bénéficié d'aucun consensus quant à un cadre conceptuel unifié et stratégique. C'est pourquoi elle a choisi de documenter le plus possible les plus importantes dimensions identifiées par l'OCDE et l'ONS en recourant à des questions déjà utilisées dans ses enquêtes existantes. L'approche avait pour but d'explorer les principales variables à l'échelle des individus telles que les caractéristiques sociodémographiques des personnes, leurs attitudes et comportements et leurs liens avec les dimensions du capital social identifiées par l'OCDE et l'ONS. Celui-ci y fut donc appréhendé principalement comme une variable dépendante, autrement dit, comme un résultat dont on s'intéresse aux déterminants.

En termes de potentiel analytique, l'échantillon de 25 000 personnes permet d'offrir une image détaillée de la distribution géographique des principales dimensions mesurées dans l'enquête. Il permet, en outre, d'examiner comment certaines variables peuvent être des sources (ou des déterminants) de capital social tel que défini dans l'Enquête. L'ESG n'explore toutefois que timidement la contribution du concept de capital social à titre de variable explicative de certains enjeux socio-économiques ou de santé en particulier. De fait, elle contient un nombre limité de variables plus étroitement associées à des résultats sociaux, économiques ou de santé qui peuvent être corrélées avec le concept, limitant d'autant la portée analytique de l'Enquête en termes d'effets du capital social. Comme nous l'avons souligné, l'Enquête ne s'appuie pas sur un modèle analytique mais plutôt sur une définition générale du concept (celle de l'OCDE). Ceci a l'avantage d'offrir à

l'utilisateur l'option d'analyser les données de diverses manières. En contrepartie, cette souplesse est plus risquée du point de vue des politiques publiques. L'utilisation de variables de nature fortement hétérogènes (recevoir de l'aide informelle, voter ou non dans une élection, regarder la télévision, faire du bénévolat, se sentir en sécurité dans son quartier) peut conduire à mesurer des phénomènes assez distincts que l'on pourrait être tenté d'interpréter comme étant un seul résultat. Bref, comme le mentionne Sirven (2003), faire dire au capital social presque tout ce qu'on veut présente aussi le danger de manipuler le concept d'une manière scientifique à des fins politiques.

L'Australie

Les efforts de l'Australie autour de la notion du capital social s'articulent à la fois sur le front des politiques publiques, des milieux de recherche et de la production de données statistiques. Le cadre d'analyse sophistiqué élaboré par l'Australian Bureau of Statistics (ABS) à la suite d'un processus de consultation interministériel demeure la pierre angulaire de ces efforts (ABS, 2001; ABS, 2002). À ceux-ci s'ajoutent un important document de réflexion sur l'intérêt du capital social pour les politiques publiques (Productivity Commission, 2003) de même qu'une série de documents de recherche et d'analyse produits par la Australian Institute of Family Studies dans le cadre du projet « Social Capital and Citizenship Project ». Cette initiative coordonnée sur le capital social a eu des répercussions considérables dans les milieux d'élaboration des politiques et des programmes à différents niveaux et dans différents secteurs d'activités du gouvernement : famille, développement régional et communautaire, santé, vieillissement, pauvreté et exclusion sociale, sports et culture. La dimension capital social est maintenant incluse dans nombreuses initiatives gouvernementales en Australie.

Le modèle australien s'appuie sur une approche globale fondée sur la complémentarité entre les quatre grandes formes de capital : naturel, économique, humain et social. Le capital social est conceptualisé à partir de la notion de réseaux sociaux. Une distinction est établie entre ceux-ci, les déterminants du capital social et ses effets. Il en découle un cadre conceptuel clair et cohérent à partir duquel l'agence statistique procède actuellement pour développer

des indicateurs qui guideront la production de données. Le document « Australian Social Capital Framework and Indicators » (ABS, 2004) définit chaque élément du modèle de manière rigoureuse et discute des interrelations. Un ensemble d'indicateurs potentiels ainsi que des exemples de questions sont également présentés pour chacun des indicateurs afin de guider les efforts de mesure (voir Annexe 3). En termes de développement de données, l'ABS s'est toutefois limitée, jusqu'à présent, à la proposition d'un module sur le capital social comme supplément à l'Enquête sociale générale et à l'Enquête sur le travail bénévole prévu pour 2006 (Hall, 2004). Outre les données sur le capital social qui seront produites avec ces enquêtes, le gouvernement australien n'a pas encore indiqué quelles directions il allait privilégier afin d'investiguer davantage le concept.

Discussion

Selon le modèle adopté, les stratégies d'investigation du capital social au sein du secteur public donnent donc lieu à des directions de recherche très différentes (développement d'indicateurs et d'indices, analyse comparative, corrélations statistiques, études de cas, etc.) De même, ces stratégies n'ont pas toutes la même utilité pour l'élaboration de programmes et de politiques concrètes qui veulent prendre en compte la dimension capital social. En dehors des études de la Banque mondiale, l'investigation empirique du capital social dans le secteur public a surtout été initiée par les agences statistiques, comme l'ONS et Statistique Canada, dont le rôle a d'abord été d'accumuler de l'information de façon à couvrir le plus possible toutes les dimensions du capital social suggérées par une littérature assez diversifiée. Les efforts à cet égard ont principalement porté sur l'utilisation de données existantes ou le recours à des questions déjà utilisées dans d'autres enquêtes pour produire de nouvelles données, dans la plupart des cas en l'absence d'un cadre conceptuel et analytique. Conséquemment, le capital social est documenté de toutes parts, mais constamment appréhendé comme un résultat en soi, dont on n'arrive difficilement à comprendre la contribution en termes de résultats sociaux et économiques.

L'initiative australienne se démarque des autres projets statistiques dans la mesure où elle constitue une première tentative en vue d'opérationnaliser le concept de manière à le rendre plus utile d'un point

de vue de politique publique. L'approche *méso* a donné lieu à un cadre conceptuel et analytique fondé sur les réseaux sociaux, lequel a permis d'identifier de manière plus concrète ce qu'est le capital social à partir d'une série impressionnante d'indicateurs qui en capture bon nombre de dimensions. Mais les travaux de l'agence n'ont pas véritablement franchi le seuil de l'inventaire statistique, car ils n'indiquent pas comment mettre en œuvre le concept de manière concrète et utile pour les politiques publiques. Plus précisément, il ne distingue pas ce qu'est le capital social, de ce qu'il *fait*.

Comme le mentionne Ponthieux de l'Institut national de la statistique et des études économiques en France, dans une analyse critique du concept : « Sous l'invitation à développer des outils de mesure du capital social se cache l'incapacité jusqu'à présent de valider empiriquement le concept » (2003 : 242). Suivant Ponthieux, le PRP suggère lui aussi que trois conditions peuvent pallier ce problème :

- Il est essentiel de partir d'une problématique spécifique afin de procéder à une mise en œuvre concrète du concept de capital social;
- Un cadre théorique s'appuyant sur le concept de capital social doit être relié à d'autres cadres d'analyse pertinents à cette problématique; en d'autres mots, le capital social doit être analysé comme un facteur d'explication complémentaire; et
- Enfin, des hypothèses claires doivent être formulées afin d'identifier quelles variables doivent être mesurées et comprendre de quelle manière et dans quel ordre elles doivent être mises à contribution dans l'analyse.

La deuxième partie de ce guide propose un modèle stratégique du capital social dont l'opérationnalisation permet de rencontrer ces trois conditions. Se fondant sur une approche *méso* du concept, le modèle conceptuel du capital social que met de l'avant le PRP considère les réseaux sociaux comme des structures médiatrices entre les individus, les groupes et la société qui jouent un rôle concret dans plusieurs secteurs pertinents pour les politiques publiques.

PARTIE 2 : LES IMPLICATIONS SUR LA MESURE D'UNE APPROCHE DU CAPITAL SOCIAL FONDÉE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

2.1 Le Projet de recherche sur les politiques : le capital social à partir d'une perspective fondée sur les réseaux sociaux

En 2003, le Projet de recherche sur les politiques (PRP) du gouvernement fédéral s'est vu confier la mission d'opérationnaliser le concept de capital social afin de le rendre utile dans le contexte des politiques publiques canadiennes. L'un des objectifs du projet était de guider de manière stratégique le travail de recherche et d'analyse sur le capital social au sein du gouvernement du Canada. Dans le cadre de son projet *Le capital social comme instrument de politique publique*, le PRP a donc entrepris une série d'activités sur la mesure du capital social. Celles-ci se voulaient un complément aux efforts déjà entrepris par Statistique Canada avec l'Enquête sociale générale sur l'engagement social.

La présente section porte sur les étapes qui ont mené au développement d'un cadre opérationnel du capital social, lequel s'appuie sur une perspective fondée sur les réseaux sociaux. L'utilité du modèle d'un point de vue de politique publique sera discutée, suivi d'une description rigoureuse de ses composantes (Section 2.2). Les avantages de recourir au champ conceptuel de l'analyse des réseaux sociaux afin de développer des indicateurs de capital social seront ensuite présentés (Section 2.3). L'analyse des réseaux permet également l'emprunt d'une série d'outils de mesure très pertinents pour l'étude du capital social (Section 2.4).

Atelier interministériel sur le capital social

En juin 2003, le Projet de recherche sur les politiques a organisé un atelier d'une journée sur le capital social réunissant une cinquantaine d'analystes, agents de recherche et gestionnaires représentant quinze ministères et organismes du gouvernement fédéral. Cette rencontre avait pour but de solliciter des

commentaires structurés autour de trois aspects du capital social : sa conceptualisation, sa mesure et ses incidences sur les politiques (PRP; 2003a).

Il fut évident, au cours des discussions, que les préoccupations quant à la définition du concept allaient orienter directement les considérations relatives à la mesure du capital social. Bien que tous étaient conscients des dimensions multiples et étroitement reliées de la notion de capital social, il fut reconnu que les intégrer toutes dans une seule définition risquait de réduire considérablement l'utilité du concept, du moins dans un contexte de politique publique. Le consensus porta donc sur le choix d'une définition étroite et opérationnelle :

« Le capital social réfère aux réseaux sociaux pouvant donner accès à des ressources et du soutien social. »

À partir de cette définition qui place les réseaux sociaux comme éléments centraux du capital social, des directions assez précises étaient données pour investiguer empiriquement le capital social d'un point de vue de politique publique. De celles-ci on retiendra :

- L'importance de déterminer les composantes à mesurer à partir d'un cadre conceptuel *intégré* et *stratégique* par rapport aux questions d'intérêt public;
- La reconnaissance que l'unité d'analyse n'est ni les individus, ni les groupes ou les collectivités mais plus précisément *les relations* entre ceux-ci. En termes de mesure, cela suppose qu'une entrée par l'individu seulement n'offrira qu'une information partielle; et
- L'intérêt à la fois pour le *capital social individuel* et pour le *capital social collectif* tout en reconnaissant que l'un n'est pas une somme de l'autre. Le capital social collectif réfère plutôt à des réseaux situés à une autre échelle, celle des groupes et organisations.

Atelier sur les données relatives au capital social

En novembre de la même année, un deuxième atelier relié à la mesure du capital social a été organisé en collaboration avec Statistique Canada à l'occasion d'une conférence internationale portant sur *Les possibilités et défis de la diversité : un rôle pour le capital social?* L'atelier préconférence d'une journée avait pour but de présenter différentes sources de données relativement nouvelles sur le capital social et de discuter de leur potentiel analytique.

L'exercice a été une occasion de constater la diversité d'approches du capital social et, conséquemment, les différents principes d'opérationnalisation de ses composantes. Selon l'approche retenue, le potentiel d'analyse de divers enjeux peut être très différent. Les participants en sont venus à la conclusion que ce sont les *questions stratégiques*, posées dans le contexte particulier de projets, programmes ou politiques, qui devraient déterminer la façon dont le capital social est opérationnalisé. Autrement dit, les aspects du capital social que l'on choisit de mesurer ne peuvent pas être établis dans l'abstrait, simplement à partir d'une définition du concept.

L'événement a aussi mis en évidence *l'abondance de données* relatives à l'une ou l'autre des dimensions associées au capital social. Au Canada seulement, plusieurs grandes enquêtes récentes contiennent des questions pertinentes sur le capital social :

- L'Enquête sur les valeurs mondiales – cycle 2000 (Université de Toronto);
- L'Enquête sur la diversité ethnique (Statistique Canada);
- L'Enquête sociale générale – cycle 17 (Statistique Canada);
- L'Enquête sur l'égalité, la sécurité et les communautés (Université de la Colombie-Britannique); et
- L'Enquête longitudinale sur l'immigration au Canada (Statistique Canada).

Toutefois, seule la dernière contient des questions plus substantielles sur les réseaux sociaux permettant d'explorer la contribution du capital social à une problématique précise, celle de l'intégration au

Canada. Tel que discuté à la section précédente, le cycle 17 de l'Enquête sociale générale explore davantage les déterminants et les formes du capital social.

Les grands experts présents à l'occasion de l'atelier ont convenu que l'investigation empirique du capital social pourrait tirer profit d'études plus exploratoires telles que l'analyse qualitative, l'étude de cas et l'expérimentation sociale. De plus, il a été suggéré d'explorer davantage le potentiel de nouveaux instruments de mesure qui ont été développés et mis à l'essai dans les dernières années par les chercheurs, notamment dans la discipline de l'analyse des réseaux sociaux, et qui permettent de capturer de manière simple et efficace plusieurs dimensions importantes que l'on associe au capital social.

Atelier d'experts sur la mesure du capital social

En juin 2004, le PRP a organisé un atelier d'experts sur la mesure du capital social pour des fins de politiques publiques en collaboration avec le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) et le soutien de Statistique Canada. Cet exercice a mis l'accent sur la mesurabilité des réseaux sociaux porteurs de ressources et de soutien. Quelques-uns des plus grands experts de la mesure du capital social et des réseaux sociaux au Canada ont mis à contribution leurs connaissances et expériences pour jeter les fondements d'une démarche empirique rigoureuse dans la recherche sur le capital social.

Les retombées de cet atelier ont été substantielles pour faire avancer les connaissances en matière de mesure du capital social. Le champ conceptuel et les outils de mesure développés en analyse des réseaux sociaux sont particulièrement utiles pour mesurer le capital social pour des fins de politiques publiques :

- L'analyse des réseaux sociaux permet d'explorer des hypothèses fortes sur différentes *propriétés des réseaux sociaux et la manière dont ils fonctionnent dans des situations et contextes spécifiques*.
- Elle propose une série d'instruments et de techniques d'analyse qui permettent de mesurer le capital social de façon assez précise, à la fois aux *niveaux individuel et collectif*.

2.2 Un cadre opérationnel utile pour les politiques publiques

Le cadre conceptuel et analytique privilégié par le PRP (voir figure 1) est similaire à celui mis de l'avant par l'initiative australienne. Il appréhende le capital social dans sa complémentarité avec les autres formes de capital, c'est-à-dire comme un moyen ou une ressource complémentaire que les individus et les groupes peuvent potentiellement utiliser pour atteindre certains objectifs. Il aborde aussi le capital social sous l'angle des réseaux sociaux.

Cette section présente de façon plus schématique la manière dont le PRP a appliqué les leçons tirées de ses activités et comment le capital social a été opérationnalisé de manière utile d'un point de vue de politique publique. Dans un premier temps, nous présenterons le modèle stratégique et intégré développé par le PRP, lequel se fonde sur les réseaux sociaux comme éléments constitutifs principaux. Nous discuterons ensuite de ses possibilités

d'application tant à l'échelle individuelle que collective. Enfin, nous verrons plus en détails quels sont les éléments de ce modèle qu'il est utile de mesurer pour des fins de politique publique.

2.2.1 Les réseaux sociaux comme éléments intégrateurs du modèle

Le modèle développé par le PRP dans son document *Capital social : Miser sur une approche fondée sur les réseaux* (2003b) s'inspire de la définition suivante : **Le capital social réfère aux réseaux sociaux pouvant donner accès à des ressources et du soutien social.** Le fait de comprendre comment les liens sociaux et leurs dynamiques constituent un moyen ou une ressource supplémentaire pour les individus et les communautés, et la manière dont on peut y avoir accès et les utiliser de manière productive, est une avenue qui présente possiblement des retombées considérables du point de vue des politiques publiques.

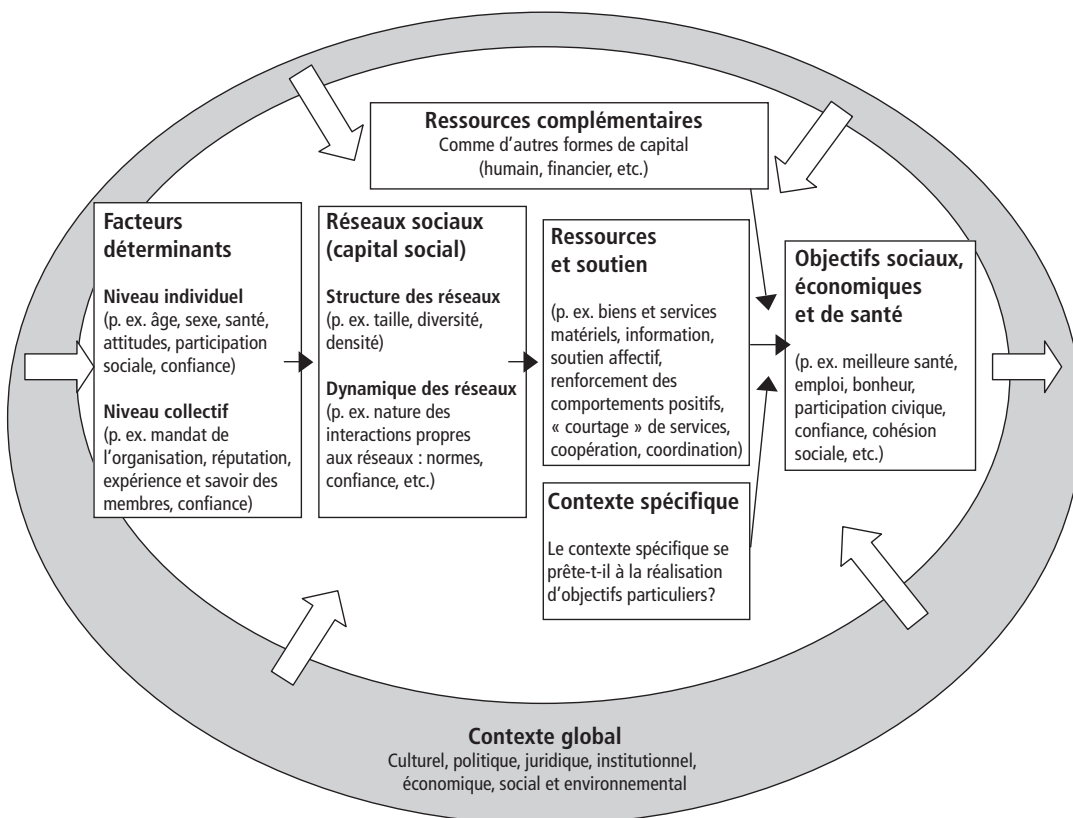


Figure 1. Cadre conceptuel du capital social développé par le PRP

L'exploitation d'un tel modèle passe par l'existence d'une hypothèse forte quant à la pertinence des réseaux sociaux comme élément essentiel d'une problématique :

- ◇ En quoi les réseaux sociaux interviennent-ils comme éléments susceptibles d'éclairer une problématique X?

Cela ne veut pas dire que les réseaux doivent tout expliquer, mais qu'ils peuvent être un facteur explicatif parmi d'autres. Ainsi, est-il important de situer l'analyse du capital social au sein d'un *modèle explicatif plus global* servant déjà à appréhender l'objet de recherche, en posant préalablement la question :

- ◇ Quels sont les autres facteurs explicatifs pouvant compléter ou se substituer au rôle du capital social?

Cette manière de procéder reconnaît que les réseaux ne fonctionnent pas en vase clos et que d'autres éléments externes aux réseaux (par exemple le capital humain, le capital financier, les infrastructures matérielles) sont aussi importants. Cela suppose que les réseaux sociaux fonctionnent en complémentarité avec d'autres ressources, qu'ils peuvent agir comme *un effet de levier* pour rehausser la valeur de ces autres ressources, et vice versa.

La valeur intégrative du modèle

On dit du modèle qu'il est *intégré* dans la mesure où tous les éléments qui le composent sont reliés aux réseaux sociaux. Ceux-ci agissent comme éléments intégrateurs du modèle d'un point de vue théorique ou encore comme facteurs médiateurs d'un point de vue plus empirique⁴. L'un des avantages du modèle est qu'il distingue le capital social (les réseaux) de ses sources (les déterminants) et de ses fonctions (les effets). En outre, ce modèle distingue clairement ce qu'*est* le capital social de ce qu'il *fait*. Du point de vue de la mesure et de l'analyse des données, ces distinctions sont essentielles afin d'éviter de confondre les sources et les effets du capital social avec le capital social comme tel. Que l'on pense par exemple à la participation civique ou la confiance;

pour certains, elles constituent en soi du capital social alors que dans le modèle suggéré ici, elles sont plutôt considérées soit comme des déterminants, soit comme des résultats de l'activité des réseaux. Certes, sans la confiance et la participation des citoyens, les groupes communautaires ne pourraient pas fonctionner efficacement mais en soi, le taux de participation ou la confiance n'expliquent pas à elles seules le dynamisme associatif dans une communauté donnée. Elles ne sont que des conditions possibles de création et de bon fonctionnement de l'armature associative dans une communauté, celle-ci étant le véritable capital social (collectif) selon le modèle. De même, l'armature et le dynamisme associatif peuvent en retour inciter à la participation et accroître la confiance des citoyens. Dans ce cas, le modèle permet d'étudier ces deux variables comme des résultats du capital social.

Un autre avantage du modèle est qu'il accorde un rôle essentiel au contexte, que ce soit au niveau plus macro (par exemple les conditions socio-économiques, politiques, etc) ou au niveau de l'environnement plus spécifique des situations locales ou personnelles. Celui-ci constitue en quelque sorte la *structure d'opportunité* du capital social, son cadre d'opération. On pense par exemple à la présence d'institutions sociales, politiques ou culturelles spécifiques, à la situation particulière d'une personne, à l'existence d'un événement perturbateur, etc. C'est à partir du contexte dans lequel se déploie le capital social que les questions de recherche se précisent et que les éléments à mesurer prennent leur sens.

La valeur stratégique du modèle

Un autre avantage de ce modèle est qu'il positionne le capital social autant comme une variable indépendante que comme une variable dépendante. Cela permet de s'intéresser à sa contribution pour l'atteinte de résultats socio-économiques et de santé spécifiques. C'est parce qu'il identifie les éléments à prendre en compte à partir d'une problématique d'intérêt pour les politiques publiques qu'on dit du modèle qu'il est *stratégique*. Il prévoit en effet que le capital social opère auprès de personnes en

situation particulière dans des contextes spécifiques. Plusieurs possibilités d'exploitation du modèle deviennent ainsi possibles :

Une première possibilité d'exploitation du modèle permet de questionner les *enjeux de distribution* du capital social :

- ✧ Qui (ou quel type d'organisation) a accès aux ressources d'un réseau social X dans telle ou telle circonstance?

Une deuxième possibilité d'exploitation du modèle permet de questionner les *enjeux de finalité* du capital social :

- ✧ Pour quelles raisons les réseaux sociaux sont-ils mobilisés et quels résultats permettent-ils d'atteindre?

La contribution du capital social se manifeste différemment selon les *populations spécifiques* (personnes âgées, jeunes, populations autochtones, femmes, personnes vivant en région rurale, etc.) et selon les *domaines d'activités*. À l'échelle individuelle, les domaines d'intervention les plus souvent interpellés par une contribution du capital social sont : la santé mentale et physique et le bien-être, l'inclusion sociale et la mobilité sociale et économique (van der Gaag et Snijders, 2004a). À l'échelle collective, les recherches se font surtout dans les champs de l'ordre social (prévention du crime, intégration des immigrants, résilience des communautés), la promotion de causes sociales, le développement local (renouveau urbain, gouvernance rurale) et les problèmes d'exclusion de grande envergure (quartiers défavorisés ou communautés en déclin.) (Charbonneau, 2005).

Plus la formulation d'une question de politique publique *précisera le niveau des conséquences* en jeu, plus il sera aisé d'évaluer avec précision la contribution du capital social. Par exemple, on pourra évaluer avec plus de précision le rôle du capital social en posant une question de la manière suivante :

- ✧ Dans quelle mesure le soutien par les proches contribue-t-il à expliquer la rapidité de la convalescence des personnes ayant subi une chirurgie cardiaque?

Une troisième possibilité d'exploitation du modèle permet de questionner les *enjeux de rendement* du capital social :

- ✧ Quels types de ressources et de soutien a pu obtenir une personne sans emploi auprès de son réseau de soutien pour démarrer sa micro-entreprise?
- ✧ Quelle est la capacité d'un réseau à produire les ressources nécessaires pour aider ses membres (ou d'autres bénéficiaires) à sortir de la pauvreté?

De manière très générale, les résultats directs de l'activation des réseaux sociaux (ou les ressources que rendent disponibles le capital social) peuvent prendre les formes suivantes :

- la *coopération*, que l'on associe souvent à l'action collective;
- le *soutien*, pouvant prendre la forme de ressources matérielles, d'aide financière, d'offre de services, de support émotif ou de partage d'information, de conseils ou d'expertise;
- l'*influence sur les comportements* sous la forme de contrôle social, d'effets de milieu, l'influence des mentors, etc. ; et
- le *renforcement des capacités* (individuelles ou collectives) qui renvoie au développement d'une aptitude à faire face à un événement ou une difficulté, de relever un défi particulier.

Enfin, une quatrième possibilité d'exploitation du modèle permet de questionner les *enjeux de création* du capital social en s'interrogeant sur les conditions de formation et d'existence des réseaux ainsi que du rôle de l'État à cet égard :

- ✧ Comment les acteurs individuels ou collectifs développent-ils leurs réseaux sociaux? Quelles sont les conditions qui leur permettent de le faire ou encore les obstacles qui les en empêchent?

D'un point de vue de politique publique, cette question présente un intérêt dans la mesure où elle soulève la possibilité d'interventions qui peuvent favoriser ou faire obstacle au capital social, que ce soit à l'échelle individuelle ou collective.

2.2.2 La relation sociale comme unité d'analyse du capital social

Un autre aspect important dans la formulation d'un modèle d'analyse du capital social fondé sur les réseaux sociaux consiste à reconnaître que l'unité d'analyse qui nous intéresse n'est ni l'individu isolé, ni le groupe théorique (le ménage, la communauté) ou réel (le groupe, l'organisation) mais plutôt *les relations* entre ceux-ci (Phillipson *et al.*; 2004 : 3). En adoptant une perspective axée sur les relations, l'enjeu autour de l'unité d'analyse et du niveau d'agrégation n'est plus tant une question méthodologique (c'est-à-dire sur la possibilité ou non d'agréger un capital social qui *appartiendrait* aux individus pour comptabiliser un capital social qui *appartiendrait* à une communauté) mais plutôt une question d'ordre purement analytique. En effet, si le capital social est inhérent à la relation, il n'appartient donc à personne. Ainsi, ce qu'on entend par *capital social collectif* renvoie plutôt à l'analyse d'un autre niveau de relations, celui entre groupes, ce qui en fait donc un objet de recherche distinct du capital social *individuel*.

Les politiques publiques qui s'intéressent au **capital social individuel** sont avant tout concernées par des questions qui renvoient aux *bénéfices individuels que permet l'inclusion d'un individu dans son univers social*. Il peut s'agir de ses relations avec les proches, de ses relations de travail ou de son implication dans des groupes ou organisations où il crée des liens avec d'autres personnes et que l'on aborde souvent en termes de participation ou d'engagement civique, politique, etc.

Les politiques qui s'intéressent au **capital social collectif** sont concernées par des questions qui renvoient aux *bénéfices collectifs produits par les dynamiques participatives et associatives*, lesquelles peuvent être définies socialement ou sur une base territoriale (par exemple, le réseautage d'organismes communautaires dans une collectivité). L'étude du capital social collectif est très utile pour comprendre les activités de création et de mobilisation de ressources qui se déploient au sein de collectivités territoriales (urbaines, rurales, régionales, etc.) et que certains chercheurs désignent sous l'appellation *capital socio-territorial* (Fontan et Klein, 2004). Qu'ils soient ou non liés au territoire, plus les enjeux sont d'envergure et qu'ils dépassent le champ d'action individuel des groupes et associations, plus ceux-ci

auront tendance à s'allier pour produire du capital social collectif (Charbonneau, 2005). En ce sens, le capital social collectif émane de *réseaux qui sont toujours orientés vers un but précis*, ce qui n'est pas le cas du capital social individuel puisque les différentes relations qui existent au sein des réseaux personnels poursuivent en réalité une grande diversité de finalités entrecroisées (d'attachement, d'identité, d'appartenance, d'utilité, etc.) (*ibid.*) À titre d'exemple de capital social collectif, on peut penser à la mise en réseau d'organismes locaux afin de développer une stratégie de lutte contre la délinquance chez les jeunes.

Notons que même si les deux concepts réfèrent à des réalités distinctes, il existe tout de même des liens entre le capital social individuel et le capital social collectif. Par exemple, en documentant les pratiques participatives des individus, on obtient une image partielle du capital social collectif, c'est-à-dire de la capacité des groupes et organisations à utiliser l'apport des membres individuels pour réaliser des bénéfices collectifs. Mais l'adhésion d'individus aux groupes ne constitue pas la totalité du capital social collectif : elle donne essentiellement une estimation de la dynamique *intra-groupe*, mais exclut les liens importants que les groupes tissent avec d'autres groupes. Autrement dit, on ne peut prétendre avoir une idée complète de l'armature associative d'un milieu en recueillant simplement des données sur les pratiques participatives des individus. C'est pourquoi il est important d'éviter de tomber dans le piège de l'agrégation du capital social individuel pour estimer le capital social collectif.

2.2.3 L'opérationnalisation des variables d'un point de vue de politique publique : distinguer la présence du capital social de son fonctionnement

Les sections précédentes se sont attardées à identifier les différentes dimensions du modèle de capital social à prendre en compte dans une optique de politique publique, à la manière dont ces dimensions interagissent avec les réseaux sociaux ainsi qu'à leur opérationnalisation en variables mesurables selon l'échelle la plus pertinente pour répondre à la question d'intérêt.

Cette section va maintenant s'intéresser à l'élément central du modèle, c'est-à-dire la dimension réseau et aborder plus concrètement les manières

d'opérationnaliser les propriétés des réseaux sociaux afin d'en évaluer la contribution pour des fins de politiques publiques.

On peut distinguer deux grands groupes d'éléments pertinents à mesurer afin de pouvoir poser un diagnostic quant au capital social soit : **a) la présence et les manifestations du capital social**, c'est-à-dire la quantité et les formes de capital social auquel ont accès les individus ou les groupes; et **b) le fonctionnement du capital social**, c'est-à-dire comment le capital social est créé et utilisé. La prise en compte des manifestations et du fonctionnement du capital social permet d'aborder le *potentiel productif* des réseaux de liens sociaux, qui réfère aux ressources auxquelles ces liens permettent d'accéder.

La présence du capital social

À un premier degré d'analyse on pourra s'intéresser à un certain nombre d'éléments qui caractérisent la présence du capital social. Ceux-ci constituent la partie visible du capital social; ils réfèrent à la *valeur du réseau en termes de potentialité de ressources* pouvant être mises à la disposition de ses membres lorsqu'un besoin est manifesté. On s'intéressera à la présence du capital social notamment lorsque l'on se questionne sur des enjeux de distribution et de rendement au sein d'une population, c'est-à-dire quelles personnes ou groupes de personnes ont accès à quels types de ressources par l'intermédiaire de leur réseau social.

Il n'existe pas de liste exhaustive des diverses manifestations du capital social. Les ressources que l'on peut puiser dans les relations sociales prennent autant de formes qu'il y a de besoins, à partir du lien comme tel sous la forme d'amitié par exemple, jusqu'à son utilisation à titre de moyen d'action sociale et politique (tels que l'action collective, le contrôle social, l'influence sur les comportements, le renforcement des capacités), en passant par toutes les autres formes déjà mentionnées à la section 2.2.1 comme l'échange de services, de biens matériels, d'information, d'expertise, le soutien émotif, etc.

D'un point de vue de politique publique, certaines manifestations du capital social sont toutefois plus pertinentes que d'autres. Par exemple, les politiques de santé publique peuvent être davantage interpellées

par les réseaux de soutien; les politiques de sécurité publique peuvent s'intéresser aux réseaux de contrôle social et d'influence; les politiques d'emploi peuvent miser sur les réseaux d'information; les politiques de lutte contre l'exclusion ou l'isolement social peuvent être préoccupées par diverses facettes de la sociabilité; les politiques de développement communautaire peuvent miser sur les réseaux d'organismes locaux; les politiques d'éducation sont souvent interpellées par le mentorat, celles d'immigration par les projets de jumelage de familles, etc. Tous ces exemples illustrent l'étendue des manifestations possibles du capital social qui présentent un intérêt pour les politiques publiques.

De manière générale, lorsqu'on se questionne sur la présence du capital social ou sur ses manifestations, on s'intéresse à des questions telles que :

- ✧ Y a-t-il des différences dans la quantité ou le type de capital social auquel ont accès les individus selon l'âge, le sexe ou l'origine ethnique?
- ✧ Quelles sont les personnes incluses/exclues des réseaux producteurs de ressources socialement utiles?
- ✧ Quels types de réseaux communautaires (ou de capital social collectif) prévalent dans une communauté donnée?

D'autres questions de recherche peuvent porter davantage sur les liens entre la présence de capital social et d'autres facteurs explicatifs dans l'atteinte de certains résultats socio-économiques en particulier. Par exemple :

- ✧ Comment le capital social s'articule-t-il avec le niveau de scolarité pour expliquer le statut professionnel du premier emploi chez les jeunes?
- ✧ Comment le capital social des groupes communautaires sur un territoire donné a-t-il varié depuis la mise en place du programme X?

Nous verrons plus loin comment les outils offerts par l'analyse des réseaux permettent d'identifier ces différentes manifestations.

Le fonctionnement du capital social

D'un point de vue de politique publique, il n'est souvent pas suffisant de se limiter à cerner la présence et les manifestations du capital social

des individus ou des groupes; il est aussi important de comprendre comment les réseaux fonctionnent : comment ils sont créés, maintenus et mobilisés de manière productive dans des circonstances spécifiques. Il s'agit de l'aspect dynamique du capital social. Dans le jargon économique, on pourrait faire le lien avec le concept de flux de capital où les entrées (inflows) seraient les processus reliés à la création de stocks de capital et les sorties (outflows) seraient les processus reliés à l'utilisation de ces stocks. En termes plus sociologiques, on peut simplement référer aux *processus de création et de mobilisation des réseaux sociaux qui favorisent l'accès à certaines ressources utiles*.

Le fonctionnement du capital social sous-entend donc que le capital social n'est pas une ressource fixe ou inerte. Il est produit et circule au travers les interactions sociales; il se transforme au gré des histoires de vie et de l'évolution de ces interactions; il peut se dissoudre s'il est mal utilisé ou si les relations se terminent. Le fonctionnement du capital social renvoie donc aux dynamiques relationnelles particulières, aux situations de vie, au contexte socio-spatial, etc. Cet aspect dynamique du capital social est cependant peu documenté alors qu'il est pourtant essentiel si l'on veut comprendre comment le capital social produit des résultats concrets. C'est une dimension qui amène à poser des questions de type :

- ◇ Existe-t-il des conditions qui permettent où font obstacle à la mobilisation du réseau social de jeunes mères célibataires afin d'obtenir de l'aide pour garder les enfants?
- ◇ Quels éléments clés sont nécessaires afin qu'un réseau d'organismes locaux s'active et produise des ressources utiles pour lutter contre la criminalité, par exemple la mise sur pied d'un projet de surveillance de quartier?
- ◇ Quelles capacités individuelles ou collectives sont requises afin de transformer cette ressource (le projet de surveillance de quartier) en résultats concrets (la diminution de la criminalité)?

2.3 Le développement d'indicateurs de capital social

L'analyse des réseaux sociaux permet d'appréhender les ressources qui circulent entre différents acteurs sociaux en s'intéressant aux *schémas de relations*

entre ceux-ci, autrement dit, en étudiant la manière dont les relations sociales sont structurées et comment elles fonctionnent. L'hypothèse sous-jacente veut que la structure des interactions sociales soit un facteur déterminant des opportunités ou des contraintes d'accès aux ressources, tout en reconnaissant l'idée que la structure elle-même est un produit de ces interactions. Lorsqu'elle tire ses conclusions de l'étude de la structure des réseaux, on dira de l'approche qu'elle est *structurelle*; lorsqu'elle porte sur la manière dont le réseau fonctionne, on dira de l'approche qu'elle est *transactionnelle* ou *relationnelle*. Mais dans tous les cas, l'analyse des réseaux sociaux est une approche empirique qui s'intéresse aux relations entre les entités (personnes, groupes) plutôt qu'aux attributs de ces entités comme le fait la méthode traditionnelle des enquêtes sociales.

La proximité du champ conceptuel de l'analyse des réseaux avec le concept de capital social incite à emprunter certains de ses acquis, d'autant plus que ceux-ci sont fondés sur une tradition de recherche éprouvée. En effet, l'analyse des réseaux est un domaine de recherche qui s'appuie sur des théories solides et qui dispose de certaines techniques de recherche et instruments de mesure perfectionnés s'avérant particulièrement utiles pour l'étude du capital social.

L'un des avantages de l'analyse des réseaux réside dans ses possibilités d'application à la fois pour aborder le capital social individuel et le capital social collectif permettant du coup, de capter la valeur utilitaire et la valeur d'intégration sociale du concept. En effet, dans un réseau, comme les unités en relation (ou les « nœuds ») peuvent être des individus ou des groupes ou organisations, l'intérêt de recherche peut porter sur différents niveaux :

- Au niveau du capital social individuel, on pourra s'intéresser aux *relations interpersonnelles*, soit les liens qu'entretiennent les individus entre eux ou encore à la *participation sociale*, soit les liens des individus aux groupes ou organisations.
- Au niveau du capital social collectif, on pourra s'intéresser à la *dynamique associative* en s'intéressant aux liens intra organisationnels ainsi qu'au liens qu'entretiennent les groupes et organisations entre eux, au sein d'une collectivité et à l'extérieur de celle-ci.

Un autre avantage de l'analyse des réseaux vient de ses possibilités d'application à la fois pour investiguer les *manifestations* et le *fonctionnement* du capital social. Deux composantes des réseaux permettent en effet, d'estimer la valeur du capital social : la *composante structurelle*, qui donne une idée de la présence du capital social en documentant les possibilités d'accès aux ressources selon la structure des relations dans un réseau social; et la *composante transactionnelle*, qui donne une idée du fonctionnement du capital social et des ressources effectivement produites et rendues disponibles aux acteurs sociaux (Lévesque, 2004).

Cet aspect des réseaux amène aussi à s'interroger au-delà des ressources et des échanges (l'aspect utilitaire du capital social) et à aborder les questions relatives à l'existence même des réseaux, aux compétences relationnelles et aux conditions d'insertion sociale. Dans les sections suivantes, nous présentons une série d'indicateurs de capital social que nous fournit l'analyse de ces deux composantes des réseaux sociaux, ainsi que quelques techniques de mesure simples et efficaces pour les développer. L'Annexe 4 présente un tableau synthèse de ces indicateurs.

2.3.1 Mesurer le capital social en s'intéressant à la structure des réseaux : les propriétés des réseaux, des membres et des relations

L'analyse des réseaux a mis de l'avant une série d'indicateurs permettant de donner une idée de la quantité et de la qualité du capital social à partir de l'identification de certains éléments structurels des réseaux sociaux. Mesurer le capital social d'un individu ou d'un groupe ne consiste pas à donner une valeur à toutes les ressources auxquelles ont accès les membres d'un réseau. On s'intéresse plutôt aux ressources qui sont utiles dans des situations données et qui peuvent être mobilisées à un moment précis; on s'intéresse donc indirectement à l'*utilité de ressources spécifiques* et à leur *accessibilité potentielle*. Dans certaines situations, le fait que plusieurs membres d'un même réseau disposent d'une même ressource n'augmente pas la valeur du capital social d'un membre qui en manifeste le

besoin car souvent, seul un membre volontaire suffit à combler la demande. Dans d'autres situations toutefois, la diversité des sources permet de réduire la pression sur une seule source lorsque la demande est de longue durée (par exemple dans le cas du soutien social, la diversité des sources d'aide est essentielle). Autrement dit, dans certaines circonstances c'est la diversité des ressources qui compte alors que dans d'autres situations, la diversité des sources importe davantage. L'utilité des ressources et leur accessibilité potentielle sont les principaux critères qui fondent la construction de la plupart des indicateurs de capital social (van der Gaag et Snijders, 2004a).

Nous retiendrons seulement les indicateurs de la structure des réseaux qui nous apparaissent les plus utiles pour l'étude du capital social à des fins de politique publique, plus spécifiquement ceux qui peuvent être créés sans recourir à l'analyse détaillée des réseaux sociaux par la méthode des graphes (voir Section 2.3.3). Pour une liste plus exhaustive d'indicateurs de capital social via l'analyse en profondeur des réseaux on pourra consulter Borgatti *et al.* (1998).

Les propriétés du réseau (taille et densité)

Le premier type d'indicateurs de structure des réseaux est relatif aux *propriétés des réseaux*. En effet, la morphologie d'un réseau présente généralement des formes qui permettent de prédire les possibilités d'accéder ou non aux ressources du réseau. Par exemple, les travaux de Wellman (1979; Boase et Wellman, 2004) ont montré que plus le réseau est de grande taille, plus il y a de probabilités de trouver au moins un de ses membres qui puisse fournir une ressource X. De plus, plus le réseau est grand, plus il y a de chances que plusieurs personnes disposent de la même ressource, ce qui évite de recourir toujours à la même personne pour une ressource X. Ceci est particulièrement important pour les problématiques de soutien social⁵.

En plus de la taille du réseau, d'autres études ont aussi montré que plus les membres d'un réseau sont interconnectés (la densité du réseau), plus il y a de chances que les ressources qu'ils échangent entre eux soient de nature similaire (Wellman, *op. cit.*).

5 D'autres études ont mis en évidence l'effet négatif de l'isolement social sur la santé, notamment la santé mentale et le stress. Notons cependant que la taille du réseau ne reflète que l'isolement objectif (le fait de ne pas être entouré socialement). En fait, plusieurs s'entendent pour dire que l'isolement subjectif (ne pas se sentir entouré) peut être tout autant problématique. Selon la nature de l'étude, il peut donc être important de compléter les mesures de taille du réseau avec des mesures d'isolement subjectif (voir l'Annexe 5).

Dans un réseau dense, les échanges se font plus aisément et sont mieux coordonnés, mais les ressources accessibles peuvent être moins diversifiées. L'inverse s'applique pour un réseau où l'interconnectivité entre les membres est faible.

Au plan du capital social collectif, les travaux de Tilly (2003) notamment, se sont aussi appuyés sur le nombre d'organisations et sur la densité organisationnelle pour estimer le capital social de différentes collectivités territoriales aux Pays-Bas et en étudier l'effet sur l'intégration politique des immigrants.

Indicateurs suggérés :

- ◇ **La taille du réseau** : Par exemple, le nombre de personnes avec qui on entretient différents types de relations (personnes proches, moins proches, simples connaissances, voisins, collègues de travail, etc.).

Hypothèse : Plus le réseau est de grande taille, plus grande est la probabilité qu'une ressource en particulier soit disponible et accessible. À l'inverse, plus le réseau est de petite taille, plus la personne est isolée, moins elle a accès à des ressources lorsque vient le temps de surmonter des difficultés.

- ◇ **La densité du réseau** : Par exemple, le degré d'interconnexion entre les membres d'un réseau.

Hypothèse : Plus il y a d'interconnectivité entre les membres d'un réseau, plus le réseau est fermé sur lui-même (exclusif) et plus les ressources qui y circulent sont homogènes (par exemple, les enclaves ethniques).

Les propriétés des membres (diversité)

Le deuxième type d'indicateurs de structure de réseaux est relatif aux *caractéristiques des membres* d'un réseau social. Les travaux de Lin et Dumin (1986) ont montré des liens entre la position sociale des individus et le type de ressources qu'ils détiennent. À la suite de ses travaux, d'autres chercheurs ont étendu la série d'indicateurs de diversité du réseau, notamment Erickson qui a inclus des variables culturelles telles que l'origine ethnique ainsi que le genre (1996; 2004a).

La typologie classique distinguant les types de capital social : d'attachement (*bonding*), d'accointances (*bridging*) et instrumental (*linking*), est aussi relative (du moins, en grande partie) au degré de diversité

des membres d'un réseau et permet de donner une idée du type de ressources qui circule. Plus les membres d'un réseau ont des profils différents, plus il y a de chances que l'éventail de ressources dont ils disposent soit diversifié. Le capital social d'attachement réfère aux liens qui se créent entre des individus ou des groupes relativement homogènes; le capital social d'accointances caractérise plutôt des liens qui se créent entre des individus ou des groupes relativement plus éloignés socialement; le capital social instrumental réfère aux liens tissés entre des individus ou des groupes situés à différents niveaux de pouvoir. Que ce soit à l'échelle individuelle ou collective, plusieurs études ont montré la nécessité d'un équilibre entre le capital social d'attachement et le capital social d'accointances (CONSCISE, 2003; Germain, 2003).

Indicateur suggéré :

- ◇ **La diversité du réseau** : Par exemple, l'hétérogénéité du statut socio-économique des membres ou encore le type d'organismes (dans le cas du capital social collectif).

Hypothèses :

a) Une forte homogénéité sociale crée des liens d'attachement qui donnent généralement accès à des ressources importantes pour résoudre des problèmes au quotidien ou surmonter des difficultés (*getting by*). Au niveau des groupes, il est souvent associé à des ressources utiles pour le démarrage d'un projet, car il correspond à un investissement à risque d'où la nécessité d'une grande confiance mutuelle.

b) Une faible homogénéité sociale crée des liens d'accointances qui donnent généralement accès à des ressources utiles pour accéder à de nouvelles opportunités, progresser vers de nouvelles étapes (*getting ahead*). Au niveau des groupes, il est souvent associé à une ouverture vers des ressources qui ne sont généralement pas accessibles dans l'entourage immédiat et qui permettent le renforcement et l'évolution d'un projet.

c) Une hétérogénéité dans le statut peut créer des liens instrumentaux qui donnent accès à certaines ressources dont disposent des acteurs individuels ou collectifs en situation de pouvoir ou d'autorité, et qui permettent d'accroître son propre pouvoir.

Les propriétés des relations (fréquence, intensité, proximité spatiale)

Enfin, le troisième type d'indicateurs de structure de réseaux est relatif aux *propriétés des relations* entre les membres d'un réseau, lesquels peuvent également documenter la valeur du capital social.

Au niveau individuel, les travaux bien connus de Granovetter (1973) ont été très éclairants à cet égard. Ils ont montré que les liens forts, caractérisés par la fréquence des contacts, l'intensité émotionnelle, et la dimension d'entraide, ont tendance à être transitifs, c'est-à-dire qu'ils forment des groupes denses où les membres partagent les mêmes affinités, et du coup, les mêmes ressources. À l'opposé, ce sont les liens faibles qui jettent des ponts entre les groupes et qui véhiculent des informations ou des ressources « fraîches ». Les liens faibles sont une connexion au monde extérieur (Erickson, 2004b). Non seulement les liens faibles sont-ils potentiellement importants du fait de leur nombre, mais aussi du fait de leur diversité, d'où les possibilités d'accès à une variété de ressources.

Burt (1992) a aussi développé une perspective stratégique en associant la valeur de l'inexistence de liens (les « trous structuraux ») avec des possibilités d'exploitation de ressources nouvelles grâce à la position stratégique de certains membres du réseau (les courtiers ou « brokers ») qui peuvent faire le pont entre des personnes ou groupes autrement isolés. Il s'agit d'avoir soi-même un tel rôle de liaison ou d'être lié à une personne qui joue ce rôle pour avoir accès à un capital social accru. Enfin, suivant les travaux de Wellman (1996), on peut aussi ajouter une perspective géographique en démontrant l'impact de la proximité spatiale sur le capital social.

Indicateurs suggérés :

- ❖ **La fréquence des relations** : par exemple, le nombre et la durée des contacts entre les membres d'un réseau. Au niveau du capital social collectif, on peut mesurer la fréquence des communications entre les groupes et le nombre d'activités de réseautage.

Hypothèse : La fréquence des relations et le nombre de contacts d'une personne permettent de préciser le niveau de sociabilité d'une personne, d'où son accès au capital social. Le même raisonnement s'applique aux groupes.

- ❖ **L'intensité des relations** : Par exemple, la force et la nature d'une relation en termes d'investissement émotionnel sont différentes dans le cas d'une personne avec qui on parle de choses importantes que dans le cas d'une personne que l'on voit à l'occasion et dont on connaît seulement le prénom.

Hypothèses :

- a) Plus les liens entre les membres d'un réseau sont forts, plus il y a de chances qu'ils soient disposés à échanger des ressources exigeantes en termes d'investissement émotionnel, financier ou en temps (par exemple du support direct, du soutien émotif, des ressources financières, etc.).
 - b) La présence de liens faibles ou de liens qui font le pont avec d'autres réseaux permet l'accès à des ressources diversifiées, non redondantes.
- ❖ **Une proximité spatiale des membres** : Par exemple, les membres avec qui on entretient des relations en face-à-face sur une base régulière.

Hypothèse : Plus les liens se déploient à une échelle géographique de proximité, plus ils sont porteurs de capital social.

2.3.2 Mesurer le capital social en s'intéressant à la dynamique des réseaux : les conditions de création et de mobilisation des réseaux

Le deuxième aspect du capital social auquel contribue l'analyse des réseaux concerne le fonctionnement du capital social, c'est-à-dire comment les réseaux sont créés et comment ils se transforment au fil du temps et comment les ressources sont produites et utilisées pour atteindre des résultats spécifiques. Il s'agit d'un niveau de questionnement plus avancé que le précédent qui cherche à savoir si oui ou non un réseau peut effectivement être activé au moment où un besoin est manifesté par un membre. C'est la *composante dynamique* des réseaux; elle permet de documenter la manière dont les réseaux sont créés et mobilisés. Autrement dit, il ne s'agit pas seulement de savoir combien de personnes il y a dans un réseau ou qui elles sont, mais aussi si ces personnes peuvent – et acceptent – de coopérer lorsqu'un besoin est manifesté.

La composante dynamique peut se résumer à l'étude des *conditions qui permettent à des réseaux spécifiques de fonctionner et d'être mobilisés* de

manière à donner accès à certaines ressources par les membres : coopération, soutien ou renforcement des capacités. Ces conditions peuvent être externes au réseau (le contexte général ou une conjoncture plus spécifique dans lequel le réseau opère, la disponibilité de ressources complémentaires) ou encore internes (les normes ou les règles de fonctionnement du réseau, son évolution).

La mobilisation du réseau

Même si un réseau est établi sur des fondations solides, rien ne garantit que dans une situation particulière tous les membres seront en position ou accepteront de partager ou de mettre en commun leurs ressources ou encore de coopérer pour créer des ressources nouvelles au bénéfice d'autres membres ou au profit de la communauté. Il y a donc une différence entre les ressources que possèdent les membres d'un réseau et qui sont *potentiellement accessibles* d'une part, et leur *volonté ou habilité à les partager* (ou à coopérer) d'autre part. Les travaux de Reimer (2002) montrent qu'il y a presque toujours un écart entre les ressources potentiellement accessibles et celles qui sont effectivement utilisées. Par exemple, dans certaines communautés, certains réseaux très productifs peuvent « potentiellement » produire beaucoup plus de ressources que les besoins manifestés par la population. Dans une telle circonstance, on serait en présence d'un surplus de capital social par rapport aux besoins réels. D'autres situations peuvent, au contraire, être caractérisées par une carence en capital social, c'est-à-dire un manque de ressources par rapport aux besoins ou encore à cause de certaines lacunes dans l'activation du réseau social : besoins mal définis, interférences entre l'offre et la demande, indisponibilité temporaire, demandes concurrentes, etc.

Au plan de la mesure, le fait de différencier le capital social inerte du capital social mobilisé permet de mieux guider les politiques publiques qui s'intéressent à *accroître les capacités individuelles et collectives des acteurs sociaux à tirer profit et à produire du capital social*. Plutôt que d'évaluer toutes les ressources dont disposent les membres d'un réseau et la volonté ou la capacité des membres à les rendre accessibles, une autre option est de s'intéresser plus spécifiquement à une série de ressources plus essentielles dans le cadre d'une question de politique publique et d'enquêter sur le mode de circulation de

ce type de ressources. On pourrait par exemple se questionner sur la manière dont les informations en matière de santé publique circulent au sein des milieux défavorisés.

Indicateurs suggérés :

✧ **Des conditions d'accès aux ressources** : Présence ou absence de solutions de rechange, sentiment de dépendance, expression d'une difficulté de demander de l'aide, évaluation des limites de la capacité d'aide, etc.

Hypothèse : Plusieurs éléments du contexte relationnel influencent la capacité d'un individu d'accéder aux ressources du réseau. Il en va de même pour un groupe; une relation équilibrée en termes d'autonomie et de dépendance au réseau encourage le maintien de relations productives.

✧ **Un écart entre les ressources perçues et les ressources mobilisées** : Anticipation du soutien disponible dans différents domaines (financier, soutien émotif, information, etc.) et questionnement sur le soutien réellement reçu au cours d'une période donnée sur ces mêmes items.

Hypothèse : Il existe un écart entre la perception des ressources disponibles et les ressources réellement mobilisées au moment où le besoin se manifeste.

Les compétences relationnelles et les conditions d'insertion sociale

Le capital social renvoie aussi à l'aptitude des individus ou des groupes à s'insérer dans des réseaux sociaux et à les entretenir. Il ne s'agit pas simplement ici d'associer un « niveau de sociabilité » à un potentiel d'accès à des ressources, mais plutôt de savoir si, au-delà du positionnement dans la structure du réseau, il n'existe pas des conditions qui favoriseraient le développement ou la mise en valeur des *compétences relationnelles*, c'est-à-dire la capacité à forger des liens ou, à l'inverse, s'il n'y a pas des éléments qui alimentent la *vulnérabilité relationnelle*, c'est-à-dire la difficulté à forger des liens. Bien entendu, les traits de personnalité des personnes déterminent largement leurs préférences et la manière dont elles socialisent et construisent leur réseau social (Negrón et McCarty, 2003).

Mais la sociabilité est plus qu'un état, elle est aussi un *processus*. Toute relation a une histoire, elle évolue, se transforme. Il y a des circonstances ou des moments dans le parcours de vie où les interactions sont plus soutenues et que les échanges se font mieux, mais il y a aussi des obstacles qui, à d'autres moments, en limitent le bon fonctionnement. Que l'on pense à des situations de dépendance telles que la maladie, le vieillissement, la perte d'un emploi... Il n'est pas rare de constater, par exemple, que les liens avec le réseau d'amis deviennent plus fragiles après une rupture conjugale, et il est difficile de les mobiliser même si l'on en a justement besoin durant cette transition difficile (Charbonneau et Turcotte, 2002). Il en va de même pour les nouveaux arrivants qui font peu appel à leur voisinage à cause de la barrière linguistique, alors que c'est justement à leur arrivée dans le quartier qu'ils ont le plus besoin de soutien. D'autres études montrent que la vulnérabilité sociale peut survenir de façon plus sournoise, à force de stigmatisation qui peut résulter, par exemple, d'une précarité professionnelle, comme le fait d'être au chômage pendant une longue période (Charbonnel *et al.*, 1993 cité par Cohen, V.).

Indicateurs suggérés :

- ◇ **Des mesures d'habiletés relationnelles** : Il existe des tests psychométriques qui établissent ce type de mesure (voir l'Annexe 6 pour des exemples d'application).

Hypothèse : Pour créer et entretenir des relations interpersonnelles, il faut posséder certaines compétences sociales.

- ◇ **Des mesures de soutien offert ou reçu en relation avec des événements importants dans le parcours de vie** : Source de soutien, type de soutien, intensité et durée en lien avec des événements tels qu'une maladie, une perte d'emploi, un deuil, une naissance, une rupture conjugale, etc.

Hypothèse : Les événements du parcours de vie sont les premières circonstances de mobilisation du capital social individuel.

- ◇ **Des mesures de changement dans le réseau social en lien avec les événements importants dans le parcours de vie** : Changement perçu du réseau personnel suite à différents événements, changement anticipé du réseau dans les prochaines années.

Hypothèse : Les événements du parcours de vie sont une source majeure de changement de la composition du réseau personnel des individus.

Des dynamiques similaires peuvent être observées au niveau du capital social collectif. Les réseaux de groupes et organisations ont aussi une histoire relationnelle qui se répercute sur les possibilités de création et de mobilisation de ressources à différentes étapes du projet collectif. Par exemple, l'étude de Charbonneau (2005) montre que lorsque les réseaux collectifs se forment sur la base de l'existence préalable de relations informelles, cela offre les meilleures garanties de réussite des projets. De plus, cela évite les conflits interpersonnels qui sont une cause majeure d'échec des initiatives de réseautage (*ibid.*) Le projet CONSCISE (2003 : 87) illustre bien l'influence du capital social à divers moments de la trajectoire de projets collectifs (voir figure 2); sans capital social, ceux-ci peuvent difficilement surmonter des étapes de crises et tendent vers leur dissolution.

Le choix judicieux de représentants respectés dans le milieu et expérimentés pour agir dans les processus de négociation est une condition qui permet à un groupe de bien s'insérer et de jouer un rôle actif dans le réseau collectif. L'établissement d'un processus d'intégration rapide de nouveaux représentants peut aussi contribuer à la stabilité du réseau. L'importance de personnes pivot ou d'intermédiaires qui peuvent agir comme médiateurs dans certaines situations est très importante, notamment lorsque la rencontre de cultures organisationnelles différentes risque de créer des tensions et nuire au travail de coopération. Enfin, la dotation d'outils de référence qui permettent de construire des relations saines entre les membres du réseau sont aussi des atouts importants.

Indicateurs suggérés :

- ◇ **Des mesures de stabilité des relations en lien avec des étapes importantes du projet collectif** : Existence de relations informelles antérieures entre les représentants; expérience des représentants reconnue par le milieu, processus d'intégration de nouveaux représentants, présence de personnes intermédiaires au cours des processus de négociation en lien avec le démarrage du projet et les étapes qui le mènent à maturité, incluant les périodes de crises.

Hypothèse : Certaines étapes clés dans l'évolution d'un projet collectif exigent la collaboration de personnes expérimentées détenant de bonnes habiletés relationnelles qui facilitent la coopération entre les groupes.

- ❖ **Le développement d'outils de référence permettant la facilitation des relations inter-groupes :** Définition de principes opérationnels communs, protocoles de communication et de décision entre les groupes, mise en place d'instruments de mise à jour et de diffusion des informations concernant les activités du réseau, etc.

Hypothèse : Le recours à de bons outils de communication et de support à la collaboration facilitent la coopération entre les groupes.

Les normes et les règles internes au réseau

Les normes et règles sont des *conditions internes* aux réseaux sociaux qui permettent de comprendre en quelque sorte les paramètres à l'intérieur desquels les relations sociales se déploient, sur quelles bases les échanges se font, quelles sont les conditions de création et de circulation des ressources. Les normes et les règles relatives aux interactions sociales sont multiples et complexes. Techniquement, une typologie des règles d'échanges s'appuyant sur les concepts de réciprocité, symétrie, égalité, transativité, etc.

peut déjà permettre de distinguer différentes formes d'échanges et permettre de comprendre comment différents réseaux fonctionnent (Hum, 2004). Les règles peuvent aussi être abordées sous d'autres angles. Par exemple dans les réseaux collectifs, les processus décisionnels et le mode d'opération sont sensiblement différents selon que le réseau prend la forme d'une structure de concertation, d'un partenariat ou d'une coalition. Dès lors, la manière dont le capital social se déploie et opère peut varier en fonction d'aspects démocratiques tels que le niveau d'horizontalité des relations, le style de leadership, la forme des rapports d'autorité, l'aspect volontaire de la participation des membres, le niveau de contrôle sur les enjeux, etc.

Les normes quant à elles, sont plus implicites et subjectives que les règles d'échanges de sorte qu'elles sont assez difficiles à investiguer. Les normes réfèrent souvent aux dimensions culturelles et éthiques des rapports sociaux entre les membres d'un réseau. La recherche sur le capital social a beaucoup mis l'accent sur l'importance de la confiance et du sentiment d'appartenance (ou d'identité) comme étant les normes fondamentales du capital social, mais selon les circonstances, il est possible que ce soit d'autres normes qui s'avèrent importantes. Par exemple, le cadre analytique australien du capital social identifie le sens de la coopération, la tolérance (à la diversité) et l'inclusion

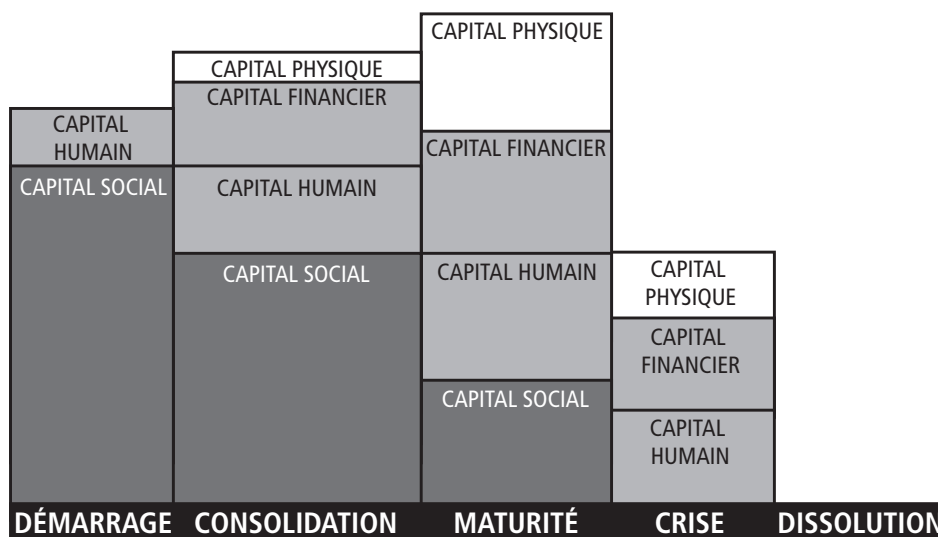


Figure 2. Le capital social et les autres formes de capital : une trajectoire possible de développement d'un projet collectif

sociale comme des normes révélatrices du capital social. Au niveau des réseaux collectifs, on pourrait ajouter le degré d'ouverture face à d'autres acteurs situés à l'extérieur du réseau, la compatibilité des cultures organisationnelles, la vision commune de la mission (les réseaux collectifs sont orientés vers un but) et le respect et la reconnaissance de la contribution de chacun (Charbonneau, 2005).

Le rôle des normes à l'égard du capital social est aussi complexe. Par exemple, plusieurs études appréhendent la confiance comme une condition préalable à la création des réseaux et à la circulation des ressources, alors que tout le courant de recherche putnamien la considère comme un produit des relations sociales. La confiance est-elle un déterminant ou un résultat du capital social? Au niveau international, il n'y a pas de consensus sur ce point (Kelly, 2003) et plusieurs tendent à conclure à une tautologie du raisonnement. Cependant, tel que discuté précédemment, une approche réseaux nous permet de clarifier la place des normes dans l'analyse du capital social. Charbonneau (*op. cit.*) nous rappelle que c'est justement l'aspect dynamique des interactions sociales qui nous permet de considérer certaines normes sociales (telles que la confiance) à la fois comme une condition nécessaire et comme un produit du capital social. Au fil du temps, une dynamique relationnelle peut en effet renforcer ou encore ébranler la confiance qui existait au départ entre les acteurs sociaux. En ce sens, la prise en compte des normes telles que la confiance dans l'étude du fonctionnement des réseaux peut être très éclairante, *en autant qu'elle ne se limite pas à une approximation simplificatrice de l'existence de capital social.*

Indicateur suggéré :

- ❖ **Les normes et les règles internes au réseau :** par exemple, la qualité et l'aspect démocratique des interactions, l'ouverture et le respect des acteurs, la perception commune des enjeux, la confiance en la contribution de chacun des membres du réseau.

Hypothèse : Certaines normes et règles permettent au capital social d'opérer de façon optimum.

Le contexte dans lequel le réseau social opère

Les réseaux sociaux opèrent au sein de *structures ou d'institutions* (politiques, légales, culturelles, sociales) relativement stables qui permettent une vision et une compréhension communes des enjeux et instituent des manières spécifiques pour y faire face. Que ce soit par le biais d'institutions formelles, comme les lois et programmes politiques ou encore via des mécanismes plus informels hérités des pratiques sociales, les différents arrangements institutionnels balisent la marge de manœuvre des réseaux sociaux face à différents enjeux socio-économiques. Le contexte large dans lequel les réseaux opèrent est important à prendre en compte dans l'analyse comparée du capital social notamment à l'échelle des nations. À l'échelle infranationale, la cohabitation de cultures différentes, par exemple chez les peuples autochtones, produisent aussi des cadres institutionnels qui façonnent les rapports sociaux et qui peuvent avoir une influence considérable sur la manière dont ils sont mis à contribution pour créer du capital social. Les travaux récents de Matthews et Côté (2005) sur le rôle du capital social dans les services de police communautaire autochtone montrent bien les difficultés qui résultent de l'imposition d'une structure organisationnelle (le service de police) dans une culture qui fonctionne sur la base d'autres institutions (la communauté autochtone).

Les arrangements institutionnels varient à plusieurs échelles et influencent la manière dont le capital social est mis en œuvre dans différentes collectivités, tels qu'en témoignent notamment les résultats d'un vaste projet de recherche sur l'économie rurale au Canada (Reimer, 2002). Dans les dix-neuf sites d'observation, le capital social se manifeste de façon très différente selon le type d'arrangements institutionnels qui prévaut. Par exemple, dans certaines communautés rurales, le capital social semble davantage exister au sein de relations de type marchand (rapports d'échanges, institutions du marché) alors que dans d'autres communautés il circule davantage au sein de relations de type bureaucratique (rapports hiérarchiques, structures d'État).

Le contexte à l'échelle locale peut aussi avoir une influence profonde sur la manière dont les réseaux sociaux fonctionnent. Plusieurs études abordent d'ailleurs le capital social à l'échelle du quartier, là où les pratiques relationnelles se concrétisent dans le contexte du milieu de vie et où les rapports sociaux se déploient de manière visible. L'échelle du quartier n'est pas simplement un morceau de société; elle engage des dynamiques particulières notamment en raison des effets de milieu (Germain, 2003). Par exemple, des phénomènes tels que la concentration spatiale, la stabilité du quartier et l'homogénéité résidentielle sont des déterminants importants du fonctionnement, voire de la création de certains réseaux sociaux (Atwood, 2003). Parfois, la stabilité résidentielle contribue à créer des liens, par exemple entre voisins; parfois, c'est l'instabilité résidentielle, agissant comme source de tension dans un quartier, qui sera le déclencheur de la création de réseaux d'intervention.

Les structures institutionnelles influencent aussi le processus même de création des réseaux sociaux. En effet, en fonction des différentes étapes qui ponctuent leur parcours de vie, les individus sont progressivement mis en contact avec d'autres individus, d'abord dans la famille, dans le voisinage, puis à l'école, au travail et durant le cadre des différentes activités qu'ils réalisent durant leur temps libre. Dans les pays où l'État providence est le plus développé, le gouvernement joue un rôle important dans la mise en place de conditions favorisant l'émergence et le fonctionnement de certains types de réseaux « informels ». Dans les sociétés marchandes, les intérêts commerciaux influencent la création d'autres types de réseaux. Dans la plupart des pays, l'institution scolaire est probablement l'un des cadres institutionnels les plus importants dans la structuration des réseaux personnels. La période de fréquentation des études supérieures est d'ailleurs particulièrement propice à la création de liens interpersonnels qui pourront être mobilisés plus tard, dans la carrière professionnelle. À ce titre, certains font l'hypothèse que parmi les « liens faibles » qui sont souvent perçus comme les plus efficaces pour l'avancement de carrière, subsistent certainement des « liens forts » créés durant la période de fréquentation de l'université, mais qui sont restés

latents par la suite (Charbonneau et Turcotte, 2002). Une réelle analyse dynamique de l'évolution des réseaux permettrait de vérifier cette hypothèse.

Indicateur suggéré :

✧ **Les structures et arrangements institutionnels :** par exemple, des politiques de concertation, des lobbies, des structures organisationnelles, des modes de coopération particuliers, etc.

Hypothèse : Certaines conditions locales, régionales ou nationales favorisent ou font obstacle à la création et au fonctionnement des réseaux sociaux productifs.

2.4 Outils de mesure des réseaux sociaux et exemples d'application

Il existe des méthodes très sophistiquées permettant l'étude détaillée des réseaux sociaux à partir de méthodes cartographiques. Les cartes illustrent les liens, l'intensité des liens, le sens des échanges, les types de ressources échangées, etc. Souvent, ces études sont réalisées grâce à des logiciels très sophistiqués qui s'inspirent de la théorie mathématique des graphes. Cependant, l'usage de la cartographie des réseaux demeure principalement illustrative des différents types de réseaux observés et une bonne part de l'analyse qui présente un intérêt pour le gouvernement peut se contenter d'un mode de traitement plus simple. Il est possible, d'ailleurs, de procéder à des analyses pertinentes de réseaux en analysant des données d'enquêtes statistiques avec des logiciels tels qu'Excel ou SPSS. Le développement d'enquêtes longitudinales est cependant venu complexifier les démarches de traitement et d'analyse des données de réseau.

Depuis les années 1990, plusieurs nouveaux outils de mesure des réseaux sociaux ont été développés qui présentent un certain intérêt pour une application au niveau de la recherche gouvernementale sur le capital social. Le générateur de noms, le générateur par contexte, le générateur de positions, le générateur de ressources ou encore la technique de McCarty *et al.* sont tous des instruments qui peuvent générer des données pertinentes pour plusieurs types de

recherche tout en étant assez flexibles pour pouvoir être adaptés à différents véhicules d'investigation, que ce soit l'enquête de grande envergure ou l'analyse plus qualitative. Bien qu'ils aient surtout été appliqués à l'étude du capital social individuel, il est aussi possible de les utiliser pour étudier le social collectif lorsque cela est pertinent.

Dans cette section, nous présentons ces instruments en mettant l'accent sur le principe qui les fonde, le type d'études auxquelles ils peuvent servir, des exemples de questions types, ainsi que quelques commentaires quant à leurs avantages et limites. L'objectif n'est pas d'en présenter une analyse exhaustive mais plutôt d'illustrer comment il est possible d'investiguer les réseaux sociaux de manière rigoureuse sans nécessairement recourir à des méthodes très complexes⁶. Selon les objectifs de recherche et les ressources dont on dispose, certains de ces instruments, dans leur version originale, peuvent être plus ou moins appropriés. Mais il faut garder à l'esprit que des versions simplifiées peuvent toujours être développées en s'inspirant de leurs principes. Dans tous les cas, ce sont les questions de recherche qui guident le niveau de détails nécessaires à être recueillis; il s'agit d'identifier quels sont les aspects du réseau qu'il est pertinent d'utiliser comme variables éclairantes.

Le générateur/interpréteur de noms

Cette technique, inspirée de la théorie des « petits mondes sociaux », permet d'investiguer certains détails des relations qu'une personne entretient avec les membres de son réseau. Elle est très souvent utilisée dans les recherches qualitatives sur les réseaux sociaux mais plusieurs enquêtes l'ont aussi utilisée. Par exemple, l'Enquête sociale générale des États-Unis sur les réseaux sociaux, la Wisconsin Longitudinal Study⁷ sur les réseaux de jeunes et le Panel Socio-économique Allemand (1985 – 1993), utilisent tous trois cette technique pour dresser le portrait du réseau interactif et des personnes significatives des répondants. La technique consiste en deux outils appelés générateur de noms et

interpréteur de noms. Le premier outil permet d'identifier les membres du réseau de proches selon différents critères de sélection. Certains choisiront les personnes avec qui le répondant discute de choses sérieuses (McCallister et Fisher, 1978), mais d'autres critères peuvent être jugés pertinents, selon la question de recherche. Un exemple de question-type d'un générateur de noms prendrait la forme :

- ✧ Quelles sont les personnes (ou représentants d'organisations) avec qui vous avez discuté au cours des six derniers mois de sujets importants pour vous (ou pour votre organisation)?

Quant à l'interpréteur de noms, il utilise les renseignements ainsi recueillis pour explorer certaines propriétés des personnes et des relations : caractéristiques des membres, type de rapports avec ceux-ci, qualité des relations, liens entre les membres du réseau, etc. Un exemple de question-type d'un interpréteur de noms prendrait la forme :

- ✧ En pensant à la relation que vous entretenez avec les personnes que vous venez de nommer, depuis combien de temps connaissez-vous (NOM 1)?

Il existe plusieurs versions de ces instruments que l'on adapte généralement au sujet à l'étude et une documentation abondante sur ses performances. À l'Annexe 7 figure une adaptation du générateur de noms tirée de l'ESG des États-Unis sur les réseaux sociaux.

Cette façon de mesurer les réseaux sociaux possède un important potentiel analytique pour la recherche sur les liens forts, par exemple pour étudier des problématiques *d'isolement ou de soutien social*. Comme ce n'est pas une approche qui met l'accent sur les ressources comme telles, ni sur les relations plus périphériques souvent créatrices de capital social, les chercheurs combinent généralement plusieurs techniques d'analyse des réseaux. Par exemple, pour étudier le rôle des réseaux sociaux dans l'accès à l'emploi chez les prestataires de longue durée, Lévesque et White (2001) ont utilisé trois générateurs de noms : le premier (a) pour reconstruire le réseau de relations sociales, le

6 Pour une revue plus détaillée des générateurs de noms, de positions et de ressources, et une comparaison de leur performance on peut consulter l'étude « Social relations and networks in the neighborhood and at the workplace: the Social Survey of the Networks of the Dutch », 1999-2000 (Volker et Flap, 2004).

7 La Wisconsin Longitudinal Study s'intéresse au parcours de vie et aux relations sociales chez les adolescents américains tout au long de leur transition vers l'âge adulte. <<http://www.ssc.wisc.edu/~wls>>.

deuxième (b) pour reconstruire le réseau des relations d'emploi et le troisième (c) pour reconstruire le réseau des organismes :

- ◇ (a) Au cours de la dernière année, quelles sont les personnes qui vous ont rendu de petits services comme (liste d'exemples)?
- ◇ (b) Quelles sont les personnes qui, selon vous, pourraient vous aider à trouver un emploi?
- ◇ (c) Lorsque vous éprouvez des problèmes personnels ou familiaux, des difficultés de logement, de nourriture, de vêtements ou encore avec l'assurance-emploi, la CSST ou l'aide sociale, quels sont les organismes à qui vous avez tendance à demander de l'aide?

En Nouvelle-Zélande, King et Waldegrave (2003) ont étudié une problématique similaire auprès de segments défavorisés de la population maori. Ils ont quant à eux choisi de combiner la technique du générateur de noms, celle du générateur de positions (voir ci-après) ainsi qu'une analyse biographique. Cette combinaison de techniques a permis aux chercheurs non seulement de reconstruire le réseau des répondants, mais aussi d'identifier les obstacles auxquels les répondants ont pu faire face lorsqu'ils ont tenté de mobiliser leur réseau pour obtenir un emploi à différentes étapes de leur parcours de vie.

La technique du générateur de noms peut représenter un temps d'enquête considérable (environ une quinzaine de minutes pour étudier les relations entre un répondant et trois membres de son réseau), d'où un fardeau pour le répondant. Notons toutefois que la recherche se poursuit afin d'améliorer la performance de l'outil. Dans un article récent, Marsden (2003) fait le point sur l'état de la recherche et de l'usage des instruments d'enquête pour l'étude des réseaux. Il y discute notamment des biais reliés à la conception des instruments, des différentes méthodes de construction des outils, des enjeux reliés au répondant et autres biais.

Le générateur par contexte

Le générateur par contexte permet d'investiguer les réseaux en fonction des contextes de vie dans lesquels les relations entre les membres se déploient.

L'outil a été développé dans les années 1990 par des chercheurs du *Laboratoire d'analyse secondaire et de méthodes appliquées à la sociologie (LASMAS)* dans le cadre d'une enquête sur les processus d'insertion sociale et professionnelle des jeunes en transition vers la vie adulte (Bidart *et al.*, 2002). Des chercheurs québécois ont par la suite élaboré une version simplifiée de l'outil qu'ils ont mis à l'essai dans trois enquêtes en cours présentement au Québec (Charbonneau et Bourdon, 2004)⁸.

La démarche de génération des prénoms débute par une première question qui s'inspire des démarches proposées par Wellman (1979), d'une part, et par McCallister et Fisher (*op. cit.*) d'autre part, et qui permet d'identifier les personnes les plus importantes du réseau : celles que l'on considère les plus proches de soi *et* celles avec qui on discute de choses importantes. Dans un deuxième temps, des questions permettent de repérer les autres personnes présentes dans différents contextes de vie actuels (école, travail, loisirs, groupes d'amis, voisinage, etc.) avec qui l'individu maintient une relation et qui se distingue des autres contacts établis dans ces contextes. Il est aussi important de repérer les personnes du réseau qui proviennent de contextes passés. Une vingtaine de contextes peuvent être ainsi énumérés en fonction de leur pertinence par rapport au sujet à l'étude.

L'intérêt de cette méthode est qu'elle permet une identification systématique des membres du réseau. À partir du moment où tous les prénoms des membres du réseau ont été identifiés en référence aux contextes prédéfinis, il devient possible d'obtenir un ensemble d'informations sur ces membres, sur la relation elle-même ainsi que sur les groupes et les cercles dont font partie ces personnes. Plusieurs questions sur la *capacité de soutien* des membres peuvent aussi être posées de manière à repérer quelles sont les personnes que l'individu considère aptes à le soutenir dans diverses circonstances.

Cette démarche permet de donner une idée très complète du réseau significatif et du réseau de soutien d'une personne. Du point de vue du capital social, un tel portrait devient très utile pour rendre

⁸ Charbonneau, J., présentation du générateur par contexte au Projet de recherche sur les politiques, Ottawa, le 10 mars 2005. On peut communiquer avec la professeure Charbonneau afin d'obtenir plus d'informations sur l'outil utilisé dans les trois enquêtes en cours au Québec.

compte d'une multitude d'enjeux relationnels qui exigent de connaître la composition et le fonctionnement d'un réseau avec plus d'exactitude que les autres générateurs (ci-après). Elle permet, en outre, une investigation plus en profondeur lorsque l'on tient compte des questions sur les caractéristiques des membres du réseau, les circonstances de rencontre, la durée et la qualité des liens, et la capacité de soutien des membres. Le générateur par contexte est d'ailleurs l'un des rares outils qui permet d'évaluer avec exactitude la densité du réseau ainsi que les contextes de fréquentation. Ce genre d'information est pertinent dans les *recherches épidémiologiques* (réseaux de contagion) ou encore pour des *politiques de sensibilisation* qui visent à atteindre des populations qui fréquentent des lieux spécifiques (par exemple, l'étude des « gangs »). La technique peut être particulièrement utile à la *recherche sur les nouveaux groupes sociaux*. Les questions sur la perception du soutien disponible permettent de savoir exactement qui, dans le réseau, peut favoriser l'accès à telle ou telle ressource, celles-ci pouvant être sélectionnées en fonction de l'enquête. Étant donné que tout le réseau significatif est inventorié, il est donc possible d'identifier s'il y a plusieurs sources d'aide ou si ce sont toujours les mêmes personnes qui sont sollicitées. Il est aussi possible d'identifier d'où vient l'aide (voisinage, liens faibles, famille immédiate, etc.). En somme, le générateur par contexte est un instrument probablement tout autant exigeant en termes de temps d'enquête que le générateur de noms mais en contrepartie, il offre un nombre considérable de pistes de recherche.

Le générateur de positions

Le générateur de positions permet d'estimer le potentiel de diversité des ressources dans un réseau en investiguant les liens faibles (ou relations périphériques). Cette technique a notamment été utilisée au Canada dans l'Étude électorale canadienne de 2000 de même que dans plusieurs projets de recherche. L'outil consiste en une série de questions sur les liens « faibles » avec des personnes d'horizons socioprofessionnels divers et qui disposent, en théorie, de ressources tout aussi diversifiées. La sélection des professions (entre quinze et trente) est établie sur la base d'une échelle de prestige

reflétant l'accessibilité potentielle à diverses ressources. La question principale prend la forme :

- ✧ Connaissez-vous une personne qui occupe la profession X?

Les personnes disposant des réseaux les plus riches et diversifiés disposent aussi d'un capital social riche et diversifié. On utilise souvent cette technique pour investiguer des problématiques reliées à la *stratification et la mobilité sociale* (par exemple, pour la recherche d'emploi). Différentes versions de l'outil peuvent être adaptées aux intérêts de recherche. Par exemple pour réaliser une analyse de genre on peut ajouter une question sur le sexe des membres du réseau ou encore, pour étudier les changements dans le temps, on peut insérer l'outil dans une enquête par panel. En Colombie-Britannique, Enns *et al.* (2004) ont développé une version de l'outil qui distingue les liens faibles avec des personnes situées à l'intérieur de communautés données des liens faibles avec des personnes d'autres communautés, leur permettant de mieux comprendre la structure d'accès aux ressources dans le cas de communautés isolées. En outre, le générateur de positions est un outil simple et rapide (environ deux à trois minutes) qui permet de générer beaucoup d'informations utiles pour la recherche sur le capital social. L'Annexe 8 présente le générateur de positions classique tel que développé par Nan Lin et l'Annexe 9 présente une version de l'outil adaptée au contexte canadien par Erickson (2004c).

Le générateur de ressources

Cette technique, mise au point par un groupe de chercheurs hollandais (van der Gaag et Snijders), consiste à questionner directement le répondant quant au *type de ressources* auxquelles il a accès au sein de son réseau large. La question principale prend la forme :

- ✧ Connaissez-vous une personne qui peut vous permettre d'accéder potentiellement à des ressources de type X?

L'outil est relativement flexible du fait que la sélection des ressources peut couvrir un *large éventail de problématiques* : ressources de prestige et de savoir, ressources en information, ressources en compétences et habilités, ressources de support social. De plus, il s'appuie sur une notion d'accessibilité

vraisemblable aux ressources en précisant, dans le préambule de la question, que les relations en question doivent être suffisamment « fortes » pour que le répondant connaisse le nom et fréquente ces personnes occasionnellement. En précisant ainsi le niveau d'intensité du lien, le générateur de ressources s'assure de n'identifier que les *liens « mobilisables »*, c'est-à-dire les liens avec des personnes qui consentiraient vraisemblablement à donner un accès aux ressources en question. Le générateur de ressources est moins économe en temps d'enquête que le générateur de positions, mais il a l'avantage de permettre l'investigation plus en profondeur d'une plus grande variété de problématiques. Le défi consiste à bien construire l'instrument de manière à identifier quelles ressources sont les plus utiles à inclure dans la liste (van der Gaag et Snijders, 2004b)

Plusieurs enquêtes sociales, comme l'Enquête sociale générale au Canada, utilisent déjà certaines questions contenues dans le générateur de ressources, que l'on pense par exemple aux questions sur le support social, mais aucune ne recourt à la technique dans son ensemble. Pourtant, cette méthode offre une perspective intéressante du réseau de ressources qui permet de savoir s'il existe une structure particulière du réseau d'une personne qui comporte une fonction protectrice, par exemple lorsqu'il s'agit de ressources de soutien. La *Social Survey of the Networks of the Dutch 1999-2000* est la seule enquête à notre connaissance qui ait testé l'outil (Annexe 10). À l'Annexe 11, figure une version du générateur de ressources adaptée au contexte canadien par Boase et Wellman (2004). Notons également qu'il est possible de bonifier le générateur de ressources en y ajoutant des questions sur les ressources réellement reçues à l'occasion de circonstances spécifiques. L'écart entre les ressources anticipées et les ressources reçues permet de diagnostiquer des problèmes de mobilisation des ressources (Charbonneau et Turcotte, 2002).

La technique de McCarty et al.

Cette technique simple permet d'évaluer l'accès au capital social d'une personne sur la base de la taille, la diversité et la densité de son réseau sans utiliser un générateur. Elle a été utilisée dans plusieurs enquêtes. Au Canada, elle est présentement utilisée dans la *Pew Social Networks Study* menée par des

chercheurs de l'Université de Toronto qui s'intéressent au rôle de l'Internet dans la création de capital social (Boase, 2004). La technique consiste à poser un ensemble de questions simples qui amène le répondant à inventorier son réseau social en le questionnant sur le nombre de liens qu'il entretient selon leur intensité, soit les liens très proches et les liens moyennement proches. Selon McCarty *et al.*, ceci permet une approximation suffisamment bonne de la taille du réseau. On demande ensuite au répondant de classer ses liens par catégorie : famille proche, famille élargie, voisinage, travail, groupe social, etc. Pour rendre l'inventaire des liens plus aisé, le répondant peut inscrire pour lui-même le nom des personnes auxquelles il pense et y référer pour répondre aux questions, mais il n'a jamais à nommer les membres de son réseau comme tel. Pour les liens très proches, la question principale prend la forme :

- ✧ Parmi les gens avec qui vous entretenez des liens très proches (incluant ceux avec qui vous discutez de choses importantes, que vous fréquentez régulièrement ou vers qui vous vous tourneriez pour demander de l'aide) combien d'entre eux font partie : a) de votre famille proche; b) de votre famille élargie; c) de votre voisinage, etc.

La question est ensuite ajustée pour investiguer les liens moyennement proches. Notons que l'outil n'est *pas adapté pour investiguer les liens plus faibles*, l'expérience ayant démontré que les répondants ne se souviennent pas assez clairement des contacts moins fréquents. Les questions portant sur la diversité et la densité du réseau sont organisées selon le type de liens. Par exemple, elles peuvent porter sur le sexe, la profession, l'origine ethnique des membres du réseau. La question prendra la forme :

- ✧ En pensant aux gens avec qui vous entretenez des liens très proches, combien d'entre eux sont a) de la même origine ethnique que vous; b) du même sexe que vous; c) etc.

Quant à la densité du réseau, elle est mesurée en questionnant sur la proportion de personnes du réseau qui se connaissent, toujours en distinguant entre les liens forts et les liens moyennement proches. L'Annexe 12 présente un exemple de l'application de la technique de McCarty *et al.* adaptée au contexte des enquêtes canadiennes par Boase et Wellman (2004).

PARTIE 3 : LES STRATÉGIES MÉTHODOLOGIQUES POSSIBLES POUR INVESTIGUER LE CAPITAL SOCIAL DANS UN CONTEXTE DE POLITIQUES PUBLIQUES

3.1 La recherche quantitative sur le capital social

Cette section présente quelques instruments de mesure de type quantitatif présentement utilisés ou qui pourraient être utiles pour appliquer le concept du capital social à des fins de politiques publiques au Canada. La plupart de ces méthodologies sont utiles pour la recherche, notamment la recherche sur les politiques, mais ils peuvent aussi servir à des fins d'élaboration et d'évaluation de programmes ou de projets de manière générale. Suivra ensuite une présentation d'instruments de mesure de type qualitatif qui présentent aussi un potentiel d'exploitation pour l'investigation du capital social (Section 3.2). Quel que soit l'instrument de mesure privilégié, il est possible de s'inspirer des indicateurs de capital social tels que proposés à la section précédente.

3.1.1 Les données statistiques sur le capital social

L'approche par inventaire ou intégration statistique est celle généralement utilisée dans le secteur économique notamment pour fournir des données aux fins de la comptabilité nationale. En principe, il s'agit de produire des données permettant de compléter d'autres sources d'information afin que, au plan analytique, l'intégration permette de cumuler des résultats éclairant un phénomène de façon plus globale. Dans le cas du capital social, nous avons vu, en première partie de ce document, comment une approche similaire avait été adoptée par l'ONS (Royaume-Uni) afin de produire une matrice de données sur le capital social. Cette idée a été reprise par plusieurs agences statistiques dont Statistique Canada, qui a aussi compilé une telle matrice. Le document « Measurement of Social Capital: The Canadian Experience » (Norris et

Bryant, 2003) est d'ailleurs un outil très utile pour repérer le contenu des enquêtes statistiques dont nous disposons actuellement au Canada qui produisent un contenu relié au capital social. On y constate notamment qu'une bonne douzaine d'enquêtes de l'agence statistique produisent de l'information utile sur le capital social.

Dans un récent article, Healy (2003b) présente plus en détails quelques exemples de grandes enquêtes européennes nationales et internationales potentiellement intéressantes pour la recherche sur le capital social. On retient de son analyse que la plupart des enquêtes recueillent des données sur ce qu'il considère comme étant « le capital social à l'échelle de la communauté » c'est-à-dire formulé en termes de participation à la vie communautaire. Autrement dit, les enquêtes semblent s'intéresser davantage à la propension des individus à participer à l'action collective, donc au capital social comme une fin en soi, qu'à la contribution du capital social à l'atteinte de résultats spécifiques. De plus, très peu d'intérêt semble avoir été accordé aux autres type de capital social comme le réseau familial et les relations au travail, deux domaines pourtant de première importance en termes de source de sociabilité et de soutien et qui sont mal documentés.

Au Canada, la recension de Norris et Bryant (*op. cit.*) permet de constater une situation similaire : l'investigation des liens sociaux dans les enquêtes canadiennes ne donne qu'une idée assez approximative de la composition du réseau social d'une personne. Comme c'est le cas pour les autres grandes enquêtes recensées par Healy (*op. cit.*), les enquêtes canadiennes ne documentent pratiquement pas les relations sociales au travail, ni celles qui se déploient en dehors de la famille immédiate et des amis proches. Pourtant, plus le temps consacré au travail augmente par rapport aux autres activités, plus les collègues de travail risquent de devenir une source

importante de soutien au quotidien. Il est possible que l'extension du réseau social au milieu de travail soit positivement associée au bien-être de manière générale, à la mobilité professionnelle, à la stabilité de l'emploi et à plusieurs autres bénéfiques. Des recherches ont même montré qu'un niveau élevé de soutien social au travail est associé à une réduction de l'occurrence de maladies mentales (Fuhrer *et al.*, 1999). En somme, même si les réseaux sociaux sont considérés comme un élément important quelle que soit l'approche du capital social préconisée, force est de constater qu'ils n'ont pas reçu une grande attention jusqu'à maintenant du point de vue de la mesure.

3.1.2 Les indices de capital social

Une perspective axée sur la construction d'indices exige de donner priorité aux données à recueillir de façon à créer des indicateurs d'un aspect essentiel du phénomène à mesurer. Ceux-ci sont ensuite compilés de manière à créer des indices ou une échelle. En principe, la relation entre les indicateurs doit être fondée théoriquement, mais la relation statistique n'est pas obligatoire. Autrement dit, empiriquement, les indicateurs peuvent être indépendants les uns par rapport aux autres (van Tuinen, 1995). Notons cependant qu'en regard du capital social, plusieurs travaux ont démontré qu'il y avait des relations empiriques cohérentes entre les dimensions étudiées (Onyx et Bullen, 2000). L'approche par indice tire son intérêt de ses possibilités d'analyse comparative dans le temps, dans l'espace, entre groupes ou encore par rapport à des objectifs pré-établis (benchmark). C'est une méthode généralement utilisée pour fournir des informations sur les tendances sociales ou pour évaluer l'effet de politiques publiques. Par exemple, pour Putnam, l'une des priorités de la recherche sur le capital social consiste à élaborer des typologies de capital social pour pouvoir esquisser des dimensions théoriquement cohérentes et empiriquement valides le long desquelles le capital social devrait varier. C'est dans cette perspective qu'il a mis sur pied, avec le Saguaro Seminar, la Social Capital Community Benchmark Survey qui permet de construire des indices de capital social afin d'évaluer les expériences communautaires et suivre leur évolution par rapport à une mesure de référence dans le temps. Onze indices ont été créés pour décrire ce que le projet considère comme étant

du capital social, soit, la confiance, l'engagement politique, le don et le bénévolat, l'engagement religieux, la socialisation informelle, l'implication dans des associations, le leadership civique, la diversité des amitiés et la participation civique. Chaque communauté reçoit une cote sur l'indice de capital social pour chacune des dimensions évaluées (haut, moyen ou faible) permettant leur comparaison.

En Australie, les travaux pionniers de Onyx et Bullen (1998) sont aussi un exemple souvent cité de la construction d'indices de social capital élaboré sur la base de huit dimensions reliées au concept (voir Annexe 13). Plus près de nous, au Canada, les recherches de Matthews sur les communautés côtières de la Colombie-Britannique (2003) et ceux de Reimer (2002) mènent aussi au développement d'indices de capital social.

Si l'avantage de ce type de mesure consiste en l'établissement d'un point de référence pour des fins de comparaisons, son désavantage réside dans le choix des indicateurs les plus représentatifs du phénomène que l'on cherche à documenter. En somme, cela revient à une question de définition : Quelles sont les dimensions du capital social les plus importantes à mesurer? Par exemple, une approche du capital social fondée sur les réseaux sociaux propose, comme en fait état la seconde partie de ce document, des indicateurs substantiellement différents d'une approche participationniste du concept.

Lorsque l'on regroupe plusieurs dimensions du capital social sous forme d'indice, le principal risque est d'éliminer la substance même du concept. En effet, tous les éléments qui en caractérisent la nature et le fonctionnement sont réduits à une unique valeur, laquelle n'a plus le pouvoir explicatif d'une variable indépendante. Il est utile à cet égard de consulter le rapport de recherche du projet Contribution of Social Capital In the Social Economy (CONSCISE, 2003) qui conclut, aux termes de ses travaux, que la construction d'un indice de capital s'est avéré un exercice peu utile en termes d'implication politique, car il n'éclaire en rien la manière dont le capital social est créé et utilisé.

3.1.3 L'enquête spéciale sur le capital social

L'enquête spéciale repose sur la formulation d'une question principale à laquelle on tente de répondre en créant une base de microdonnées décrivant le plus d'aspects différents du sujet d'investigation. Au Canada, la seule enquête de ce type portant sur la thématique du capital social est le cycle 17 de l'Enquête sociale générale *L'engagement social au Canada*. Au plan analytique, l'approche par enquête thématique permet de faire des relations entre les variables (analyse de corrélation, de régression/multi variée, etc.) ou d'en dégager des manifestations spécifiques auprès de certains segments de la population à l'étude (analyse typologique). Pour maximiser le potentiel analytique de telles enquêtes, il est nécessaire de recueillir une grande quantité de variables, de s'appuyer sur un bon échantillon et d'obtenir un taux de réponse élevé pour chaque variable, ce qui est évidemment coûteux. Parmi les compromis possibles, on peut donner la priorité à l'investigation de certains aspects du capital social ou encore recourir à des instruments simplifiés comme les trois générateurs, tels que présentés à la Section 2.4.

Lorsque l'on choisit d'approfondir certains aspects du capital social, cela conduit forcément à éliminer certaines autres dimensions. Dans le cas de l'enquête *L'Engagement social au Canada*, le choix de la question principale est axé davantage sur la présence et les manifestations du capital social plutôt que sur sa contribution à des enjeux spécifiques de sorte qu'elle documente davantage les déterminants du capital social que ses effets. Le concept y est donc appréhendé d'abord à titre de variable dépendante. De plus, des considérations d'ordre technique (temps d'enquête et fardeau du répondant, fiabilité et simplicité des questions, comparabilité avec d'autres enquêtes) ont favorisé davantage l'examen de la dimension participative du capital social plutôt que de s'étendre sur plusieurs autres dimensions, limitant du coup l'investigation des réseaux sociaux. Certains chercheurs désireux d'approfondir les connaissances empiriques du capital social dans une perspective de réseaux sociaux en matière de santé de la population ont reconnu cette limite dans leur analyse récente des données du cycle 17 de l'ESG (Bouchard et Roy, 2005).

L'International Social Survey Program (ISSP), auquel est rattachée l'Enquête sociale générale des États-Unis, consacre spécifiquement sa thématique aux réseaux sociaux dans les cycles de 1986 et de 2001. Elle permet d'investiguer certains types de rapports interpersonnels en profondeur (les personnes très proches), l'étendue et la composition des réseaux et les ressources présentes selon les types de réseaux des répondants (Version 2001). L'enquête utilise le générateur de noms simple et l'interpréteur de noms, deux outils de l'analyse des réseaux. D'autres options auraient pu être envisagées pour bonifier une enquête de ce type. Par exemple, elle aurait pu combiner un générateur de positions afin d'offrir une image plus complète du réseau social des répondants en y documentant aussi les liens faibles. L'Enquête donne une bonne idée de la manière dont les ressources circulent au sein du réseau de proches mais tout comme l'ESG du Canada sur l'engagement social, elle ne documente pas un enjeu particulier, comme par exemple la contribution du capital social à l'amélioration des performances scolaires chez les jeunes ou encore son rôle au cours de certaines transitions familiales.

3.1.4 L'insertion d'un module standardisé sur le capital social dans une enquête thématique

L'enquête de type thématique met l'accent sur une question stratégique par rapport à une population cible ou un domaine spécifique de façon à alimenter une question de recherche ou de politique relativement précise. La dimension capital social peut y être couverte à partir d'un module de questions portant sur les dimensions que l'on cherche à relier au sujet de l'enquête via l'analyse statistique. Le principal défi pour le développement d'un tel module consiste en l'identification des questions qui cernent le mieux le capital social. Les efforts internationaux menés en ce sens par le Groupe de Sienna ont récemment abouti à une proposition de module standardisé pour mesurer les principales dimensions de ce qu'il définit comme le capital social (voir l'Annexe 2). Cette proposition est largement inspirée des travaux de l'Office of National du Royaume-Uni qui, depuis 2004, inclut au Household General Survey, un bloc de questions sur le capital social d'une vingtaine de minutes (Green et Fletcher, 2003). L'Australie prévoit aussi faire

de même avec le General Social Survey (2005-2006) et le Voluntary Work Survey (Hall, 2004). Le contenu du module sur le capital social s'inspire d'une perspective participationniste du capital social. Il comprend surtout des questions sur la participation sociale et civique des individus et peu de questions sur les réseaux sociaux.

Il pourrait être pertinent d'envisager le développement d'un module spécialisé sur les réseaux et de l'insérer dans plusieurs grandes enquêtes thématiques nationales. Il ne s'agirait pas nécessairement ici de créer des indicateurs de tendances sociales en lien avec la manière dont les réseaux sont utilisés dans certaines situations, mais plutôt de documenter certains processus de manière à alimenter les politiques publiques. En ce sens, la fréquence de production de telles données n'a pas à être aussi rapprochée que pour d'autres problématiques dont on cherche à suivre la progression. Les réseaux sociaux des individus connaissent une certaine stabilité dans le temps en l'absence de transitions de vie importantes (lesquelles peuvent être documentées à l'aide de questions rétroactives). Il serait par conséquent raisonnable d'envisager l'inclusion d'un module réseau dans les enquêtes sur un cycle quadriennal ou quinquennal sans miner l'utilité des données pour des fins de politiques publiques.

Au Canada, les enquêtes transversales suivantes seraient des véhicules pertinents à considérer pour l'inclusion d'un module sur le capital social :

- L'Enquête sociale générale (dont le cycle sur l'emploi du temps aux cinq ans est particulièrement approprié pour l'étude du capital social);
- L'Enquête canadienne sur le don, le bénévolat et la participation;
- L'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes;
- L'Enquête sur la diversité ethnique; et
- L'Enquête sur la littéracie et les compétences essentielles des adultes.

L'inclusion d'un module sur le capital social dans de grandes enquêtes thématiques permet d'examiner plus en détail la relation entre différentes formes de capital social et des enjeux de politiques spécifiques.

Par exemple, les enquêtes mentionnées ci-dessus pourraient explorer le rôle des réseaux sociaux sur l'emploi du temps, l'engagement social, la santé, la tolérance face à la diversité, l'éducation mais aussi sur les compétences relationnelles ou les conditions d'accès aux ressources. Une autre option serait d'appliquer un module sur le capital social seulement à un sous-groupe de la population d'une enquête pour mieux comprendre comment le capital social opère dans des cas précis. Au Canada, l'Enquête sociale générale sur le vieillissement et le soutien social (cycle 16) auprès des personnes âgées de 65 ans et plus contient déjà quelques questions reliées aux réseaux de soutien. D'autres sous-groupes de la population pourraient être considérés pour l'application d'un module sur les réseaux sociaux :

- Nouveaux arrivants;
- Minorités ethniques;
- Autochtones;
- Jeunes à risque;
- Personnes ayant une limitation d'activités ou une maladie chronique; et
- Personnes en situation précaire (monoparentalité, pauvreté, en recherche d'emploi).

Le sous-groupe peut être sélectionné à partir d'un questionnaire principal qui peut être administré au cours de l'entretien ou encore dans le cadre d'un entretien ultérieur. On verra à la section suivante qu'il est aussi possible de combiner un module qualitatif à une enquête quantitative, option particulièrement intéressante pour comprendre certains aspects plus dynamiques du capital social. Notons enfin qu'un module de ce type peut être tout particulièrement utile dans le cadre d'une enquête longitudinale. Non seulement cela permettrait-il d'explorer le fonctionnement des réseaux sociaux mais cela permettrait aussi d'établir un diagnostic quant à leur contribution à des enjeux clés (relations causales). L'intérêt de l'enquête longitudinale est qu'elle cible généralement des sous-groupes de la population qui font l'objet d'un intérêt pour les politiques publiques.

Au Canada, l'Enquête longitudinale auprès des immigrants contient déjà un module sur les réseaux sociaux. Parmi les autres enquêtes longitudinales existantes, les suivantes pourraient être considérées pour l'inclusion d'un module sur les réseaux sociaux :

- L'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes;
- L'Enquête auprès des jeunes en transition;
- L'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu; et
- L'Enquête nationale sur la santé de la population.

À défaut de pouvoir modifier ces enquêtes, il serait aussi possible d'investiguer l'aspect dynamique des réseaux en recourant à certaines techniques simples telles que l'introduction de variables dynamiques dans des enquêtes transversales, c'est-à-dire des variables qui donnent une indication sur le sens de la causalité, par exemple : « Est-ce parce que votre entourage vous a encouragé à faire telle chose que vous l'avez faite? ». On pourrait aussi favoriser l'utilisation accrue des questions rétroactives en utilisant la méthode par télescope, par exemple en questionnant le répondant quant à différentes circonstances rencontrées dans le passé et au cours desquelles il a fait appel à son réseau.

3.1.5 L'enquête longitudinale qui incorpore le capital social

La recherche orientée vers les politiques publiques se tourne de plus en plus vers l'analyse de données complexes, longitudinales et intégrées qui permettent de comprendre la trajectoire des individus et des familles, de même que l'interdépendance entre divers aspects de leur vie. Les domaines de la santé, du travail, de l'éducation, de la culture, de la famille et des réseaux sociaux sont interreliés; le temps, les efforts et les ressources individuelles et collectives investis, de même que les conditions qui affectent un secteur de notre vie, influencent nécessairement les autres aspects. Peu d'enquêtes statistiques arrivent à relever le défi d'intégrer de multiples enjeux d'un bout à l'autre de la trajectoire de vie des personnes. Pourtant, les politiques publiques sont de plus en plus interpellées dans la prise en

compte de ces réalités quand vient le temps d'adapter les interventions aux situations concrètes des personnes.

L'étude du capital social n'échappe pas à l'appel d'une perspective de parcours de vie. Mieux comprendre la contribution du capital social des personnes (ou des groupes) à divers aspects et à différents moments de leur vie permettrait d'optimiser les choix d'interventions. La situation idéale serait de disposer d'un outil flexible qui permettrait de suivre le fonctionnement des réseaux sociaux dans le temps et de comprendre comment et pourquoi ils sont activés (ou à l'inverse, pourquoi ils ne sont pas activés) dans des situations spécifiques de façon à ajuster les politiques publiques en conséquence.

Les travaux d'une équipe de chercheurs québécois dirigés par le professeur Bernard (Université de Montréal) ont mené à la création d'un instrument innovateur d'enquête qui pourrait s'avérer fort intéressant pour la mesure du capital social (Bernard, 2004). L'Enquête socio-économique et de santé intégrée et longitudinale (ESSIL)⁹ propose en effet de suivre un panel de ménages en investiguant l'interaction entre diverses thématiques reliées à la santé, la sécurité économique, l'acquisition des connaissances, et la vie familiale et sociale. L'instrument met l'accent sur les transitions de vie et adopte une perspective axée sur les ressources que mobilisent les individus pour franchir différentes étapes de la vie et réaliser leurs projets. Parmi celles-ci, l'État, le marché mais aussi les réseaux de solidarité qui s'édifient sur la base des familles et des groupes. L'importance accordée à la thématique des réseaux sociaux au sein d'une telle enquête longitudinale constitue en soi une innovation majeure¹⁰.

Au plan technique, l'enquête comprend un tronc commun annuel et une rotation de modules biennaux et quadriennaux qui s'ajoutent pour recueillir de l'information plus approfondie sur les diverses thématiques. Cette approche, par cycles, permet d'éviter un lourd fardeau de réponse pour les répondants. Un module spécialisé sur les réseaux (voir Annexe 14) est activable sur la base de

9 Le site de l'ESSIL se trouve à l'adresse : <<http://www.socio.umontreal.ca/essil/Racine>>.

10 Une série de rapports thématiques (santé physique et mentale, éducation, travail et revenu, emploi du temps, famille et réseaux) reliant les problématiques entre elles est disponible sur le site Internet.

l'occurrence d'un événement : une naissance, une rupture conjugale, la perte ou la recherche d'un emploi, un déménagement, une maladie, un décès, etc. afin d'analyser quand et comment les individus se tournent vers leur réseau dans certaines situations. Le suivi longitudinal permet aussi de suivre les changements dans le réseau en fonction des épisodes que vivent les personnes. Le module quadriennal permet d'approfondir le questionnement spécifique sur les conditions d'accès aux ressources, sur les changements anticipés dans le réseau et sur les compétences relationnelles.

3.2 La recherche qualitative sur le capital social

3.2.1 L'application de la méthodologie qualitative au véhicule d'enquête statistique

Plusieurs agences statistiques commencent à introduire la méthodologie qualitative aux véhicules d'enquêtes statistiques. Par exemple, dans l'Enquête sur la qualité de vie au travail en Finlande, un sous échantillon de la population enquêtée est sélectionné afin de répondre à un ensemble de questions ouvertes qui couvrent plus en profondeur certains aspects de la problématique (Statistics Finland, 2000 : 15). La partie qualitative de l'enquête peut être une partie prenante du questionnaire et être activée à la suite d'une réponse spécifique du répondant (telle que la proposition de l'ESSIL) ou encore elle peut être administrée ultérieurement, suivant le modèle d'une enquête post-censitaire.

Cette technique permet notamment de mieux interpréter les données quantitatives ou encore de donner des pistes quant à la direction de certains liens de causalité. C'est aussi une manière d'explorer de nouveaux phénomènes pour lesquels nous ne disposons pas d'hypothèses fortes ou d'éclairer les dimensions plus complexes de concepts qui se traduisent difficilement en indicateurs quantitatifs. Le concept du capital social pourrait bénéficier de telles techniques d'investigation, notamment pour éclairer des questions comme :

- Les moments où les individus activent leurs réseaux de relations;
- Les règles informelles relatives à la circulation des ressources dans le réseau;

- Les conséquences sur les liens lors de leur activation pour fins de mobilisation de ressources;
- Les obstacles rencontrés lors de l'activation des réseaux; et
- Les raisons de changements dans la composition des réseaux.

3.2.2 L'étude de cas sur le capital social

L'un des principaux intérêts de l'étude de cas dans la recherche sur le capital social est qu'elle permet d'explorer ses manifestations dans *des situations ou contextes spécifiques*, en combinant différentes méthodologies. Elle ne constitue donc pas un choix méthodologique mais plutôt un choix de l'objet d'étude. On choisit d'étudier un ou plusieurs cas parce qu'on pense que ces cas nous permettront d'approfondir notre connaissance d'un phénomène là où d'autres sources d'information sont moins éclairantes. L'étude de cas est l'une des meilleures approches pour capturer l'impact des éléments de contexte sur le fonctionnement du capital social.

L'étude de cas peut être particulièrement utile pour la recherche sur le capital social collectif où il est plutôt difficile de recueillir de l'information sur la base d'une enquête traditionnelle. Des questions types peuvent prendre la forme suivante :

- Quels types de réseaux collectifs prévalent au sein de la communauté? Liens d'attachement versus liens d'accointances?
- Partenariat formel vs rapports informels? Présence d'arrangements institutionnels spécifiques?
- Quelles sont les relations des réseaux avec des groupes à l'extérieur de la communauté?
- Quels groupes sont inclus/exclus de ces réseaux?
- Quels types d'interventions ou d'actions sont réalisées par ces réseaux?
- Quelle est la capacité de ces réseaux de faire face à un ou des enjeux précis?
- Comment permettent-ils de créer ou de donner accès à des ressources ou à des opportunités nouvelles (limites et potentialités)?

Une recherche récente de Schneider (2004) aux États-Unis est un exemple de l'étude du capital social collectif par étude de cas. Sa recherche montre comment les individus et les groupes communautaires puisent leurs ressources au sein de réseaux sociaux

qui s'étendent bien au-delà des frontières géographiques du quartier ou de la communauté. L'étude de cette problématique dans quatre villes américaines lui a permis d'identifier comment les services publics peuvent faciliter ou nuire au développement et à la productivité de ces réseaux. La chercheuse a documenté les cas en combinant plusieurs méthodes. Des données statistiques lui ont permis de dresser un profil socio-économique de chaque communauté à l'étude. Une analyse ethnographique lui a permis d'identifier les effets des différentes stratégies de développement local qui se sont succédées dans le temps dans chacune des villes, et enfin, l'analyse de la manière dont les ressources sont créées et circulent entre les groupes et les individus a été réalisée à partir de matériel d'entrevues.

Ce type d'étude de cas offre des pistes d'intervention pertinentes pour les politiques publiques en général même si les conclusions sont tirées de cas spécifiques. Par exemple, elle permet de constater que les programmes ou projets communautaires qui visent toute une communauté plutôt que de cibler une population spécifique ont plus de chance de créer des liens d'accointances entre les personnes de cette communauté. De même, les projets qui transcendent les frontières de la communauté tirent aussi profit des ressources qu'elles puisent à l'extérieur. Le projet mène à quelques autres implications en termes de collaboration entre les partenaires.

3.2.3 La méta analyse sur le capital social

La méta analyse consiste à rassembler les données issues d'études comparables et à les analyser au moyen d'outils adéquats. « L'analyse des analyses » peut être faite via une méthode statistique mais elle peut aussi être qualitative. Il s'agit de regrouper les études pertinentes qui essaient de répondre à une question précise et de dégager des connaissances nouvelles, auxquelles ne peuvent parvenir les études individuelles.

Cette approche peut être particulièrement intéressante pour pallier le manque de données sur le capital social collectif. Il existe un grand nombre de projets de recherche qui examinent la nature et le champ d'action des associations volontaires, des groupes communautaires et autres organisations au niveau des communautés et qui

s'intéressent à la manière dont ils interagissent afin d'atteindre des objectifs de développement communs. Toutefois, il existe très peu d'études qui font l'inventaire des résultats de ces recherches et qui permettraient de documenter de façon plus systématique le rôle du capital social collectif. D'un point de vue de politique publique, il est encore difficile de bien cerner l'effet d'interventions qui visent l'activité des groupes sauf dans le cas d'initiatives spécifiques qui ont fait l'objet d'une évaluation formelle.

Dans une étude récente sur le capital social collectif, Charbonneau (2005) a procédé par la méta analyse pour développer un outil d'évaluation de projets sur la base du capital social. Sa démarche, fort simple et systématique, a consisté à repérer différentes sources documentaires à partir de mots clés (partenariats, concertation, réseau, etc.) et d'y identifier les références à des études de cas et à des évaluations de cas à partir de la bibliographie. Une quarantaine d'études ont ainsi été compilées pour les fins de la méta analyse, laquelle a été réalisée à partir d'une grille d'analyse développée spécifiquement pour capter la présence du capital social et comprendre comment il opère. Cette grille peut se résumer aux points suivants :

- ◇ Dans quel contexte les réseaux sont-ils créés?
 - Motifs de la création du réseau (par exemple, l'accroissement de la délinquance juvénile dans certains quartiers);
 - Objectifs collectifs;
 - Liste et caractéristiques des membres (quels organismes sont réseautés);
 - Types et caractéristiques des réseaux (Les organismes réseautés sont-ils homogènes? Sont-ils tous issus de la même communauté géographique? Quels liens entretiennent-ils entre eux? Avec d'autres acteurs?, etc.);
 - Histoire du réseau et activités réalisées; et
 - Financement.
- ◇ Quels sont les produits du capital social qui ont été créés lors des expériences de collaboration?
 - Diagnostic sur l'atteinte des objectifs;
 - Ressources partagées pour atteindre les objectifs collectifs (par exemple, fournir les ressources humaines, matérielles, expertise, etc.);

- Capacité de mobilisation de ressources extérieures (par exemple, l'implication de la municipalité, du service de police, des citoyens, etc.);
 - Nouvelles ressources créées (par exemple, la mise sur pied d'un Comité de surveillance de quartier); et
 - Contribution au développement d'attitudes citoyennes (par exemple, les nouvelles possibilités de participation des citoyens).
- ◇ Quelles conditions semblent être garantes du succès des projets entrepris?
- Conditions préalables à la mise en réseau et à son fonctionnement;
 - Conditions structurelles du réseautage; et
 - Conditions préalables à la mobilisation et à la production de ressources.

3.2.4 L'observatoire sur le capital social

L'observatoire permet de produire de l'information sur le capital social sous des formes diverses (enquêtes quantitatives, entretiens qualitatifs, dépouillement d'archives, données administratives, l'inventaire de cas) sur une base régulière. Différentes options peuvent être envisagées pour structurer l'information. On peut choisir de structurer des données en fonction de secteurs stratégiques en suivant l'évolution d'un enjeu ou d'une population cible (par exemple, l'insertion des nouveaux immigrants). On peut aussi organiser l'observatoire de manière à ce qu'il serve d'instrument de synthèse afin de donner une image globale d'enjeux interreliés qui se déploient dans un contexte spécifique. Dans ce cas, on choisira de produire l'information en combinant stratégiquement des données provenant de sources différentes mais couvrant un même territoire d'intervention pendant une période donnée. Un observatoire bien tenu offre un potentiel intéressant de données secondaires pouvant servir à la production d'indicateurs. C'est le cas de l'Observatoire PASCAL (Place Management, Social Capital and Learning Regions) décrit comme un service d'information stratégique regroupant des données provenant de diverses sources dont deux

projets de démonstration sociale de même que des articles analytiques sur le capital social dans le contexte des communautés apprenantes.

Avec l'avènement de l'Internet, de plus en plus de sites spécialisés sur des thématiques prennent l'allure d'un observatoire. Par exemple, le site électronique mis au point par Paul Bullen¹¹, l'un des pionniers de la recherche sur le capital social en Australie, offre un contenu pertinent sur le capital social. Les ressources et liens auxquels il donne accès offrent un tour d'horizon assez complet des différentes approches permettant de comprendre le concept de capital social ainsi que la manière de le mesurer en mettant l'accent sur la recherche australienne. On peut accéder à des données d'enquêtes, des projets de recherche universitaires, des projets d'intervention communautaire de même qu'à des textes de nature plus théorique. Il contient en outre une bibliographie annotée et des liens vers plusieurs recensions de la littérature sur le capital social. Fabio Sabatini¹², offre aussi un site électronique très complet qui donne accès à une multitude de ressources utiles pour l'étude du capital social. Contrairement à un véritable observatoire qui émane d'un mandat plus officiel, les sites électroniques sont construits et mis à jour à la discrétion de leur instigateur.

3.2.5 L'utilisation d'une lentille capital social dans l'élaboration et l'évaluation de projets/programmes

Prendre en compte la dimension « capital social » dans l'élaboration et l'évaluation de projets, de programmes ou de politiques, c'est reconnaître la valeur des réseaux de liens sociaux et de leurs dynamiques particulières à titre d'outil ou de ressource complémentaire pour les individus ou les collectivités. C'est aussi porter une attention particulière aux effets directs et indirects que les interventions (publiques ou communautaires) peuvent avoir sur la manière dont les réseaux de relations fonctionnent et sont mobilisés pour produire ou rendre accessibles des ressources utiles à l'atteinte de résultats socio-économiques ou de santé importants, que ceux-ci soient ou non visés par

11 Bullen, Paul. « Resources on understanding and measuring social capital ». <<http://www.mapl.com.au/A13.htm>>.

12 Sabatini, Fabio. « Social Capital Gateway ». <<http://www.socialcapitalgateway.org>>.

ces interventions. En fait, l'approche capital social met le plus souvent l'accent sur les initiatives des citoyens et des groupes sociaux qui favorisent le développement du capital social. Mais comme il a été mentionné, l'approche doit aussi tenir compte du contexte plus général dans lequel les réseaux personnels et les réseaux collectifs opèrent, donc de l'influence des divers arrangements institutionnels qui peuvent favoriser, mais aussi faire obstacle, à la production du capital social. Dans cette perspective, l'usage d'une approche capital social dans l'élaboration et l'évaluation de projets trouve tout son sens.

Dans le cas de l'élaboration d'un programme, il peut s'avérer pertinent de différencier la clientèle visée sur la base du capital social afin d'offrir des pistes d'intervention mieux adaptées. Un programme visant à soutenir des personnes handicapées en démarche d'insertion en emploi pourrait profiter, par exemple, d'un axe compatible avec une clientèle plutôt « connectée » socialement et d'un autre axe s'adressant à une clientèle plutôt isolée socialement. Dans certaines situations, le programme pourrait favoriser, voire viser la création de réseaux que ce soit entre les participants ou avec d'autres milieux sociaux. Dans le cas de l'évaluation d'un projet, on s'intéressera plutôt aux effets de l'intervention ou du projet sur le fonctionnement des réseaux lorsque cela est pertinent pour l'atteinte d'objectifs particuliers.

Voici quelques critères d'évaluation du capital social existant, à appliquer à l'étape de l'élaboration ou de la mise en œuvre d'un projet ou programme d'intervention :

- ✧ Avoir une idée des réseaux déjà à l'œuvre pour une population cible. Par exemple, dans le cas des services d'emploi qui s'adressent aux personnes handicapées, il pourrait être pertinent d'évaluer les besoins requis en s'informant au préalable de la présence ou de l'étendue du réseau de soutien des candidats :
 - Quelle est la taille et quelles sont les caractéristiques du réseau de relations à l'œuvre?
 - Qui en sont membres?
 - Quels types de liens entretiennent les membres?
 - Comment fonctionne ce réseau?
 - Est-il en croissance, en déclin? Pourquoi?

- ✧ Dans le cas de réseaux collectifs, par exemple, un regroupement d'organismes offrant des services de petits-déjeuners dans les écoles des quartiers défavorisés, d'autres informations peuvent aussi s'avérer pertinentes :
 - Quelle problématique ces réseaux cherchent-ils à résoudre?
 - Quels objectifs sont poursuivis à travers les activités du réseau?
 - Quelle population est visée et qui sont les réels bénéficiaires?
 - Quelle est la nature, l'envergure et la portée des activités entreprises par ces réseaux?
 - Qui en sont les instigateurs principaux?
- ✧ Évaluer la valeur des réseaux sur la réussite d'un projet ou d'un programme :
 - Quel est l'impact du réseautage (et des activités qu'il permet) sur le projet?
 - Comment le réseautage peut-il contribuer à l'atteinte des objectifs visés par le projet?
 - Comment peut-il nuire à l'atteinte des objectifs du projet?

Voici quelques critères à appliquer à l'étape de l'évaluation d'un projet ou programme d'intervention :

- ✧ Évaluer l'impact d'un projet sur les réseaux existants et potentiels :
 - Quels sont les impacts ou effets potentiels du projet sur les réseaux (et sur les activités qu'il permet)?
 - Comment le projet peut-il contribuer ou, à l'inverse, nuire à l'épanouissement de ces réseaux?
 - Quelles conditions doivent être mises en place ou renforcées afin de maintenir ou d'augmenter la productivité de ces réseaux?
 - Comment le projet ou le programme peut-il maximiser les opportunités déjà créées par les réseaux sociaux?
 - Comment le projet d'intervention peut-il s'adapter à l'évolution des réseaux?

Il existe quelques outils d'évaluation spécifiquement adaptés au contexte de politiques publiques. Par exemple, le Social Capital Impact Assessment (SCIA) développé par le Saguaro Seminar permet d'analyser

l'impact de la mise en œuvre d'un programme ou de l'implantation d'un projet sur le capital social. L'Annexe 15 présente les critères utilisés pour l'évaluation.

3.2.6 Projets de démonstration de politiques novatrices sur le capital social

De plus en plus de pays recourent aux projets pilotes ou à la démonstration sociale pour expérimenter et évaluer l'effet de nouvelles politiques ou programmes majeurs afin d'en permettre l'ajustement avant leur mise en œuvre à grande échelle. Dans son rapport sur la modernisation du gouvernement, l'unité responsable de la performance et de l'innovation au Royaume-Uni a recommandé un usage généralisé des projets pilotes, considérant que les bénéfices de politiques bien rodées compensaient largement les coûts en ressources et en temps impliqués par l'expérimentation (Strategy Unit, 2003). Au Canada, l'usage des projets pilotes est assez courant dans les processus de développement des politiques fédérales.

Il peut être pertinent d'inclure le capital social comme élément d'évaluation dans certains projets d'expérimentation de politiques ou programmes publics. Certains programmes qui sont mis à l'essai visent directement à créer des réseaux; dans ce cas, les variables reliées au capital social constituent le résultat de l'intervention, c'est-à-dire l'objet même de l'évaluation. Dans d'autres situations, la mise en œuvre d'un programme peut, sans viser directement les réseaux, en affecter néanmoins le fonctionnement soit directement ou indirectement. Dans ce cas, les variables reliées au capital social peuvent être introduites dans l'expérimentation à titre de variables de contrôle. On peut alors évaluer l'effet de l'intervention sur le dynamisme des réseaux existants (dans le champ de l'intégration des services par exemple) ou encore sur la capacité des individus à les mobiliser.

L'une des limites souvent mentionnées des études pilotes est leur sensibilité contextuelle, d'où la difficulté de reproduire leurs résultats. En évaluation, on constate souvent, en effet, qu'une même intervention dans différents contextes ressemble davantage à différentes interventions. Il est important de garder cette limite à l'esprit d'autant plus qu'on sait l'importance du contexte sur le capital social. Il importe alors de bien cerner les éléments des contextes dans lesquels on intervient afin de prendre en compte leurs effets sur les résultats obtenus.

Au Canada, le Projet d'innovation en emploi communautaire (PIEC) est un exemple de projet d'expérimentation sociale qui a explicitement introduit le capital social comme variable à explorer, à la fois comme variable dépendante et comme variable explicative. Ce vaste projet entrepris en 2000 par la Société de recherche sociale appliquée (SRSA) sur une durée de huit ans, vise à évaluer la performance d'un nouveau programme fédéral en matière d'insertion économique. Il consiste à garantir à 1500 volontaires, tous prestataires d'assurance-emploi et d'aide au revenu, un « salaire communautaire » en échange de leur participation à certains projets locaux. Chaque projet implique la mobilisation de groupes locaux afin d'offrir des emplois aux participants, en contre partie desquels ils reçoivent un soutien financier et professionnel. Les participants, quant à eux, acquièrent une expérience de travail tout en enrichissant leur capital social par le biais d'un réseau social élargi et renforcé.

L'étude vise à comprendre la dynamique entre l'intervention publique, la formation de capital social et les résultats, tant au niveau individuel que collectif. La dimension « capital social » est introduite à différents moments de l'évaluation, à la fois comme variable dépendante, pour évaluer les effets du programme sur les réseaux à l'œuvre, et comme variable indépendante afin d'étudier l'incidence des réseaux sur les résultats individuels et collectifs. L'employabilité des participants (résultat individuel) est étudiée sur la base de la structure de leur réseau social (taille, densité et diversité) et des ressources auxquelles il donne accès (aide pour trouver un emploi, conseils professionnels, soutien émotif, aide domestique). Un générateur de ressources est utilisé afin de recueillir ces données. Au plan des résultats collectifs, l'étude veut évaluer la vitalité des organismes du milieu et leur capacité à offrir et à maintenir des emplois.

Quant aux retombées du programme, elles sont évaluées grâce à la nature prospective de l'étude. La configuration des réseaux sociaux des participants, de même que celle des organismes locaux, est évaluée avant puis après l'intervention. L'effet médiateur des réseaux sociaux sur l'employabilité et le dynamisme local est ainsi isolé en comparant les résultats entre les groupes expérimentaux et les groupes témoins.

PARTIE 4 : CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

4.1 Conclusion

Nous sommes actuellement à une étape charnière dans le développement de mesures du capital social. Au plan théorique, les concepts sont relativement nouveaux et peu d'hypothèses ont été mises à l'épreuve. À l'inverse, au plan empirique, nous disposons d'une panoplie de données récentes mais développées le plus souvent indépendamment d'un cadre analytique approprié. La recherche sur le capital social procède donc sur deux fronts : celui de la déduction théorique et celui de l'induction empirique. La difficulté est de faire converger les conclusions qui découlent de cette situation, d'autant plus que le capital social est approché à partir d'angles d'analyse souvent assez différents. Comme le mentionnent Grootaert *et al.* en référence à ce champ de recherche :

« Some debates, of course, cannot be resolved empirically, and what one chooses to measure (or not) is itself necessarily a product of a particular set of guiding assumptions. Nevertheless, conceptual debates cannot be resolved in an empirical vacuum » (2004: 1).

La tendance actuelle est d'aborder le capital social sous l'angle de la *participation*, surtout la participation civique. Nous croyons que les données et les indicateurs qui se limitent à cette dimension restreignent la valeur explicative du concept du capital social, car ils n'abordent qu'une partie seulement des phénomènes de coopération. En outre, l'approche participationniste du capital social ne permet pas de comprendre les mécanismes par lesquels les groupes et associations civiques créent du capital social (Hopkins, 2002).

En fait, peu de données permettent d'évaluer la *contribution du capital social à des questions de politiques publiques précises*, et encore moins d'estimer *l'impact potentiel des interventions publiques sur le capital social*. Au mieux, les données actuelles donnent une idée des manifestations du capital social auprès de sous-groupes de la population de sorte que nous en savons très peu sur les manières

dont le capital social opère. Il est possible qu'à l'étape où nous en sommes, la théorie du capital social ne puisse être revisitée qu'à partir d'une base empirique qui s'appuiera sur des études exploratoires, voire inductives, quant au rôle que joue les réseaux sociaux à l'égard d'enjeux bien spécifiques et de l'effet des politiques sur le fonctionnement de ces réseaux.

Au cours des années qui viennent, c'est précisément dans cette direction que le gouvernement a intérêt à diriger ses efforts. D'un point de vue de politique publique, l'intérêt pour le capital social ne doit donc pas se limiter à son étude comme objet de recherche; des gains substantiels peuvent être réalisés en introduisant le concept à titre *d'outil heuristique* dans les processus de développement, de mise en œuvre et d'évaluation de l'intervention publique (Evans, 2004). En ce sens, les efforts des ministères fédéraux devraient être prioritairement articulés autour de la *prise en compte systématique des dynamiques relationnelles et des réseaux de coopération à différentes étapes du processus d'élaboration de politiques*, de façon à pouvoir miser davantage sur leur contribution au sort des individus et des collectivités. Les interconnexions entre le capital social et les politiques publiques devraient être incluses au sein des programmes de recherche existants et futurs des ministères plutôt qu'être l'objet d'un agenda de recherche en soi.

Le concept du capital social est important pour le gouvernement du Canada parce qu'il rassemble les justifications théoriques et empiriques nécessaires pour la prise en compte du lien social comme ingrédient potentiellement important du bien-être et de la prospérité de la société.

Afin de guider les efforts dans cette direction, le PRP soutient qu'un *cadre opérationnel fondé sur les réseaux sociaux est particulièrement utile* parce qu'il offre une porte d'entrée concrète sur la notion du lien social à la fois à l'échelle des individus et des collectivités. Une entrée par les réseaux de relations sociales permet de saisir l'aspect relationnel dans

différentes sphères de la vie, incluant dans la sphère de la participation : relations entre proches, relations sociales plus larges, relations de travail, relations communautaires, réseaux de contacts, réseaux d'affaire, réseaux locaux, réseaux de coopération, partenariats, concertation, etc.

4.2 Recommandations

Afin de promouvoir l'utilité du concept de capital social pour des fins d'élaboration et d'évaluation de politiques publiques au sein du gouvernement fédéral, le Projet de recherche sur les politiques soumet les recommandations suivantes concernant l'investigation et la mesure du capital social :

Grandes recommandations pour la mesure du capital social

1. Lorsque cela est approprié, le gouvernement devrait intégrer le capital social à l'élaboration des plans de recherche, au développement de données et aux projets d'analyse et d'évaluation des politiques publiques;
2. L'adoption d'une approche capital social requiert l'investigation de trois aspects prioritaires :
 - a) Documenter *l'existence des réseaux sociaux* à l'échelle des individus et/ou des groupes pour mieux identifier la présence et les manifestations du capital social;
 - b) Investiguer les *conditions de fonctionnement et de mobilisation des réseaux sociaux* pour mieux comprendre comment le capital social opère, et pour qui il est profitable;
 - c) Évaluer le *potentiel productif des réseaux sociaux dans des contextes précis* pour comprendre la contribution du capital social à des enjeux spécifiques.
3. Différentes méthodes d'investigation du capital social sont suggérées en fonction des besoins spécifiques aux différents domaines de politiques :
 - a) Les populations vulnérables à risque d'exclusion;
 - b) Les grandes transitions de vie;
 - c) Le développement communautaire et la revitalisation rurale.

Reprenons plus en détail ces recommandations :

1. Intégrer, lorsque cela est approprié, une dimension « capital social » à la recherche, aux projets de développement de données ainsi que dans l'analyse ou l'évaluation des programmes et politiques

Il est possible que la façon la plus prometteuse de prendre en compte la contribution du capital social face à différents défis de politique publique, soit non pas de développer un seul projet de recherche gouvernemental centré uniquement sur le capital social, mais plutôt d'intégrer une perspective fondée sur le capital social dans l'élaboration des différents projets ou de plans de recherche des ministères. Il s'agit d'utiliser le concept plus ou moins comme une « lentille » pour s'assurer de la prise en compte de l'existence et du fonctionnement des réseaux sociaux dans des activités d'intervention publique. Cela peut inclure le développement d'indicateurs de capital social dans les cadres d'évaluation de programmes mais il peut aussi être très pertinent d'introduire de façon plus explicite et systématique les réseaux sociaux comme variable à explorer au sein de nouveaux projets d'enquête, d'études de cas ou de projets de démonstration sociale lorsque ceux-ci sont susceptibles d'avoir un impact sur les résultats d'un programme.

2a. Documenter l'existence des réseaux sociaux à l'échelle des individus et/ou des groupes pour mieux identifier la présence et les manifestations du capital social

L'analyse des réseaux sociaux dispose d'un champ conceptuel et d'un outillage diversifié qui permettent d'appréhender à la fois les propriétés structurelles et les propriétés dynamiques des réseaux, tant à l'échelle des individus qu'à l'échelle des collectivités. On a tout intérêt à miser sur les acquis de cette discipline pour apporter une contribution à la théorie du capital social sur une base empirique. Au niveau des individus, un certain nombre d'indicateurs permettent de documenter les manifestations du capital social de façon relativement précise. Une direction de recherche utile serait d'identifier plus systématiquement quels indicateurs sont les plus pertinents dans un champ d'intervention donné ou

face à des problématiques spécifiques qui répondent à des préoccupations de politiques publiques. Par exemple, quels types de réseaux sont essentiels en matière de vieillissement sain, de développement de l'enfance, d'insertion sur le marché du travail, d'intégration culturelle, etc.?

Au plan du capital social collectif, les réseaux de coopération entre groupes et associations sont encore peu explorés comme forme de capital social bien que le gouvernement fédéral se montre de plus en plus intéressé à soutenir le développement des capacités collectives et de la vitalité des communautés. Les ministères pourraient trouver dans ces réseaux, notamment dans les réseaux territoriaux, des lieux intéressants pour la convergence et l'harmonisation de diverses interventions publiques. Afin de mieux guider le rôle du gouvernement à cet égard, il serait utile d'explorer plus à fond la contribution du capital social collectif aux défis que rencontrent certaines communautés.

2b. Investiguer les conditions de fonctionnement et de mobilisation des réseaux sociaux pour mieux comprendre comment le capital social opère

Dans tous les domaines d'intervention et à tous les niveaux, la connaissance empirique sur les propriétés dynamiques du capital social est déficiente. Les manières dont le capital social est créé et utilisé par différents sous-groupes de la population peuvent souvent être plus importantes, du point de vue de politique publique, que la quantité ou la forme de capital social comme telles. L'investigation des conditions de fonctionnement et de mobilisation des réseaux permettrait de savoir dans quelles circonstances les individus ont recours à leurs réseaux ou dans quelles circonstances de nouveaux réseaux sont créés (par exemple, le réseautage d'organismes communautaires), quels sont les éléments qui facilitent ou font obstacle à l'utilisation des réseaux, et dans quelle mesure le gouvernement pourrait ou devrait créer des conditions favorables.

2c. Évaluer le potentiel productif des réseaux sociaux dans des contextes précis pour comprendre la contribution du capital social à des enjeux spécifiques

Enfin, la direction la plus ambitieuse en terme d'investigation du capital social consiste à tenter d'établir des liens clairs entre la présence de capital social et des résultats socio-économiques et de santé spécifiques dans le contexte canadien. L'évaluation du potentiel productif du capital social doit reposer sur la vérification d'hypothèses fortes quant aux réseaux à titre de variable explicative, et partir de l'identification de questions de recherche relativement précises. Il pourrait être pertinent pour les ministères d'identifier des enjeux de politiques publiques interreliés car un travail d'investigation qui requiert l'établissement de liens de causalité requiert généralement des méthodes complexes et coûteuses. Par exemple, une enquête longitudinale sur les jeunes pourrait documenter le rôle des réseaux dans trois ou quatre domaines de leur vie comme par exemple la réussite scolaire, l'intégration sociale, la participation civique et la transition à la vie adulte. Au niveau du capital social collectif, on pourrait développer des études de cas qui s'inspirent de résultats de recherche comme ceux de Browne *et al.* de l'Université McMaster, par exemple, qui a montré comment les réseaux locaux sont utiles pour mettre en œuvre de manière intégrée différents programmes dans les champs de la santé, des services sociaux, de l'employabilité, des services de garde et des services récréatifs auprès de mères bénéficiaires de l'aide sociale (Browne, 2002).

3. Choisir les instruments de mesure du capital social en fonction des grands domaines de politiques

D'aucuns s'entendent pour dire que la recherche sur le capital social, du moins à l'étape actuelle, bénéficiera considérablement de méthodes d'investigation multiples qui permettront de consolider sur plusieurs fronts en même temps la contribution

des connaissances empiriques à la théorie. Le choix des instruments de mesure du capital social dépend des objectifs que visent les politiques publiques et des besoins propres au domaine d'intervention. Le PRP a identifié trois grands domaines de politiques publiques qui sont plus directement interpellés par la recherche sur le capital social et propose différentes méthodes d'investigation du capital social pour chacun des domaines¹³.

3a. Les populations vulnérables à risque d'exclusion

Les personnes âgées, les jeunes à risque de décrochage, la petite enfance, les personnes handicapées, les nouveaux arrivants, les chômeurs chroniques ou les personnes en situation de pauvreté, les familles monoparentales et autres segments de la population canadienne sont considérés comme étant vulnérables ou à risque d'exclusion. Un grand nombre de politiques sociales sont mises en œuvre par le gouvernement fédéral pour tenter de renforcer la capacité de ces personnes à surmonter les obstacles qui les empêchent de s'intégrer pleinement à la société. Comme nous l'avons vu à la section 2.2.3, les problématiques auxquelles font face ces différents sous-groupes défavorisés sont très différentes et, bien qu'elles requièrent également différentes stratégies d'intervention, toutes peuvent cependant bénéficier, à divers degrés, de la contribution du capital social.

Pour investiguer le rôle du capital social pour ces populations spécifiques, il est important de travailler avec des instruments méthodologiques adaptés aux réalités auxquelles elles font face plutôt que d'utiliser des outils génériques. Par exemple, la nature des questions sur les réseaux devrait être différente si l'on s'intéresse à l'influence de l'entourage chez les jeunes ou si l'on s'intéresse au type de soutien que reçoivent les personnes âgées, et ce, quelle que soit la méthode utilisée. Au Canada, ce sont les enquêtes de type thématique qui sont les véhicules privilégiés pour investiguer ces problématiques. La plupart de ces enquêtes incluent déjà des questions sur les liens et le soutien social mais celles-ci sont relativement

uniformisées, notamment parce que les agences statistiques préfèrent réutiliser des questions existantes pour assurer la comparabilité des données entre les enquêtes et dans le temps.

Une avenue plus prometteuse d'investigation du capital social serait de développer de nouveaux modules sur les réseaux sociaux plus complets et adaptés aux sujets de ces enquêtes. Le recours à des techniques novatrices, telle que les générateurs (de noms, de positions, de ressources, par contexte), l'utilisation de modules qualitatifs ou le recours à des variables dynamiques qui permettraient de donner une idée du fonctionnement de ces réseaux pourraient être considérés. Les projets de démonstration de politiques sociales qui incluent les réseaux à titre de variable de contrôle et qui peuvent prendre en compte le rôle du contexte pourraient être davantage explorés afin de mieux comprendre l'effet différencié de programmes d'intervention auprès de ces populations vulnérables.

3b. Les grandes transitions de vie

Les grandes transitions de vie constituent un second grand domaine d'intérêt pour les politiques publiques canadiennes interpellées par le concept du capital social. Le passage de l'école au marché du travail, les grands changements reliés à la famille, la transition à la retraite puis la perte de l'autonomie constituent tous des moments d'incertitude et d'instabilité qui, bien qu'ils soient le lot de la plupart des personnes, sont toutefois vécus avec plus ou moins de facilité par chacun. Nous savons que les réseaux jouent un rôle important pour aider les individus à surmonter ces étapes importantes de la vie, mais les données actuellement disponibles au Canada ne nous permettent pas de savoir exactement comment, de sorte qu'il est encore difficile de développer des politiques ou des programmes qui permettraient d'en maximiser le potentiel.

Comme les transitions de vie sont généralement étudiées via de grandes enquêtes longitudinales, celles-ci constitueraient des véhicules privilégiés pour inclure des questions uniformisées sur les réseaux sociaux, c'est-à-dire des questions qui pourraient être reprises intégralement dans différentes

enquêtes sur les transitions de vie. Cela permettrait non seulement de comprendre l'impact des réseaux tout au long du parcours de vie mais aussi d'étudier l'impact des transitions elles-mêmes sur les réseaux et leur fonctionnement. L'enquête longitudinale est le véhicule par excellence pour documenter l'aspect dynamique des réseaux. Même si la plupart des grandes enquêtes longitudinales contiennent déjà des questions sur les liens et le soutien social, il n'est pas impossible de les revisiter sans pour autant affecter la comparabilité longitudinale de l'enquête.

Le type d'effort déployé présentement pour créer un ensemble de questions uniformisées sur le capital social dans une perspective participationniste pourrait aussi être dirigé vers l'investigation des réseaux sociaux. Il serait opportun pour le Canada de joindre les efforts des pays membres de l'International Social Survey Program et de l'Enquête sociale générale des États-Unis pour poursuivre le développement d'instruments permettant de produire des données fiables, complètes et uniformisées sur les réseaux.

3c. Le développement communautaire

Le gouvernement fédéral reconnaît de plus en plus le rôle du développement communautaire pour la croissance économique et la réduction des inégalités sociales. L'intérêt considérable accordé récemment

à l'économie sociale comme un secteur d'activités porteur de solutions adaptées aux problèmes des communautés locales en témoigne. L'une des priorités du gouvernement à cet égard est de soutenir les réseaux de coopération qui s'établissent entre divers acteurs communautaires de la scène locale, régionale et nationale, de même qu'avec les secteurs privé, parapublic et public. L'échelle d'intervention du secteur communautaire en a facilité sa documentation en termes d'études de cas, notamment par les milieux universitaires et de la recherche. Si le concept de capital social n'a pas toujours été utilisé, il n'en demeure pas moins qu'il existe présentement toute une panoplie d'études de cas sur les avantages et limites du réseautage d'organismes du milieu pour adresser différentes questions reliées au développement communautaire ou à la revitalisation rurale. L'inventaire de ces études pour fins de méta analyse est certainement une direction d'investigation à privilégier. Il est aussi possible que le développement de nouvelles études de cas soit nécessaire afin de mieux comprendre certaines dynamiques particulières qui peuvent expliquer l'essor ou le déclin de certaines communautés. Par ailleurs, le recours à l'enquête auprès des groupes et associations pourra également fournir des informations utiles quant aux dynamiques associatives qui résultent des réseaux collectifs.

ANNEXE 1

Le Social Capital Assessment Tool (SCAT) de la Banque mondiale

Le Social Capital Assessment Tool (SOCAT) est un ensemble d'instruments conçus pour mesurer les niveaux de capital social dans les collectivités, les ménages et les organisations. Trois manuels sont disponibles contenant des renseignements détaillés sur les contenus des instruments, la façon de les utiliser sur le terrain et d'en analyser les résultats. Les éléments suivants font partie du SOCAT :

1. Un guide d'entrevue pour dresser le profil de la collectivité et un inventaire de ses actifs :

Le profil communautaire aide le chercheur à se familiariser avec les caractéristiques et les difficultés de la collectivité liées au capital social, auxquelles il peut se référer dans les dernières phases de la collecte de données. Les principales sources de renseignements pour établir le profil de la collectivité sont les suivantes :

- cartes communautaires indiquant l'emplacement des biens et services;
- notes d'observation du fonctionnement des groupes et résumé des questions discutées;
- liste des caractéristiques positives des biens et services communautaires;
- liste des caractéristiques négatives des biens et services communautaires;
- liste de toutes les institutions communautaires officielles et officieuses;

- étude de cas d'une action communautaire collective;
- diagrammes institutionnels (Venn) de l'impact relatif et de l'accessibilité; et
- diagrammes institutionnels (Web) des relations au sein du réseau institutionnel.

2. Un questionnaire à l'intention des collectivités.

3. Un questionnaire à l'intention des ménages.

4. Un guide d'entrevue pour dresser le profil organisationnel : Le profil organisationnel vise à repérer les relations et les réseaux qui existent entre les institutions officielles et officieuses à l'œuvre dans la collectivité, et qui servent à mesurer le capital social structurel.

5. Une feuille de notation des profils organisationnels.

Source : Le SOCAT peut être téléchargé intégralement à partir du site web de la Banque mondiale <<http://lnweb18.worldbank.org/ESSD/sdvext.nsf/09ByDocName/SocialCapitalMeasurementToolsSOCAT>>.

Les documents énumérés ci-dessus figurent également à l'Annexe 1 de l'étude de Grootaert et van Bastelaer (2002).

ANNEXE 2

Indicateurs de capital social proposés par le Groupe de Sienna à partir d'un module de questions uniformisées

1. Participation sociale
 - 1.1 Type de groupe auquel le répondant participe
 - 1.2 Nature de la participation active à des groupes
 - 1.3 Nature de la participation, selon le type de groupe
- Autre option :
 - 1.4 a) Type de groupe auquel le répondant participe activement
 - b) Fréquence de la participation active, selon le type de groupe
 - c) Nature de la participation active, selon le type de groupe
2. Soutien social
 - 2.1 Type d'aide informelle non rémunérée fournie à des personnes ne faisant pas partie du ménage
 - 2.2 Fréquence de l'aide informelle non rémunérée fournie à des personnes ne faisant pas partie du ménage, selon le type d'aide
 - 2.3 Type d'aide informelle non rémunérée reçue par des personnes ne faisant pas partie du ménage
 - 2.4 Fréquence de l'aide informelle non rémunérée reçue de personnes ne faisant pas partie du ménage, selon le type d'aide
3. Réseaux sociaux
 - 3.1 Fréquence des contacts avec des amis, des proches ou des collègues de travail
 - 3.2 Fréquence des contacts avec des amis, des proches et des voisins, selon le type de contact
4. Participation communautaire
 - 4.1 a) Engagement dans l'action communautaire (enjeux nationaux)
 - b) Engagement dans l'action communautaire (non restreint aux enjeux nationaux)
 - 4.2 a) A voté lors des plus récentes élections nationales
 - b) A voté lors des plus récentes élections, selon le palier de gouvernement

Source : Zukewich et Norris (2005).

ANNEXE 3

Indicateurs de capital social construits à partir du cadre conceptuel de l'Australian Bureau of Statistics

Qualités des réseaux		
Normes		But commun
Confiance et fiabilité	Coopération	Participation sociale
Confiance généralisée	Soutien communautaire	Participation à des activités sociales
Confiance informelle	Densité et transparence	Obstacles à la participation sociale
Confiance dans les institutions	Coopération à la conservation de l'eau et de l'électricité	Appartenance à des clubs, des organisations ou des associations
Fiabilité généralisée	Soutien à des événements communautaires	Participation active à des clubs, des organisations ou des associations
Sentiments de sécurité lors de l'utilisation des transports en commun	Attitude face à la capacité de la collectivité de prendre des décisions	Nombre de clubs, d'organisations ou d'associations auxquels la personne participe activement
Sentiments de sécurité dans la rue	Attitude face à la coopération sociale et communautaire	Affiliation religieuse
Sentiments de sécurité à la maison, une fois la nuit tombée		Pratique religieuse
Réciprocité	Acceptation de la diversité et ouverture à tous	Durée de la pratique religieuse
Participation communautaire	Amitiés	Participation civique
Impression de réciprocité dans la collectivité	Caractère transitoire/mobilité	Niveau de participation communautaire
Don de temps et d'argent	Acceptation des différents styles de vie	Temps consacré aux activités de participation communautaire
Attitude quant à la contribution à la collectivité	Soutien à la diversité culturelle	Appartenance à des clubs, des organisations ou des associations
Sentiment d'efficacité	Diversité des groupes	Participation active à des clubs, des organisations ou des associations
Impression d'efficacité communautaire	Expressions de comportements négatifs à l'égard de la diversité culturelle	Nombre de groupes auxquels la personne participe
Sentiment d'efficacité personnelle dans la collectivité	Impression de changement dans les attitudes négatives à l'égard de la diversité culturelle	Participation à un comité
Efficacité personnelle/communautaire	Attitude à l'égard de la pratique de la diversité linguistique	Obstacles à la participation communautaire
Efficacité dans la prise de décisions locales		Niveau de participation à des groupes, des clubs et des organisations
Impression d'efficacité		Connaissance des affaires courantes et des événements de l'actualité
		Appartenance à un syndicat
		Exercice du droit de vote
		Représentativité du gouvernement
		Appartenance aux partis politiques
		Naturalisation des citoyens

Qualités des réseaux		Structure des réseaux	
But commun			
Soutien communautaire	Taille des réseaux	Caractère transitoire/mobilité	
Fournir de l'aide à l'extérieur du ménage	Source d'aide lors d'une crise	Durée de la résidence dans la localité actuelle	
Fournir de l'aide à l'intérieur du ménage	Parents ou amis proches qui vivent à proximité	Mobilité géographique	
Participation à des travaux et activités bénévoles	Relations avec les voisins	Changements dans l'intensité de la participation à des organisations	
Fréquence du travail bénévole	Liens avec les institutions	Changements dans l'intensité de la participation à l'organisation au sein de laquelle la personne est la plus active	
Heures consacrées annuellement au travail bénévole	Fréquence et intensité des communications à l'intérieur des réseaux et mode de communication	Durée de la participation à l'organisation au sein de laquelle la personne est la plus active	
Dons personnels à une organisation ou un organisme de bienfaisance		Expériences des activités de soutien social et communautaire durant l'enfance et l'adolescence	
Dons d'entreprise à une organisation ou un organisme de bienfaisance	Fréquence des contacts face à face avec des parents	Enfance et adolescence – travail bénévole des parents	
Appartenance à des clubs, des organisations ou des associations	Fréquence des contacts face à face avec des amis	Enfance et adolescence – type de région de résidence	
Amitiés	Fréquence des contacts téléphoniques avec des parents	Mobilité géographique durant l'enfance et l'adolescence	
	Fréquence des contacts téléphoniques avec des amis	Relations de pouvoir	
Nombre de parents proches	Fréquence des contacts par courrier électronique et Internet avec des parents	Contact avec des organisations	
Nombre d'amis proches	Fréquence des contacts par courrier électronique et Internet avec des amis	Impression d'avoir accès aux services et installations publics	
Nombre d'amis autres que les amis proches	Fréquence des autres formes de communication avec des parents	Sentiment personnel d'efficacité	
Satisfaction par rapport aux amitiés	Fréquence des autres formes de communication avec des amis	Mentorat	
Amitiés nouées au travail	Communication dans le cadre des salons de clavardage sur Internet		
Participation économique	Densité et transparence		
	Taux d'activité	Nature des réseaux informels – famille et amis	
	Anciens collègues de travail dans le réseau social actuel	Nature des réseaux informels – amis	
	Confiance dans les collègues de travail	Densité des réseaux formels	
	Amis et parents comme sources de financement et d'information sur les affaires		
	Utilisation des magasins locaux et d'autres services locaux		
	Appartenance et participation à des syndicats, des associations professionnelles		
	Appartenance à des coopératives		
	Appartenance à des organisations de troc		

Transactions dans les réseaux		Types de réseaux
Entraide	Autres types de transactions	
Aide matérielle et financière, soutien psychologique et encouragement	Échanges de connaissances et d'informations, et présentations à d'autres personnes	Liens d'attachement
Aide fournie Aide reçue Aide fournie à un collègue de travail Aide attendue d'un collègue de travail Capacité de demander de l'aide	Utilisation d'Internet pour communiquer avec le gouvernement Amis et parents comme sources de renseignements lors d'une recherche d'emploi Méthodes de recherche d'emploi Source d'information pour prendre une décision concernant sa vie	Homogénéité des groupes Densité des réseaux formels
Intégration dans la collectivité	Négociation	Liens d'acointances
Installations communautaires fournies et utilisées Présence à des événements communautaires Sentiment d'appartenance à un groupe ethnique ou culturel, à un État ou territoire et à l'Australie Perception du caractère accueillant de la collectivité Élargissement des réseaux de connaissances et d'amis dans la région locale	Règlement de différends par la discussion Confiance dans les mécanismes de règlement des différends Volonté de recourir à la médiation Recherche de solutions à des problèmes locaux	Diversité des groupes Densité des réseaux formels Ouverture d'esprit de la collectivité locale Faibles liens d'acointances
Action commune	Application de sanctions	Liens instrumentaux
Prendre des mesures en collaboration avec d'autres afin de résoudre des problèmes locaux Participation au développement d'un nouveau service dans la région locale Participation à un groupe favorisant une réforme sociale ou politique	Impression quant à la volonté d'intervenir dans le cas d'un comportement antisocial Disposition à laisser passer le comportement hors normes	Liens avec les institutions
		Isolement
		Manque d'activité en groupe Sentiments d'isolement social

Source : Adapté à partir du document *Australian Social Capital Framework and Indicators*, Australian Bureau of Statistics (2004).

ANNEXE 4

Indicateurs de capital social construits à partir du cadre conceptuel du PRP

Éléments du capital social à mesurer		Capital social individuel	
		Réseaux interpersonnelles	
Présence du capital social	Propriétés structurelles des réseaux	Taille du réseau	Nombre de personnes avec qui on entretient différents types de relations : personnes proches, moins proches, simples connaissances, voisins, collègues de travail, etc.
		Densité du réseau	Degré d'interconnexion entre les membres du réseau
		Diversité du réseau	Hétérogénéité du statut socio-économique des membres du réseau
		Fréquence des relations	Nombre et durée des contacts entre les membres d'un réseau
		Intensité des relations	Force et nature d'une relation en terme d'investissement émotionnel (faibles-fortes)
		Proximité spatiale des membres	Membres qui entretiennent des relations en face-à-face sur une base régulière
Fonctionnement du capital social	Propriétés dynamiques des réseaux	Mobilisation du réseau : conditions d'accès aux ressources	Présence ou absence de solutions de rechange, sentiment de dépendance, expression d'une difficulté de demander de l'aide, évaluation des limites de la capacité d'aide, etc.
		Mobilisation du réseau : écart entre les ressources perçues et les ressources mobilisées	Anticipation du soutien/ressources disponibles et questionnement sur le soutien/ressources réellement reçus
		Compétences relationnelles et conditions d'insertion sociale	Habilités relationnelles et effet des événements dans le parcours de vie
		Normes et règles internes au réseau	Normes : dimensions culturelles et éthiques des rapports entre les membres d'un réseau (ex. confiance, appartenance, tolérance, inclusion, etc) Règles : réciprocité, symétrie, égalité, transitivity
Contexte externe dans lequel le réseau social opère	Structures et arrangements institutionnels	Arrangements formels ou informels qui favorisent ou font obstacle à la création de liens et à l'insertion sociale	

Capital social collectif	
Réseaux intra-organisationnels	Réseaux inter-organisationnels
Nombre de membres dans l'organisation	Nombre de partenaires dans le réseau
Degré d'interconnexion entre les membres de l'organisation	Degré d'interconnexion entre les partenaires du réseau
Hétérogénéité du statut socio-économique des membres de l'organisation	Hétérogénéité du type d'organismes membres du réseau
Nombre et durée des contacts entre les membres de l'organisation	Fréquence des communications entre les groupes et nombre d'activités de réseautage
Force et nature des relations de travail	Force et nature des relations partenariales
Membres qui entretiennent des relations en face-à-face sur une base régulière	Membres qui interviennent sur un même territoire
Autonomie et interdépendance des membres de l'organisation	Autonomie et interdépendance des partenaires
Anticipation du soutien/ressources disponibles et questionnement sur le soutien/ressources réellement reçus	Anticipation du soutien/ressources disponibles et questionnement sur le soutien/ressources réellement reçus
Stabilité des relations à l'intérieur de l'organisation en lien avec les événements qui marquent son évolution	Stabilité des relations entre les partenaires en lien avec des étapes importantes du projet collectif
Qualité et aspect démocratique des interactions, ouverture et respect des acteurs, perception commune des enjeux, confiance en la contribution de chacun des membres de l'organisation	Qualité et aspect démocratique des interactions, ouverture et respect des acteurs, perception commune des enjeux, confiance en la contribution de chacun des partenaires
Arrangements formels ou informels qui favorisent ou font obstacle aux échanges et à la collaboration entre les membres de l'organisation	Arrangements formels ou informels qui favorisent ou font obstacle à la création et au fonctionnement du réseau de partenaires

ANNEXE 5

Mesure de l'isolement social

L'échelle de solitude de la UCLA

Cette échelle a été créée dans le but d'évaluer les sentiments subjectifs de solitude ou d'isolement social. C'est la mesure de la solitude la plus généralement utilisée.

Instructions : Les énoncés suivants décrivent les sentiments que les gens éprouvent parfois. Veuillez indiquer, pour chacun, combien souvent vous éprouvez le sentiment décrit en insérant un chiffre dans l'espace fourni. Voici un exemple :

Combien souvent vous sentez-vous heureux/euse?
(jamais, rarement, parfois, toujours)

1. Combien souvent vous sentez-vous « en harmonie » avec les personnes qui vous entourent?
2. Combien souvent sentez-vous que vous manquez de compagnie?
3. Combien souvent sentez-vous qu'il n'y a personne vers qui vous pouvez vous tourner?
4. Combien souvent vous sentez-vous seul(e)?
5. Combien souvent vous sentez-vous membre d'un groupe d'amis?
6. Combien souvent sentez-vous que vous avez beaucoup en commun avec les personnes qui vous entourent?
7. Combien souvent sentez-vous que vous n'êtes plus proche de personne?
8. Combien souvent sentez-vous que vos intérêts et vos idées ne sont pas partagés par les personnes qui vous entourent?
9. Combien souvent vous sentez-vous ouvert(e) et amical(e)?
10. Combien souvent vous sentez-vous proche des gens?
11. Combien souvent vous sentez-vous exclu(e)?
12. Combien souvent sentez-vous que vos relations avec autrui ne sont pas sérieuses?
13. Combien souvent sentez-vous que personne ne vous connaît réellement bien?
14. Combien souvent vous sentez-vous isolé(e) des autres?
15. Combien souvent sentez-vous que vous pouvez trouver de la compagnie si vous le voulez?
16. Combien souvent sentez-vous qu'il y a des gens qui vous comprennent réellement?
17. Combien souvent vous sentez-vous timide?
18. Combien souvent sentez-vous que des gens vous entourent, mais qu'ils ne sont pas avec vous?
19. Combien souvent sentez-vous qu'il y a des gens à qui vous pouvez parler?
20. Combien souvent sentez-vous qu'il y a des gens vers qui vous pouvez vous tourner?

Source : Russell, D. W. (1996).

Note : Cette traduction de l'anglais a été réalisée à titre d'illustration seulement pour les fins de ce rapport et ne doit pas être appliquée sans être préalablement testée.

ANNEXE 6

Mesures de la personnalité et des compétences relationnelles

Échelle du sentiment de maîtrise de Pearlin et Schooler (1978)

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou non avec les énoncés suivants? (Fortement d'accord à fortement en désaccord)

1. J'ai peu ou pas de contrôle sur les choses qui m'arrivent.
2. Il m'est impossible de résoudre certains de mes problèmes.
3. Je ne peux pas faire grande chose pour changer certaines des choses importantes dans ma vie.
4. Je me sens souvent incapable de faire face aux problèmes de la vie.
5. Je me sens parfois bousculé(e) dans la vie.
6. Ce qui m'arrivera dans l'avenir dépend en grande partie de moi-même.
7. Je peux faire à peu près tout ce à quoi je m'applique.

Échelle d'amour-propre de Rosenberg (1965)

Vous trouverez ci-après une liste d'énoncés portant sur vos sentiments généraux envers vous-même. (fortement d'accord, d'accord, en désaccord, fortement en désaccord)

1. Dans l'ensemble, je suis satisfait(e) de moi-même.
2. À certains moments, je pense que je ne vauds rien du tout.
3. J'estime avoir plusieurs bonnes qualités.
4. Je peux faire les choses aussi bien que la plupart des autres gens.
5. J'estime que j'ai peu de raisons d'être fier/fière.
6. Je me sens certainement inutile par moments.
7. J'estime être une personne de valeur, au moins à un niveau égal à autrui.
8. Je voudrais avoir plus de respect pour moi-même.
9. Tout compte fait, je suis porté(e) à penser que je suis un(e) raté(e).
10. J'adopte une attitude positive envers moi-même.

Échelle de timidité révisée de Cheek et Buss (1983)

Veillez lire attentivement chaque énoncé et déterminer dans quelle mesure il est caractéristique de vos sentiments et de votre comportement. (très peu caractéristique, peu caractéristique, neutre, caractéristique, très caractéristique)

1. Je me sens tendu(e) lorsque je suis avec des gens que je ne connais pas bien.
2. Je suis quelque peu gauche en société.
3. Je ne trouve pas difficile de demander des renseignements à d'autres personnes.
4. Je suis souvent mal à l'aise à des réceptions ou d'autres activités sociales.
5. Lorsque je me trouve dans un groupe de gens, j'ai de la difficulté à penser à des sujets de conversation appropriés.
6. Je surmonte vite ma timidité dans des situations nouvelles.
7. J'ai de la difficulté à agir naturellement lorsque je rencontre de nouvelles personnes.
8. Je me sens nerveux/euse lorsque je parle à une personne qui occupe un poste de commande.
9. Je n'ai aucun doute quant à ma compétence sociale.
10. J'ai de la difficulté à regarder quelqu'un droit dans les yeux.
11. Je me sens inhibé(e) dans les situations sociales.
12. Je ne trouve pas difficile de parler à des étrangers.
13. Je suis plus timide avec les membres du sexe opposé.

Échelle de sociabilité de Cheek et Buss (1983)

Cheek et Buss (1981) définissent la sociabilité comme une « tendance à s'affilier à autrui et à préférer être avec d'autres personnes plutôt que de rester seul(e) » (traduction, p. 330). Les éléments de l'échelle sont les suivants :

1. J'aime être avec des gens.
2. Je me mêle volontiers avec les gens en société.
3. J'aime mieux travailler avec d'autres que seul(e).
4. Je trouve les gens plus stimulants que n'importe quoi d'autre.
5. Je serais malheureux/euse si j'étais empêché(e) de nouer beaucoup de contacts sociaux.

Sous-échelle d'évitement social et de douleur de Jones, Briggs et Smith (1986)

1. Je suis souvent mal à l'aise à des réceptions et d'autres réunions sociales.
2. Je trouve souvent des prétextes pour éviter les rendez-vous sociaux.
3. Je me sens souvent nerveux/euse lorsque je suis avec un groupe de personnes.
4. J'ai tendance à m'éloigner des gens.
5. Je trouve souvent les rencontres sociales ennuyeuses.
6. Les réceptions me rendent souvent anxieux/euse et mal à l'aise.
7. J'essaie d'éviter les situations qui m'obligent à être très sociable.
8. Je me sens inhibé(e) dans les situations sociales.
9. Je me sens habituellement calme et à l'aise dans les rencontres sociales.
10. Je me sens habituellement détendu(e) lorsque je suis avec un groupe de gens.
11. Je suis quelque peu gauche en société.
12. J'essaie d'éviter les rencontres sociales officielles.

Sous-échelle de facilité sociale de Jones, Briggs et Smith (1986)

1. La plupart des gens me trouvent ouvert(e).
2. Je suis un(e) leader.
3. Je prends souvent les commandes dans des situations de groupe.
4. D'habitude, je communique efficacement.
5. Je suis probablement moins timide que la plupart des gens dans les interactions sociales.
6. J'ai peu de difficulté à me comporter d'une manière assurée, en particulier lorsque cela est à propos ou nécessaire.
7. Je peux exprimer mes opinions efficacement à d'autres personnes.
8. Cela ne me dérange pas de prendre la parole devant un groupe important de personnes.
9. Je suis habituellement une personne qui engage la conversation.
10. Je surmonte vite ma timidité dans les situations nouvelles.
11. Je me fais facilement de nouveaux amis.

Sous-échelle de crainte des autres personnes de niveau élevé (intimidation) de Jones, Briggs et Smith (1986)

1. Je deviens nerveux/euse lorsque je parle à une personne qui occupe un poste de commande.
2. Je deviens nerveux/euse lorsque je dois parler à un enseignant ou à un patron.
3. Je me sens nerveux/euse lorsque je parle à une personne qui occupe un poste de commande.
4. Je me sens nerveux/euse lorsque je dois parler à des personnes qui représentent l'autorité.
5. Je serais nerveux/euse si je participais à une entrevue de recrutement.

Questionnaire de stratégie et d'attribution de Nurmi et autres (1995)

Le questionnaire de stratégie et d'attribution est une mesure autonome des stratégies de comportements social et cognitif. Il comprend 60 énoncés auxquels on demande aux participants d'attribuer une cote sur une échelle à quatre niveaux (4 = fortement d'accord, 1 = fortement en désaccord). Quatre sous-échelles mesurent les stratégies de réussite, soit : (1) attentes de succès; (2) comportement sans rapport avec la tâche; (3) retour de la pensée sur elle-même, et (4) orientation maîtresse. Six sous-échelles différentes mesurent par ailleurs les modes de réaction sociale, soit : (1) évitement social; (2) comportement sans rapport avec la tâche; (3) attentes de succès; (4) pessimisme social; (5) orientation maîtresse, et (6) recherche de soutien social. Voici des exemples des sous-échelles :

Sous-échelle d'attentes de succès

1. Dans la plupart des cas, j'estime que je m'entends bien avec les gens.
2. Les gens établissent habituellement des rapports négatifs avec moi.
3. Je m'entends habituellement bien avec les gens.
4. Je pense que les gens m'aiment bien.

Sous-échelle d'orientation maîtresse

1. On peut seulement arriver à connaître les gens après avoir passé beaucoup de temps avec eux.
2. Il faut habituellement du temps et de la patience pour arriver à connaître et comprendre les gens.
3. Quoi que je fasse, les gens ont toujours une opinion négative de moi.

4. Si, dans un groupe, on ne prend pas les choses facilement, c'est une perte de temps de chercher à écouter et à comprendre les autres.
5. Comprendre une autre personne exige du temps et de la patience.
6. Faire la connaissance d'autres personnes et se faire des amis est souvent une question de chance.
7. On peut même arriver à connaître des gens qui sont plus éloignés, si on est disposé à essayer avec patience.
8. Il est difficile d'influer sur l'acquisition d'amis; les choses « arrivent » simplement.

Sous-échelle de recherche de soutien social

1. Il ne vaut pas la peine de se plaindre de ses soucis aux autres.
2. Je ne m'attends pas souvent à beaucoup d'aide de la part des autres pour résoudre mes problèmes.
3. Lorsque les choses ne vont pas bien, il vaut mieux en parler avec des amis.
4. Je connais des gens qui peuvent m'apporter un soutien.
5. Si l'on a des difficultés, il est utile d'en parler avec une autre personne.
6. C'est bien d'avoir quelqu'un à qui l'on peut parler.

Note : Cette traduction de l'anglais a été réalisée à titre d'illustration seulement pour les fins de ce rapport et ne doit pas être appliquée sans être préalablement testée.

ANNEXE 7

Le générateur/interpréteur de noms – version adaptée pour l'Enquête sociale générale des É-U sur les réseaux sociaux

De temps à autre, la plupart des gens *discutent de sujets importants* avec d'autres. Au cours des six derniers mois, quelles sont les personnes avec qui vous avez discuté de sujets auxquels vous attachez de l'importance? Donnez-moi simplement leurs prénoms ou leurs initiales.

NOM 1 _____

NOM 2 _____

NOM 3...

COMMENCER UNE BOUCLE

130. Veuillez penser aux relations entre les personnes que vous venez tout juste de mentionner. Certaines d'entre elles sont peut-être de parfaits étrangers, en ce sens qu'elles ne se reconnaîtraient pas les unes les autres si elles se rencontraient dans la rue. D'autres sont peut-être spécialement proches, aussi proches ou plus proches entre elles qu'elles ne le sont de vous.

- Pensez d'abord à ces deux personnes (NOM 1 et NOM 2)
 - a) Ces deux personnes (NOM et NOM) sont-elles de parfaits étrangers l'une pour l'autre?
 - b) Sont-elles spécialement proches? Sont-elles aussi proches ou plus proches entre elles qu'elles ne le sont de vous?

130. La personne (NOM) est un homme/une femme? Est-ce exact?

131. La personne (NOM) est-elle asiatique, noire, hispanophone, blanche ou autre?

132. Voici une liste des liens possibles entre les personnes. Certaines personnes peuvent être liées à vous de plus d'une façon. Par exemple, un homme peut être votre frère et être aussi membre de votre groupe religieux et votre avocat. Lorsque je vous lis un nom, veuillez m'énumérer tous les liens entre cette personne et vous-même. Quelle est la nature de votre lien avec cette personne (NOM)? Avez-vous d'autres liens avec elle?

Conjoint ou conjointe	Parent
Frère ou sœur	Enfant
Autre membre de la famille	Collègue
Membre du groupe	Voisin ou voisine
Ami ou amie	Conseiller
Autre	

133. Diriez-vous, qu'en moyenne, vous parlez habituellement à cette personne (NOM) presque tous les jours, au moins une fois par semaine, au moins une fois par mois ou moins d'une fois par mois?

133a) Est-ce que vous-même et cette personne (NOM) appartenez tou(te)s les deux à un ou à plusieurs des mêmes groupes figurant sur la liste?

133b) À quel(s) groupe(s) appartenez-vous tou(te)s les deux? (liste)

133c) Avez-vous fait la connaissance de cette personne (NOM) dans l'un de ces groupes ou ailleurs? Dans lequel de ces groupes avez-vous rencontré cette personne (NOM)?

134. Depuis quand connaissez-vous cette personne (NOM)?
135. Cette carte contient une liste des niveaux généraux de scolarité. À votre connaissance, quel est le niveau de scolarité le plus élevé atteint par cette personne (NOM)? Autant que vous puissiez en juger.
136. Quel âge a cette personne (NOM)? **INSISTER :** Autant que vous puissiez en juger.
137. Quelle est la préférence religieuse de cette personne (NOM)? Est-elle protestante, catholique, juive, d'une autre religion, ou sans religion? Autant que vous puissiez en juger.

Source : Questions adaptées de la General Social Survey on Social Networks, des États-Unis.

Note : Cette traduction de l'anglais a été réalisée à titre d'illustration seulement pour les fins de ce rapport et ne doit pas être appliquée sans être préalablement testée.

ANNEXE 8

Le générateur de positions – version classique développée par Lin

Voici une liste de professions (présenter une carte). Voulez-vous me dire s'il vous plaît si vous connaissez personnellement quelqu'un qui exerce chacune de ces professions.

Profession	1 Connaissez-vous quelqu'un qui exerce cette profession?	2 Depuis combien d'années connaissez-vous cette personne?	3 Quel genre de relations entretenez-vous avec cette personne?	4 Quel est votre degré d'intimité avec cette personne?	5 Sexe de la personne évoquée	6 Profession de la personne
Profession A						
Profession B						
Profession C						
Etc.						

Si vous connaissez plus d'une personne, pensez à celle que vous connaissez depuis le plus longtemps.

Remarque : La liste des professions doit être assez longue et assez ouverte.

Source : Degenne (2004).

ANNEXE 9

Le générateur de positions – version canadienne développée par Erickson

Exemple d'exposé introductif (entrevue face à face ou par téléphone) :

Je vais maintenant vous demander si vous connaissez des gens qui exercent certains métiers et professions, par exemple, si vous connaissez un menuisier. Je vais vous demander si vous connaissez des femmes dans chaque catégorie de travail, et si vous connaissez des hommes. Il n'est pas nécessaire que vous connaissiez très bien ces personnes, mais il faut que vous sachiez leur nom et que vous puissiez les reconnaître de vue et suffisamment bien pour leur adresser la parole.

La liste a été établie en fonction des variations dans le prestige des professions, dans la représentation des hommes et des femmes exerçant ces professions, et en fonction du secteur, tout en évitant les emplois très secondaires. En posant la question, il convient de randomiser l'ordre des professions afin d'éviter les effets de cet ordre.

PROFESSIONS SUPÉRIEURES

Avocat
Enseignant à l'école secondaire
Dentiste
Pharmacien

CADRES INTERMÉDIAIRES

Responsable des ventes et du marketing
Gestionnaire des ressources humaines

PROFESSIONS LIÉES AUX ENTREPRISES

Comptable ou vérificateur
Commis-comptable

AUTRES PROFESSIONS

Programmeur
Travailleur social
Infirmier

ART ET CULTURE

Musicien ou chanteur
Écrivain
Photographe
Architecte d'intérieur

VENTES ET SERVICE

Garde de sécurité
Caissier
Serveur
Concierge ou préposé
à l'entretien

MÉTIERS ET TRANSPORT

Menuisier
Tailleur, couturier ou fourreur
Livreur

AGRICULTURE OU SECTEUR PRIMAIRE

Agriculteur
Mineur

FABRICATION

Opérateur de machine à coudre
Assembleur de véhicules automobiles

Source : Erickson (2004c).

Note : Cette traduction de l'anglais a été réalisée à titre d'illustration seulement pour les fins de ce rapport et ne doit pas être appliquée sans être préalablement testée.

ANNEXE 10

Le générateur de ressources – développé par Snijders et van der Gaag

J'ai en main une liste de compétences et de ressources. Est-ce quelqu'un de votre famille possède ces compétences ou ressources? Et parmi vos amis? Est-ce que l'une ou l'autre de vos connaissances maîtrise ces compétences? Par « connaissances », je ne veux pas dire les vendeurs ou vendeuses que vous rencontrez lorsque vous magasinez, mais une personne avec laquelle vous auriez une conversation si vous la croisissez dans la rue, et dont vous connaissez le nom. J'aimerais également savoir si vous-même possédez ces compétences ou ces ressources.

Intervieweur : Distribuez le tableau des « ressources ». Commencez par demander au répondant s'il connaît un membre de sa famille qui possède les ressources énumérées ou maîtrise les compétences décrites. Si oui, passez à la question suivante. Si non, demandez-lui si l'une de ses connaissances possède ces ressources ou ces compétences. Si le répondant déclare qu'une personne est à la fois un membre de la famille et un ami, cette personne doit être comptée comme un membre de la famille.

1. Connaissez-vous quelqu'un qui...

- ...peut réparer une auto, un vélo, etc.
- ...possède une auto
- ...est habile pour réparer un équipement ménager
- ...peut parler et écrire une langue étrangère
- ...peut travailler avec un ordinateur personnel
- ...peut jouer d'un instrument
- ...connaît la littérature
- ...a fait des études X
- ...lit une revue professionnelle
- ...milite dans un parti politique
- ...détient des actions d'une valeur minimale de \$\$\$
- ...travaille à l'hôtel de ville

- ...gagne plus de \$\$\$ par mois
- ...possède une maison de villégiature à l'étranger
- ...embauche parfois des gens
- ...connaît très bien les règlements gouvernementaux
- ...a de bons contacts avec des personnes qui travaillent dans un journal ou dans une station de radio ou de télévision
- ...connaît le soccer
- ...a une certaine connaissance des questions financières (p. ex., les impôts, les subventions)

2. Si vous aviez besoin de quelqu'un pour l'une ou l'autre des raisons suivantes, pourriez-vous facilement demander l'aide d'un membre de la famille, d'un ami ou d'une amie ou d'une connaissance?
- a) Trouver un emploi d'été pour un membre de la famille
 - b) Vous conseiller au sujet d'un conflit au travail
 - c) Vous aider lors d'un déménagement (emballage, soulèvement de charges)
 - d) Vous aider pour de menus travaux autour de la maison (menuiserie, peinture)
 - e) Faire les courses si vous-même (et les membres de votre ménage) êtes malades
 - f) Vous donner une consultation médicale si vous êtes insatisfait de votre médecin
 - g) Emprunter une grosse somme d'argent
 - h) Vous fournir un endroit où habiter pendant une semaine si vous devez quitter votre maison temporairement
 - i) Vous conseiller au sujet d'un conflit avec des membres de la famille
 - j) Discuter du parti politique pour lequel vous allez voter

- k) Vous dispenser des conseils d'ordre juridique (p. ex., des problèmes avec un propriétaire, un patron, une municipalité)
- l) Vous donner de bonnes références lorsque vous sollicitez un emploi
- m) Garder les enfants

Perceptions du réseau social personnel

Remarque des auteurs : Les questions suivantes sont formulées de manière à servir de covariables de la personnalité pour expliquer les ventilations des mesures du capital social construites à partir de l'un ou l'autre des instruments de mesure précédents. Nous n'avons pas encore conçu de norme pour ce faire, et nous invitons les lecteurs à nous faire des suggestions.

Dans nos données pour les Pays-Bas, les 18 questions ci-dessous peuvent être résumées en quatre éléments principaux (expliquant 40,1 % de la variance totale) :

- ◇ Le désir d'avoir davantage de contacts sociaux ou, inversement, la satisfaction par rapport au réseau actuel social (questions 8, 12, 14 et 15)
- ◇ L'intégration de différents types de relations dans le réseau (questions 3, 5, 7 et 16)
- ◇ L'aspiration et la propension à mobiliser des ressources sociales (questions 6, 9, 10, 11 et 18)
- ◇ La propension à établir de nouveaux contacts (questions 1, 2, 4 et 13).

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les énoncés suivants?

(Fortement en accord, en accord, en désaccord, fortement en désaccord)

1. Je fais parfois des choses pour les autres même si ça ne me tente pas.
2. Les autres me demandent souvent de l'aide.
3. La plupart de mes amis se connaissent entre eux.

4. Lors des fêtes d'anniversaire de mes amis, il y a beaucoup de gens que je connais à peine.
5. Mes bons amis connaissent les membres de ma famille.
6. Au travail, je côtoie des personnes totalement différentes que pendant mes périodes de loisirs.
7. Mes voisins viennent à mes fêtes d'anniversaire.
8. Mes collègues viennent à mes fêtes d'anniversaire.
9. Je ne demande pas facilement de l'aide lorsque j'en ai besoin.
10. Vous ne pouvez pas espérer que vos voisins vous aident si vous avez de graves problèmes.
11. Vous ne pouvez pas espérer que vos collègues vous aident si vous avez de graves problèmes.
12. J'aimerais avoir plus d'amis.
13. J'entre facilement en contact avec les autres.
14. J'aimerais avoir plus de contacts avec mes voisins.
15. J'aimerais avoir plus de contacts avec mes collègues.
16. J'envoie des cartes de Noël et à l'occasion d'autres fêtes à mes voisins.
17. J'ai déjà éprouvé une déception après avoir fait confiance aux autres.
18. Avant de faire confiance à quelqu'un, je dois m'assurer de ses intentions.

Source : Le document intitulé *Social Survey of the Networks of the Dutch, 1999-2000* peut être consulté à l'adresse <<http://www.xs4all.nl/~gaag/work>>.

Note : Cette traduction de l'anglais a été réalisée à titre d'illustration seulement pour les fins de ce rapport et ne doit pas être appliquée sans être préalablement testée.

ANNEXE 11

Le générateur de ressources – version canadienne proposée par Boase et Wellman

Les questions mesurent l'accès à différentes sortes de ressources grâce aux liens sociaux très ou assez proches. Ces ressources sont fondées sur le savoir et sont conçues de façon à inclure des connaissances communes à des personnes de différents milieux sociaux. Les éléments de ce questionnaire portent sur l'accès aux connaissances qui sont communes aux personnes de statut socioéconomique élevé et faible, ainsi qu'aux connaissances qui varient selon le sexe. Cette diversité des connaissances sera probablement corrélée avec la taille et la diversité du réseau social du répondant. Nous avons également inclus des connaissances qui peuvent servir à prendre des décisions de vie importantes, puisque l'accès à ce genre de capital social peut avoir des répercussions considérables sur la vie du répondant.

J'aimerais que vous pensiez SEULEMENT au premier type. Nous aimerions savoir si l'une ou l'autre des (inscrire le total obtenu en réponse à une question antérieure) personnes dont vous vous sentez TRÈS PROCHE vous a déjà aidé lors des activités énumérées ci-dessous. Si vous n'avez jamais fait l'activité, dites-le moi tout simplement. Pour réaliser cette activité, avez-vous déjà reçu de l'aide de personnes dont vous vous sentez TRÈS PROCHE, mais qui n'habitent pas avec vous?

- a) Trouver un nouveau logement
- b) Changer d'emploi
- c) Acheter un ordinateur personnel

- d) Réaliser un investissement majeur ou prendre une décision financière importante
 - e) Chercher de l'information sur une maladie ou un état pathologique grave
 - f) Prendre soin d'une personne aux prises avec une maladie ou un état pathologique grave
 - g) Ériger une cloison dans votre maison
 - h) Décider pour qui voter lors d'une élection
 - i) Changer les bougies d'allumage sur une voiture
 - j) Utiliser un logiciel de traitement de texte, tel que Word ou WordPerfect
 - k) Préparer un grand repas de fête
 - l) Réparer des vêtements déchirés
 - m) Réconcilier des membres de la parenté
- * À noter que la même grille de questions est utilisée à deux reprises : une fois pour les membres du réseau dont le répondant se sent « Très proche » et une fois pour ceux dont il se sent « Assez proche ».

Source : Boase et Wellman (2004).

Note : Cette traduction de l'anglais a été réalisée à titre d'illustration seulement pour les fins de ce rapport et ne doit pas être appliquée sans être préalablement testée.

ANNEXE 12

La technique de McCarty et al. – version canadienne proposée par Boase et Wellman

Taille du réseau social, force des liens et capital social

Je vais vous poser des questions au sujet de deux groupes différents de personnes qui font partie de votre vie – les personnes dont vous vous sentez TRÈS PROCHE qui n'habitent pas avec vous, comme vos parents et amis proches, et celles dont vous vous sentez ASSEZ PROCHE qui n'habitent pas avec vous. Nous aimerions savoir combien de personnes dans votre vie appartiennent à chacune de ces catégories.

Commençons par les personnes dont vous vous sentez TRÈS proche, qui peuvent englober celles avec qui vous discutez de sujets importants, avec qui vous communiquez périodiquement ou qui sont là pour vous lorsque vous avez besoin d'aide. En pensant à TOUTES les personnes qui correspondent à cette description et qui n'habitent pas avec vous, combien sont...

- a) des membres de votre famille immédiate – parents, frères et sœurs, enfants devenus adultes ou parents par alliance?
- b) d'autres membres de la parenté?
- c) des voisins?
- d) des personnes que vous avez connues au travail?
- e) des personnes que vous avez connues à l'école ou durant votre enfance?
- f) des personnes que vous avez connues à l'église ou dans d'autres organisations religieuses?
- g) des personnes que vous avez connues dans des organisations bénévoles, comme des clubs d'activité parallèle ou d'autres groupes d'activités de loisirs?
- h) d'autres personnes dont vous vous sentez très proche?

Genre, diversité ethnique et capital social

J'aimerais que vous pensiez SEULEMENT au premier groupe – les (INSCRIRE LE TOTAL) personnes dont vous vous sentez TRÈS PROCHE. Combien de ces personnes sont des femmes?

J'aimerais que vous pensiez SEULEMENT au premier groupe – les (INSCRIRE LE TOTAL) personnes dont vous vous sentez TRÈS PROCHE. Combien de ces personnes sont...

- a) des Blancs?
- b) des Noirs ou des Afro-Canadiens?
- c) des Hispaniques ou des Latino-Américains?
- d) des Asiatiques?
- e) des Autochtones, des Indiens, des Inuits ou des Métis canadiens?
- f) d'une autre origine raciale?

Proximité du réseau et capital social

J'aimerais que vous pensiez SEULEMENT au premier groupe – les (INSCRIRE LE TOTAL) personnes dont vous vous sentez TRÈS PROCHE. Combien de ces personnes habitent à plus d'une heure de distance de votre domicile?

Densité du réseau et capital social

J'aimerais que vous pensiez SEULEMENT au premier groupe – les (INSCRIRE LE TOTAL) personnes dont vous vous sentez TRÈS PROCHE. Combien de ces personnes se connaissent entre elles? Diriez-vous...

- a) qu'elles se connaissent TOUTES;
- b) que la PLUPART se connaissent;
- c) qu'environ la MOITIÉ se connaissent;
- d) que seulement CERTAINES se connaissent;
- e) qu'AUCUNE n'en connaît une autre?

* À noter que la même grille de questions est utilisée à deux reprises : une fois pour les membres du réseau dont le répondant se sent TRÈS PROCHE et une autre fois pour ceux dont il se sent ASSEZ PROCHE. Dans la pratique, chaque grille de questions est appliquée rapidement après les mesures du stimulus « Taille du réseau social ».

Source : Boase (2004).

Note : Cette traduction de l'anglais a été réalisée à titre d'illustration seulement pour les fins de ce rapport et ne doit pas être appliquée sans être préalablement testée.

ANNEXE 13

Les indices de capital social de Onyx et Bullen

L'échelle de capital social est un simple indicateur empiriquement obtenu à partir d'une liste de 36 questions sur le capital social. Elle doit être étoffée par d'autres méthodes plus qualitatives, comme des études de cas et des « descriptions approfondies », ainsi qu'en référence à des macro-indicateurs sociaux, tels que les taux de criminalité ou de morbidité.

Voici certaines des principales conclusions de l'étude de Onyx et Bullen :

- ◇ Le capital social est un concept empirique.
- ◇ Il est possible de mesurer le capital social dans les collectivités locales. Il existe des différences importantes dans les niveaux de capital social des cinq collectivités étudiées.
- ◇ Un facteur générique de capital social peut être mesuré.
- ◇ Huit éléments distincts semblent expliquer environ 50 % de la variance dans le capital social.

Quatre des éléments concernent la participation et les rapports dans différents domaines :

1. Participation à la collectivité locale
2. Rapports avec les voisins
3. Rapports avec la famille et les amis
4. Rapports avec les collègues de travail

Quatre éléments sont les composantes de base du capital social :

1. La propension à l'activité dans un contexte social
2. Les sentiments de confiance et de sécurité
3. La tolérance de la diversité
4. La valeur de la vie

Source : Onyx et Bullen (1998).

ANNEXE 14

Indicateurs retenus pour l'enquête ESSIL – volet sur les « réseaux sociaux »

Les indicateurs « réseaux sociaux » ont été privilégiés du fait de leur potentiel pour l'analyse longitudinale et de leur avantage pour établir des comparaisons internationales et de leur valeur scientifique. La méthodologie de l'enquête ESSIL prévoit un mode de collecte de données, à fréquence variable. En ce qui concerne le volet « réseaux sociaux », les différents thèmes seront abordés selon les fréquences suivantes.

A) Bloc annuel

- L'isolement perçu
- Les mesures du soutien social adaptées aux principaux événements de la vie
- L'aide reçue (sur les plans matériel, informatif et émotif)
- La satisfaction par rapport à l'aide reçue
- L'évaluation des limites de la capacité d'aide
- Les préférences entre l'aide privée, communautaire et publique
- L'aide offerte aux proches

B) Rétrospectif – une seule fois

- Les habiletés relationnelles

C) Bloc biennal

- Le générateur de noms sur les personnes significatives
- La satisfaction à l'égard des relations sociales

D) Bloc quadriennal

- La participation à des activités de loisirs
- Les sorties à caractère social
- La fréquence des contacts sociaux
- Le générateur de noms complémentaires (soutien, aide financière, conseils)

Les questions complémentaires sur les générateurs de noms

- La présence de liens négatifs dans les réseaux (personnes trop exigeantes, peu fiables ou sources de vexation)
- Le bilan des changements dans le réseau
- L'anticipation de changements dans le réseau
- Les obstacles à la sociabilité
- Les contacts avec les voisins
- La participation à des associations

Source : Turcotte et Charbonneau (2002).

ANNEXE 15

Le Social Capital Impact Assessment (SCIA)

Le Social Capital Impact Assessment (SCIA) développé par le Saguaro Seminar permet d'analyser l'impact de la mise en œuvre d'un programme ou de l'implantation d'un projet sur le capital social.

Les collectivités peuvent essayer de réunir deux catégories de renseignements pour faciliter l'évaluation des impacts du capital social. Les renseignements de la première catégorie sont des corrélats du capital social (des aspects qui sont en forte corrélation positive ou négative avec les niveaux de capital social), ceux de la deuxième catégorie ou portent directement sur les niveaux et types de capital social.

Impact d'une action sur les corrélats du capital social (des éléments qui influenceront sur le capital social).

- ◇ Par exemple, l'action proposée va-t-elle :
 - Accroître la mobilité ou abaisser la durée de résidence (ce qui est négatif pour le capital social)?
 - Accroître la taille de la collectivité (ce qui est négatif pour le capital social)?
 - Accroître le temps de déplacement (ce qui est négatif pour le capital social)?
 - Réduire le nombre d'espaces publics ou le nombre d'espaces publics très fréquentés (ce qui est négatif pour le capital social)?
 - Accroître les niveaux moyens d'éducation (ce qui est positif pour le capital social)?
 - Accroître l'apprentissage de compétences civiques telles que la façon de présider une réunion, d'en organiser d'autres, de préparer les ordres du jour, etc. (ce qui est positif pour le capital social)?

- Accroître le temps moyen que passent les résidents à regarder des émissions de divertissement à caractère commercial à la télévision (ce qui est négatif pour le capital social)?

Poser directement des questions sur le capital social

- ◇ Liens sociaux avec les voisins :
 - La politique créera-t-elle, pour les gens, plus ou moins d'occasions d'interagir?
 - La politique créera-t-elle, pour les gens, plus ou moins d'occasions de travailler ensemble?
 - La politique créera-t-elle plus ou moins d'occasions d'interactions publiques (p. ex., des réunions à la mairie, des comités de planification ou des organisations de quartier)?
 - L'initiative créera-t-elle plus ou moins d'occasions d'interactions privées (p. ex., des clubs de bridge, des ligues sportives ou des rencontres à caractère religieux)?
 - L'initiative créera-t-elle plus ou moins d'occasions de réunions informelles (p. ex., des gens qui flânent dans le coin, des files d'attente pour acheter des billets, etc.)?
- ◇ Capital social d'accointances :
 - La politique créera-t-elle, pour les gens, plus ou moins d'occasions d'interagir avec des personnes différentes d'eux (par la race, la religion, l'âge, etc.)?
 - La politique créera-t-elle, pour les gens, plus ou moins d'occasions de travailler en collaboration avec des personnes différentes d'eux (par la race, la religion, l'âge, etc.)?

- La politique créera-t-elle plus ou moins d'occasions d'interactions publiques (p. ex., des réunions à la mairie, des comités de planification ou des organisations de quartier) avec des personnes différentes d'eux (par la race, la religion, l'âge, etc.)?
- L'initiative créera-t-elle plus ou moins d'occasions d'interactions privées (p. ex., des clubs de bridge, des ligues sportives ou des rencontres à caractère religieux) avec des personnes différentes d'eux (par la race, la religion, l'âge, etc.)?
- L'initiative créera-t-elle plus ou moins d'occasions de réunions informelles (p. ex., des gens qui flânent dans le coin, des files d'attente pour acheter des billets, etc.) avec des personnes différentes d'eux (par la race, la religion, l'âge, etc.)?

◇ Liens familiaux :

- L'initiative proposée aura-t-elle pour effet d'accroître ou de réduire le temps discrétionnaire des gens?
- L'initiative proposée aura-t-elle pour effet d'accroître ou de réduire le temps que les membres de la famille passent ensemble?
- L'initiative proposée aura-t-elle pour effet de retirer à des membres de la famille la responsabilité de certaines fonctions pour la confier à des personnes qui ne font pas partie de la famille?
- L'initiative proposée aura-t-elle pour effet d'accroître ou de réduire la gamme des structures possibles qui sont traitées comme une unité familiale?

◇ Confiance dans les institutions :

- L'institution intervenante (celle qui propose l'initiative) suggère-t-elle d'utiliser, pour faire approuver l'initiative, un processus qui inspire confiance à toutes les parties intéressées?

- L'institution intervenante donne-t-elle aux citoyens des occasions de participer à l'exécution ou à la mise en œuvre, à la supervision et à l'examen continu de l'initiative proposée?
- L'institution intervenante est-elle en train de saper une organisation communautaire existante respectée?
- L'institution intervenante propose-t-elle une initiative qui sera probablement une réussite?

Comment réunir cette information?

Une collectivité ou une organisation peut utiliser quatre méthodes qui ne s'excluent pas les unes les autres.

- ◇ Employer un expert/sociologue en résidence pour une certaine période (jours ou semaines) et lui demander d'observer les interactions sociales qui risquent d'être touchées, et de présenter un rapport à ce sujet à la collectivité.
- ◇ Réaliser une analyse documentaire de la jonction entre X et le capital social (p. ex., si une proposition va accroître la mobilité résidentielle dans une collectivité, les renseignements dont disposent les universitaires au sujet de l'impact d'une mobilité accrue sur le capital social).
- ◇ Interviewer les résidents de la collectivité, notamment au sujet de leur utilisation sociale d'une installation ou de l'endroit où ils rencontrent leurs amis dans une collectivité, etc.
- ◇ Demander à des résidents de la collectivité ou à d'autres personnes de venir témoigner ou émettre des opinions, puis tenir un débat.

Source : Feldstein et Sander (s.d.).

BIBLIOGRAPHIE

*Au 10 mai 2005, l'existence des sites web cités dans cet rapport a été confirmé.

Australian Bureau of Statistics. 2001. *Measuring Wellbeing: Framework for Australian Social Statistics*, Canberra, gouvernement de l'Australie.

Australian Bureau of Statistics. 2002. *Social Capital and Social Wellbeing*, document de discussion, Canberra, gouvernement de l'Australie.

Australian Bureau of Statistics. 2004. *Australian Social Capital Framework and Indicators*, Canberra, gouvernement de l'Australie.

Ahn T. K. et E. Ostrom. 2002. *Social Capital and the Second-Generation Theories of Collective Action: An Analytical Approach to the Forms of Social Capital*, rencontre annuelle 2002 de l'Association américaine de science politique, Boston, Massachusetts, 29 août-1^{er} septembre.

Atwood, C. 2003. « How does the Home Office Citizenship Survey contribute to UK Understanding of Social Capital and Diversity? » présentation à la préconférence PRP-OCDE-Statistique Canada « Mesurer le capital social, l'immigration et la diversité ethnique », 23 novembre 2003, Montréal.

Banque mondiale. *L'instrument SOCAT peut être téléchargé à partir du site suivant:*
<<http://lnweb18.worldbank.org/ESSD/sdvext.nsf/09ByDocName/SocialCapitalMeasurementToolsSOCAT>>.

Bernard, P. 2004. « Why Canada needs a socioeconomic and health integrated longitudinal survey SHILS », présentation dans le cadre de l'Atelier d'experts sur la mesure du capital social pour des fins de politiques publiques, Hôtel Sheraton d'Ottawa, 8 juin 2004.

Bidart, C. et al. 2002. « Processus d'entrée dans la vie adulte, insertion professionnelle et évolution des réseaux sociaux. Note méthodologique sur les trois premières vagues d'enquête », CNRS/Université de Caen.

Boase, J. et B. Wellman. 2004. « Suggested Questions on Social Networks and Social Capital », rapport au Projet de recherche sur les politiques, Ottawa.

Boase, J. 2004. « Measuring Network Size, Tie Strength and Diversity », présentation dans le cadre de l'Atelier d'experts sur la mesure du capital social pour des fins de politiques publiques, Ottawa, 8 juin 2004.

Borgatti, S., C. Jones et M. Everett. 1998. « Network Measures of Social Capital » dans *Connections*, 21 (2), pp. 1-36.

Bouchard, L. et J-F. Roy. 2005. « Capital social et santé : résultats de l'Enquête sociale générale sur l'engagement social au Canada », présentation dans le cadre de l'Atelier sur le capital social et les politiques de santé publique, Agence de Santé publique du Canada, 30 mars 2005, Gatineau.

Browne G. 2002. « Measuring Integration within a Network of Services », document de travail du System-Linked Research Unit, document de travail de décembre #S02-04.

Burt, R. 1984. « Network Items and the General Social Survey » *Social Networks* (6) pp. 293-33.

Burt R. 1992. « Structural Holes: The Social Structure of Competition », Cambridge: Harvard University Press.

Bullen, P. « Resources on Understanding and Measuring Social Capital ». <<http://www.mapl.com.au/A13.htm>>.

Cattel, V. 2001. « Poor People, Poor Places, and Poor Health: The Mediating Role of Social Networks and Social Capital » dans *Social Science & Medicine* 52, pp. 1501-1516.

Charbonneau, J. et M. Turcotte. 2002. *Projet d'enquête socioéconomique et de santé intégrée et longitudinale*, Les réseaux sociaux, INRS Urbanisation, Culture et Société.

Charbonneau J. et S. Bourdon. 2004. « Famille, réseaux et persévérance des élèves à risque au collégial », Projet en cours subventionné par le FQRSC.

Charbonneau, J. et M. Turcotte. s.d. *Project d'enquête socioéconomique et de santé intégrée et longitudinale (ESSIL)*, INRS. <www.socio.umontreal.ca/essil/Racine/TURCOTTE%20et%20CHARBONNEAU%20réseaux%20sociaux.pdf>.

Charbonneau, J. 2005a. « Associations en réseaux et capital social collectif : bilan d'expériences et d'analyses » avec la collaboration de J-G. Simard dans *Le capital social à l'œuvre : études thématiques sur les politiques*, Projet de recherche sur les politiques, gouvernement du Canada.

_____. 2005b. Présentation du générateur par contexte au Projet de recherche sur les politiques, le 10 mars 2005.

Charbonnel, J.C., S. Paugam, et J.P. Zoyem. 1993. « Précarité et risques d'exclusion en France », Documents du CERC 109.

Cohen, V. « La vulnérabilité relationnelle : Essai de cadrage et de définition », *Socio-Anthropologie*, n°1. <<http://revel.unice.fr/anthropo/document.html?id=74> consulté le 7 février 2005>.

CONSCISE project team. 2003. « The Contribution of Social Capital in the Social Economy to Local Economic Development in Western Europe », rapport final du projet *Contribution of Social Capital in the Social Economy* (CONSCISE).

Degenne, A., M-O. Lebeaux et Y. Lemel. 2004. « Does Social Capital Offset Social and Economic Inequalities? Social Capital in Everyday Life » dans *Creation and Returns of Social Capital: A New Research Program*, H. Flap. et B. Volker eds, London Routledge, pp. 51-73.

Degenne, A. 2004. « Mise en œuvre empirique de la notion de capital social : définitions et exemples » dans *Le Capital social*, Actes du colloque organisé par le GRIS, Université de Rouen 6 février 2003. pp. 17-24.

Enns, S., T. Malinick et R. Matthews. 2004. « It's Not Only Who You Know, It's Also Where They Are: Using the Position Generator to Investigate the Structure of Access to Socially Embedded. » <<http://www2.arts.ubc.ca/rcp/resources/PDFs/itsnotonlywhoyouknow.pdf>>.

Erickson, B. 1996. « Culture, Class, and Connections. » *American Journal of Sociology* 102, pp. 217-251.

Erickson, B. H. 2004a. « The Distribution of Gendered Social Capital in Canada » dans *Creation and Returns of Social Capital: A New Research Program*, Flap H. et Volker B. eds, London Routledge. pp. 27-50.

_____. 2004b. « Measuring the Constituent Elements of Social Capital: What Exactly are we Measuring, and How to go About it? », présentation dans le cadre de l'Atelier d'experts sur la mesure du capital social pour des fins de politiques publiques, Ottawa, 8 juin 2004.

_____. 2004c. « A Report on Measuring the Social Capital in Weak Ties », préparé pour le Projet de recherche sur les politiques, Ottawa, Canada. <http://recherchepolitique.gc.ca/doclib/Erickson_0604_2004.pdf>.

ESSIL (Enquête socio-économique et de santé intégrée et longitudinale). s.d. <www.socio.umontreal.ca/essil/racine>.

Étude électorale canadienne 2000. <<http://www.ces-ec.umontreal.ca/ec.html>>.

Evans, M. 2004. « Building Social Capital through Social Enterprise – The CONSCISE Project in Europe », présentation à la Conférence du PRP « Exploration de nouvelles approches en matière de politique sociale », 15 décembre 2004, Ottawa gouvernement du Canada.

Forgues, E. 2004. « Capital social, gouvernance et rationalisation des pratiques communautaires ; outils théoriques et méthodologiques », *Cahier de recherche*, Institut canadien de recherche sur les minorités.

- Flap, H., T. Snijders, B. Völker, et M. van der Gaag. 2003. *Measurement Instruments for Social Capital of Individuals*. <<http://www.xs4all.nl/~gaag/work>>.
- Feldstein, L. et T. Sander. *Social Capital Impact Assessment Thoughts Version 1.0*. Saguaro Seminar: Civic Engagement in America, John F. Kennedy School of Government, Université Harvard. <<http://www.ksg.harvard.edu/saguaro/pdfs/skimpactassessment.pdf>>.
- Fontan, J.-M. et J.-L. Klein. 2004. « La mobilisation du capital socio-territorial : le cas du Technopôle Angus », *Lien social et Politique-RIAC*, 52, numéro thématique sur le thème « le territoire, instrument providentiel de l'État social », pp : 139-149.
- Fuhrer, R., S. A. Stansfield, J. Chemali, et M. J. Shipley. 1999. « Gender, Social Relations and Mental Health: Prospective Findings From an Occupational Cohort » dans *Social Science Medicine*, n° 48, pp. 77-87.
- Granovetter, M. 1973. « The Strength of Weak Ties. » *American Journal of Sociology*, 78: 1360-80.
- Germain, A. 2003. « Capital social et vie de quartier en contexte multiethnique », Conférence internationale PRP-OCDE « Les possibilités et défis de la diversité : Un rôle pour le capital social? », 24-25 nov. 2003, Montréal, Canada.
- Grootaert C. et T. van Bastelaer. 2001. « Understanding and Measuring Social Capital: A Synthesis of Findings and Recommendations From the Social Capital Initiative », document de travail du SCI, n° 24, Banque mondiale, Washington.
- Grootaert C. et T. van Bastelaer (eds). 2002. *Understanding and Measuring Social Capital: A Multidisciplinary Tool for Practitioners*, Banque mondiale.
- Grootaert, C., D. Narayan, V. N. Jones and M. Woolcock. 2004. *Measuring Social Capital. An Integrated Questionnaire*, document de travail de la Banque mondiale, no 18.
- Green, H. et L. Fletcher. 2003. *The Development of Harmonized Questions on Social Capital*. Social and Vital statistics division, Office of National Statistics, Londres.
- Hall, J. 2004. *Measuring Social Capital: The Experience of the Australian Bureau of Statistics*, OECD – Forum mondial, Statistiques, savoirs et politiques, 10-13 novembre 2004, Palerme, Italie.
- Halpern, D. 2002. *Why Does Social Capital Matter? Presentation for the Strategic Futures Group*, 26 mars 2002.
- Healy, T. 2003a. Conclusion sommaire de la préconférence PRP-OCDE-Statistique Canada « Mesurer le capital social, l'immigration et la diversité ethnique », 23 novembre 2003, Montréal, Canada.
- _____. 2003b. « Social Capital: Challenges for its Measurement at International Level », document présenté à la conférence annuelle sur les liens durables dans la société de l'information (traduction), 26-28 mars 2003. <<http://spitswww.uvt.nl/web/fsw/lustrum/papers/healy.pdf>>.
- Healy, T. 2004. « Social Capital: Some Policy and Research Implications for New Zealand », Institute for the Study of Social Change, University College Dublin/Department of Education and Science, Irlande.
- Hum, D. 2004. « Measuring Social Capital for Public Policy: Comments and Reflections », dans le rapport de synthèse : Atelier d'experts sur la mesure du capital social pour des fins de politiques publiques, PRP, gouvernement du Canada.
- Hopkins, L. 2002. *What is Social Capital?* Document de travail n° 2, Institute for Social Research, Swinburne University of Technology, Victoria, Australie.
- Jones, W.H., S.R. Briggs, et T.G. Smith. 1986. « Shyness: Conceptualization and Measurement », *Journal of Personality and Social Psychology* 51, n° 3: 629-639.
- King, P. et C. Waldegrave. 2003. « Social Capital, Social Networks, and Access to Employment », dans Proceedings of « Combining Policy, Research and Practice: The Social Policy Research and Evaluation Conference 2003 », Wellington, 29-30 avril.
- Kelly, M. 2003. « International Initiatives on Social Capital Measurement », présentation à la préconférence PRP-OCDE-Statistique Canada « Mesurer le capital social, l'immigration et la diversité ethnique », 23 novembre, Montréal, Canada.

- Lévesque, M. et D. White. 2001. « Capital social, capital humain et sortie de l'aide sociale pour des prestataires de longue durée », *Cahiers canadiens de sociologie*, 26:2, pp. 167-192.
- Lévesque, M. 2004. « Structure réticulaire et dynamique relationnelle des prémisses similaires mais des limites et apports distincts », présentation dans le cadre de l'Atelier d'experts sur la mesure du capital social pour des fins de politiques publiques, Ottawa, 8 juin 2004.
- Lin, N. et M. Dumin. 1986. « Access to Occupations through Social Ties » dans *Social Networks* 8, pp. 365-85.
- Lin, N. 2001. « Building a Network Theory of Social Capital » dans *Social Capital: Theory and Research*, N.Lin, K.Cook and R. S. Burt eds. New York: Aldine de Gruyter, pp. 3-30.
- Lubben, J. et M.W. Gironde. 2004. « Measuring Social Networks and Assessing their Benefits » dans Chris Phillipson, Graham Allan et David Morgan, eds, *Social Networks and Social Exclusion: Sociological and Policy Perspectives*, Aldershot: Ashgate Publishing, pp. 20-34.
- Marsden, P. 2003. « Recent Developments in Network Measurement » dans *Models and Methods in Social Network Analysis*, P. J. Carrington, J. Scott et S. Wasserman, eds, N-Y: Cambridge University Press.
- Matthews, R. 2003. « Comprendre le développement social et économique dans une perspective de capital social », *Horizons*, Projet de recherche sur les politiques, volume 6, numéro 3, pp. 25-29.
- Matthews, R. et Côté, R. 2005. « Le rôle des services de police autochtones dans un contexte de capital social » dans *Le capital social à l'œuvre : Études thématiques sur les politiques*, Projet de recherche sur les politiques.
- McCallister, L. et C. S. Fischer. 1978. « A Procedure for Surveying Personal Networks », *Sociological Methods and Research*, 7: 131-148.
- McCarty, C., P.D. Killworth, H.R. Bernard, E.C. Johnsen et G.A. Shellay. 2001. « Comparing Two Methods for Estimating Network Size », *Human Organization* 60(1): 28-39.
- Muntaner, C., J. Lynch et G.D. Smith. 2001. « Social Capital, Disorganized Communities, and the Third Way: Understanding the Retreat from Structural Inequalities in Epidemiology and Public Health » dans *International Journal of Health Services*, volume 31, numéro 2, pp. 213-237.
- Negrón, R. et C. McCarty. 2003. « Personality and Social Network Structure », document présenté à la XXIII Sunbelt international Social Networks Conference, 12-16 février, Cancun, Mexico.
- Norris, D. et C. Bryan. 2003. « Measurement of Social Capital : The Canadian Experience », rapport national présenté à l'International Conference on Social Capital Measurement (OCDE-ONS), Londres.
- Nurmi, J. -E., Salmela-Aro, K., et Haavisto, T. 1995. « The Strategy and Attribution Questionnaire: Psychometric Properties », *European Journal of Psychological Assessment*, 11, pp. 108-121.
- Onyx, J. et P. Bullen. 1998. « Measuring Social Capital in Five Communities in NSW : an Analysis », Centre for Australian Community Organizations and Management, série de documents de travail (n° 41).
- Onyx et Bullen. 2000. « Sources of Social Capital » dans I. Winter (ed.) *Social Capital and Public Policy in Australia*, Australian Institute of Family Studies, Melbourne, pp.105-134.
- Organisation de coopération et de développement économiques. 2001. « Du bien-être des nations. Le rôle du capital humain et social », Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement.
- Perlin, L.I., et C. Schooler. 1978. « The Structure of Coping », *Journal of Health and Social Behaviour*, 19: 2-21.

- Portes, A. 1998. « Social Capital: Its Origins and Applications in Modern Sociology », *Annual Review of Social Sciences*, vol. 24, pp. 1-24.
- Productivity Commission. 2003. « Social Capital: Reviewing the Concept and its Policy Implications », document de recherche de la Commission, Canberra, gouvernement de l'Australie.
- Projet de recherche sur les politiques. 2003a. *Rapport synthèse : Atelier sur le capital social. Les concepts, la mesure et les incidences sur les politiques*, Ottawa.
- _____. 2003b. « Miser sur une approche réticulaire », document de travail provisoire, Ottawa, gouvernement du Canada.
- Projet de recherche sur les politiques. 2004. *Rapport de synthèse. Atelier d'experts sur la mesure du capital social pour des fins de politiques publiques*, Ottawa.
- Projet de recherche sur les politiques. 2005a. *Le capital social comme instrument de politique publique : rapport de projet*, Ottawa.
- _____. 2005b. *Le capital social à l'œuvre : Études thématiques sur les politiques*, Ottawa.
- Phillipson, C., G. Allan, D. Morgan et al. 2004. « Introduction » dans « Social Networks and Social Exclusion » dans Chris Phillipson, Graham Allan et David Morgan, eds. *Social Networks and Social Exclusion: Sociological and Policy Perspectives*, Aldershot: Ashgate Publishing, pp. 1-6.
- Putnam, R. 2001. « Le déclin du capital social aux États-Unis, entretien avec M. Zuber », *Sciences Humaines*, hors série n° 33, p. 63.
- Reimer, B. 2002. « Understanding Social Capital: its Nature and Manifestations in Rural Canada », document préparé pour la présentation de la conférence annuelle de la Société canadienne de sociologie et d'anthropologie, Toronto.
- Rosenberg, M. 1965. *Society and the Adolescent Self-Image*, Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Russell, D. W. 1996. « UCLA Loneliness Scale (Version 3): Reliability, Validity, and Factor Structure », dans *Journal of Personality Assessment*, 66 (1): 20-40.
- Sabatini, F. *Resources for the Study of Social Capital*. Department of Public Economics University of Rome La Sapienza. <<http://w3.uniroma1.it/soccap/eng-index.htm>>.
- Sirven, N. 2003. « L'endogénéisation du rôle des institutions dans la croissance ou la (re)découverte du capital social » dans *Le capital social : Actes du colloque* organisé par le GRIS, Université de Rouen, 6 février 2003.
- Schuller, T. 2001. « Complémentarité du capital humain et du capital social » *Isuma*, volume 2, numéro 1.
- Schneider, J. 2004. « The Role of Social Capital in Building Healthy Communities », document préparé pour la Annie E. Casey Foundation, États-Unis.
- Statistics Finland. 2000. « Statistics Finland: Main Lines of Research and Development in 2000-2003 », Helsinki.
- Strategy Unit. 2003. « Trying It Out. The Role of 'Pilots' in Policy-Making », un examen des mises à l'essai des politiques au sein du gouvernement.
- Tilly, C. 2004. *Observations of Social Processes and their Formal Representations*, Columbia University. <<http://www.asu.edu/clas/polisci/cqrm/papers/Tilly/Tillyformalisms.pdf>>.
- Tilly, Jean. 2003. « Capital social et intégration politique des immigrants », conférence internationale PRP-OCDE « Les possibilités et défis de la diversité : Un rôle pour le capital social? », 24-25 novembre 2003, Montréal, Canada.
- van der Gaag, M. et T. Snijders. 2004a. « Proposal for the Measurement of Individual Social Capital » dans *Creation and Returns of Social Capital a New Research Program*, Flap H. et Volker B. eds, London Routledge, pp. 199-218.
- _____. 2004b. « The Resource Generator: Measurement of Individual Social Capital with Concrete Items », document préparé à la XXII Sunbelt international Social Networks Conference, 13-17 février, La Nouvelle-Orléans, États-Unis (2002). <<http://www.xs4all.nl/~gaag/work>>.
- van Kemenade S., S. Paradis et É. Jenkins. 2003. « Le capital social peut-il être l'objet des politiques publiques? », *Horizons*, volume 6, numéro 3.

van Tuinen, H. K. 1995. « Social Indicators, Social Surveys and Integration of Social Statistics: Strengths and Weakness and Future Developments of the Main Approaches in Social Statistics » dans *Statistical Journal of the United Nations*, ECE 12, pp. 379-394.

Volker, B., and H. Flap. 2004a. « Social Networks and Performance at Work: A Study of the Returns of Social Capital in Doing One's Job » dans H. Flap et B. Volker (eds.), *Creation and returns of Social Capital*, London, Routledge, pp. 172-196.

_____. 2004b. « Social Relations and Networks in the Neighbourhood and at the Workplace: The Social Survey of the Networks of the Dutch, 1999-2000. »

Wellman, B. 1979. « The Community Question: The Intimate Networks of East Yorkers », *American Journal of Sociology* 84, mars, 1979: 1201-31.

Wellman, B. 1996. « Are Personal Communities Local? A Dumptarian Reconsideration », *Social Networks*, 18 (3), pp. 347-354.

WLS (Wisconsin Longitudinal Study).
<www.ssc.wisc.edu/~wls>.

Woolcock, M. 2001. « Le rôle du Capital Social dans la compréhension des résultats sociaux et économiques », *Isuma*, volume 2, numéro 1.

Woolcock, M. 2004. « Social Capital for Social Policy: Lessons from International Research and Policy », présentation à la Conférence du PRP « Exploration de nouvelles approches en matière de politique sociale », 13 décembre 2004, Ottawa gouvernement du Canada.

Zukewich, Nancy et Douglas Norris. 2005. « National Experiences and International Harmonization in Social Capital. Measurement: A Beginning », ébauche présentée à la réunion, tenue les 9-11 février du Groupe de Siena à Helsinki. <<http://tilastokeskus.fi/tup/sienagroup2005>>.